Affaires mondiales Canada | Global Affairs Canada

Canada

Rapport sur les résultats ministériels

2025-2026



ISSN: 2561-2190

This document is also available in English under the title: *2025-26 Departmental Results Report*

Sauf avis contraire, le contenu de ce document peut, sans frais ni autre permission, être reproduit en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit à des fins personnelles ou publiques, mais non à des fins commerciales. La reproduction et la distribution à des fins commerciales sont interdites sans la permission d'Affaires mondiales Canada.

Pour plus d’informations, contactez :

Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa ON K1A 0G2
Canada

Téléphone :
1-800-267-8376 (sans frais au Canada)
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l’extérieur du Canada)

Si vous êtes sourd ou malentendant, ou si vous avez un trouble de la parole et utilisez un téléscripteur, vous pouvez accéder au service ATS de 9 h à 17 h, heure de l’Est, en composant le numéro 613-944-9136 (au Canada seulement).

Site Web : www.international.gc.ca
Courriel : info@international.gc.ca

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par la ministre des Affaires étrangères, 2026

N° de cat. FR2-25F-PDF

Rapport sur les résultats ministériels 2025-2026 d'Affaires mondiales Canada

Table des matières

- En un coup d'œil
- Message des ministres
- Résultats : nos réalisations
  - Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale
  - Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement
  - Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité
  - Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger
  - Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger
  - Services internes
- Dépenses et ressources humaines
  - Dépenses
  - Financement
  - Faits saillants des états financiers
  - Ressources humaines
- Tableaux de renseignements supplémentaires
- Dépenses fiscales fédérales
- Renseignements ministériels
- Définitions

Remarque : Affaires mondiales Canada (AMC) a utilisé son outil d'intelligence artificielle (IA) générative (Microsoft Copilot) pour appuyer l'élaboration du contenu de ce rapport. Un être humain a revu et validé tout le contenu généré par l'intelligence artificielle.

En un coup d'œil

Le présent rapport sur les résultats ministériels présente les réalisations réelles AMC par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans son Plan ministériel 2025-2026.

Ces résultats cadrent avec les priorités énoncées dans la lettre de mandat du 21 mai 2025 émanant du premier ministre, ainsi qu'avec la vision, mission, raison d'être et le contexte opérationnel d'AMC.

Principales priorités

AMC a cerné les priorités clés suivantes pour 2025-2026 :

- Promouvoir l'économie canadienne en soutenant l'accès du Canada aux marchés clés, en favorisant une concurrence loyale et en améliorant la résilience des chaînes d'approvisionnement essentielles du Canada.
- Protéger la sécurité et la prospérité du Canada et de sa population en luttant contre les menaces à la sécurité internationale qui ont des répercussions directes sur la sécurité nationale et économique, et ce, en étroite collaboration avec les alliés.
- Contribuer aux efforts internationaux à l'égard d'enjeux mondiaux, comme la pauvreté, les conflits et les changements climatiques, et promouvoir la démocratie et les droits de la personne, en se concentrant sur les éléments qui ont le plus de répercussions sur la sécurité et la prospérité des Canadiens au pays et à l'étranger.

AMC a globalement fait progresser ces priorités avec ses partenaires au pays et au sein du réseau de missions du Canada, mais la présidence canadienne du G7 et les relations avec les États-Unis ont été au cœur des efforts du Canada sur la scène internationale en 2025-2026.

Faits saillants

Stimuler l'économie canadienne : AMC a renforcé les échanges commerciaux effectués en Amérique du Nord; fait progresser les ententes avec des partenaires en Europe, dans l'Indo-Pacifique et sur les marchés émergents; et amélioré les conditions d'un commerce équitable et inclusif, élargissant ainsi l'accès du Canada à des marchés clés et consolidant les relations commerciales avec des partenaires fiables et nouveaux. Le Ministère a également contribué à diversifier les exportations et à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement essentielles, notamment dans des domaines tels que l'énergie propre et les minéraux critiques, tout en aidant les entreprises canadiennes à s'adapter à un contexte mondial complexe. Dans le cadre de sa présidence du G7, le Canada a fait progresser la coopération internationale en matière de sécurité économique et de commerce, notamment grâce au Plan d'action sur les minéraux critiques du G7, et a ainsi contribué à rallier les partenaires internationaux autour de priorités qui favorisent la croissance durable et la stabilité économique à long terme.

Protéger la sécurité et la prospérité du Canada : AMC a fortifié les efforts conjoints visant à lutter contre la criminalité transnationale, le terrorisme et le contournement des sanctions, notamment en appuyant des initiatives visant à démanteler des activités illicites telles que les flottes fantômes, tout en renforçant la coordination en matière de sanctions et en collaborant avec ses partenaires pour faire face aux menaces internationales dans le cadre de sa présidence du G7. AMC a également renforcé la coopération en matière de non-prolifération des armes, de nouvelles

technologies et de risques géopolitiques, tout en contribuant à harmoniser les réponses des partenaires à l'instabilité et aux conflits actuels, dans l'intérêt de la sécurité nationale et de la prospérité du Canada.

Contribuer aux efforts internationaux visant à relever les défis mondiaux : AMC a pris l'initiative de réunir les dirigeants et les ministres du G7 et a obtenu des mesures conjointes en matière d'IA, de résilience aux feux de forêt et de lutte contre la répression transnationale, tout en mobilisant d'importants investissements dans les infrastructures et en renforçant la résilience des chaînes d'approvisionnement afin de relever les défis mondiaux liés aux conflits, à la pauvreté, aux changements climatiques et aux menaces pesant sur la démocratie et les droits de la personne. AMC a également contribué à faire progresser les résolutions relatives aux droits de la personne, a appuyé l'Ukraine dans son autodéfense et sa quête de responsabilité,
et a mis en œuvre des programmes dans les domaines de l'aide humanitaire, de la sécurité alimentaire et du climat qui ont permis d'améliorer les conditions de vie des populations vulnérables, tout en favorisant la stabilité et les perspectives économiques pour les Canadiens, ce qui contribue à faire progresser les priorités internationales du Canada dans le cadre de sa présidence du G7 et de ses partenariats mondiaux.

- Total des dépenses réelles (y compris les services internes) : 9 920 934 509 $
- Nombre total d'équivalents temps plein (y compris les services internes) : 13 322

Pour obtenir des renseignements détaillés sur les dépenses totales et les ressources humaines d'AMC, consultez la section Dépenses et ressources de ce rapport.

Sommaire des résultats

Voici un sommaire des résultats atteints par le ministère en 2025-2026 dans ses « responsabilités essentielles » (ses principaux secteurs d'activité).

Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale

Dépenses réelles : 1 145 705 952 $

Ressources humaines réelles : 2 769

AMC :

- a élargi l'influence mondiale du Canada grâce à sa présidence du G7, en autre, en accueillant le Sommet des dirigeants du G7 et sept réunions ministérielles, en renforçant la collaboration avec les intervenants nationaux et les partenaires internationaux, et en faisant progresser la coopération internationale en matière de sécurité économique, de commerce, de minéraux critiques, de résilience des chaînes d'approvisionnement, d'IA, d'énergie propre, de paix et de sécurité, ainsi que de lutte contre la répression transnationale;

- a imposé de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie, a lutté contre la désinformation russe et a intensifié la pression sur la Russie pour qu'elle libère les prisonniers de guerre ukrainiens ainsi que les civils et les enfants détenus illégalement ou déportés, et a ainsi contribué à renforcer le soutien international à l'Ukraine grâce à des efforts coordonnés sur les plans de la diplomatie, de la sécurité et de la responsabilisation, en collaboration avec le G7 et d'autres alliés de confiance. Le Ministère a également soutenu l'Ukraine dans son engagement diplomatique en support de son autodéfense et en tant que participant dans la coalition des volontaires, par renforçant les institutions et les cadres juridiques, en mettant en place des mécanismes de responsabilisation pour évaluer les réparations relatives aux pertes et aux dommages, en renforçant les capacités d'enquête de la police, et en améliorant les services destinés aux populations touchées par le conflit, jetant ainsi les bases pour l'éventuel rétablissement et reconstruction de plus d'une stabilité et d'une croissance économique à long terme;

- a mené un engagement diplomatique coordonné et un plaidoyer soutenu en faveur d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, de la libération des otages et d'un accès sécuritaire des organisations humanitaires; a imposé de nouvelles sanctions pour contrer l'escalade de la violence des colons; et a appuyé la reconnaissance par le Canada de l'État de Palestine, et a ainsi contribué à préserver la viabilité d'une solution à deux États et à favoriser un règlement pacifique et durable du conflit ainsi que de l'instabilité plus générale au Moyen-Orient. Le Ministère a également renforcé son engagement diplomatique afin de favoriser une solution politique durable au conflit au Liban et un règlement négocié du conflit opposant les États-Unis à Israël et à l'Iran, notamment en appuyant les efforts de la coalition visant à atténuer les répercussions de ce conflit sur le détroit d'Ormuz;

- a pris des mesures importantes en vue d'un accord de défense avec l'Inde afin de renforcer davantage la coopération et la diversification du Canada en matière de défense en Asie, ainsi que de recalibrer les relations entre le Canada et la Chine en résolvant les principaux irritants commerciaux et en renforçant la coopération dans les domaines du commerce, de l'énergie, des finances et de la sécurité et sûreté publique, approfondissant ainsi le rôle de chef de file du Canada dans la région indo-pacifique. En outre, l'Accord de coopération entre le Canada et la République de Pologne concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire est entré en vigueur, renfonçant ainsi le cadre mondial de non-prolifération en permettant le commerce nucléaire;

- a conclu de nouveaux accords en matière de sécurité et de défense avec l'Union européenne (UE), l'Indonésie, le Japon, les Philippines, la République de Corée et Taïwan, ce qui permet une collaboration plus efficace en matière de mise en commun de l'information, d'approvisionnement, de sécurité industrielle et de recherche, tout en renforçant les partenariats stratégiques telle la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, en élargissant la coopération en matière de sécurité et de défense et en diversifiant la coopération commerciale et économique;

- a redoublé d'efforts pour diversifier et renforcer les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, indispensables à la transition vers l'énergie propre et à la sécurité

économique du Canada par l'entremise du Partenariat pour l'amélioration de la résilient et de l'inclusion des chaînes d'approvisionnement de la Banque nationale, augmentant ainsi l'offre, réduisant la dépendance à l'égard de marchés concentrés et l'améliorant l'accès aux intrants clés pour les industries canadiennes, ainsi que renforçant le rôle du Canada en tant que partenaire de confiance dans le cadre des efforts multilatéraux visant à garantir que les chaînes d'approvisionnement mondiales demeurent résilientes, durables et bénéfiques pour tous les partenaires.

Pour en savoir plus sur les activités liées à la diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale d'AMC, consultez la section Résultats : nos réalisations du présent rapport.

Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement

Dépenses réelles : 399 704 700 $

Ressources humaines réelles : 2 066

AMC :

- a attiré 93,6 milliards de dollars d'investissements directs étrangers (IDE), soit le niveau le plus élevé de la dernière décennie, dans un contexte marqué par l'incertitude économique mondiale, les tensions géopolitiques et l'évolution des dynamiques commerciales, ce qui a permis de créer des occasions pour les entreprises canadiennes, de stimuler le développement économique, et de proposer de nouvelles idées et des innovations. Le Ministère a également mis en œuvre 65 initiatives menées dans le cadre de missions, principalement en Europe et dans la région indo-pacifique, afin de promouvoir le Canada comme destination d'investissement et de renforcer l'engagement d'investisseurs;
- a collaboré avec les États-Unis et le Mexique en vue de préparer l'examen de 2026 de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), de promouvoir que la position du Canada que renouveler l'ACEUM serait dans l'intérêt économique commun des trois partenaires et renforcer la stabilité et prospérité économique régionale. Afin d'adresser les défis actuels posés par les tarifs américains, le Ministère a soutenu les négociations bilatérales, recommandé des mesures nationales en réponse, et travaillé avec les exportateurs canadiens et les gouvernements provinciaux et territoriaux pour les aider à comprendre et s'adapter aux tarifs, soutenant de fortes relations commerciales nord-américaines ainsi que la stabilité et la prospérité économiques de la région;
- a signé l'Accord de partenariat économique global entre le Canada et l'Indonésie, a fait progresser les négociations en vue d'un accord de libre-échange (ALE) avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), et a renforcé les relations économiques et commerciales dans le cadre de l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'UE. AMC a également conclu les négociations pour un ALE avec l'Équateur, et a entamé de nouvelles négociations pour un ALE avec l'Inde, le Marché commun du Sud (Mercosur), les Philippines, la Thaïlande et les Émirats arabes unis, élargissant et diversifiant ainsi ses relations commerciales avec des partenaires et alliés mondiaux

fiables, tout en améliorant l'accès aux marchés et en améliorant la prévisibilité pour les entreprises canadiennes;

- a fourni des services sur mesure à plus de 10 600 clients à plus de 55 600 reprises, a facilité la conclusion de 1 320 nouvelles ententes d'une valeur de 7,7 milliards de dollars, et a contribué à l'expansion de 1 568 petites et moyennes entreprises (PME) sur 117 marchés, aidant ainsi les entreprises canadiennes à réussir à l'échelle internationale et à s'adapter à un environnement mondial complexe et en constante évolution. AMC a également renforcé la participation des groupes sous-représentés, notamment les femmes et les Autochtones, aux échanges commerciaux internationaux en faisant adopter, dans les accords commerciaux du Canada, des dispositions ciblées visant à soutenir les PME;

- a dirigé des missions commerciales dans la région de l'Indo-Pacifique, notamment la Mission commerciale d'Équipe Canada en République de Corée, qui a réuni plus de 180 représentants de plus de 100 entreprises canadiennes, ainsi que des missions commerciales en Thaïlande et au Cambodge, qui ont permis la participation de 85 organisations. Ces initiatives ont permis de renforcer les partenariats commerciaux bilatéraux dans des secteurs clés tels que l'aérospatiale, la défense, l'énergie propre, l'agriculture et les technologies de l'information et des communications. AMC a également aidé 396 PME canadiennes et 32 associations industrielles canadiennes à accroître les exportations canadiennes vers la région.

Pour en savoir plus sur les activités liées au commerce et investissement d'AMC, consultez la section Résultats : nos réalisations du présent rapport.

Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité

Dépenses réelles : 5 829 958 974 $

Ressources humaines réelles : 1 155

AMC :

- a facilité la prestation de services essentiels à plus de 5 millions de réfugiés palestiniens à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie, notamment en matière d'alimentation, d'eau, de gestion des déchets, de soins de santé primaires et d'éducation de base, grâce à son soutien aux agences des Nations Unies. Le Ministère a également contribué à assurer l'accès à l'eau potable à 1,7 million de personnes, dont 650 000 enfants, et a appuyé le traitement de 86 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë, répondant aux besoins vitaux découlant des conflits et des catastrophes naturelles. Au Soudan, le Canada s'est engagé avec des partenaires internationaux, notamment par l'intermédiaire de la Coalition pour la prévention des atrocités, à aborder la question de l'accès humanitaire, de la liberté de mouvement sécuritaire et sans entrave des civils et de la responsabilisation en cas de violation du droit humanitaire international;

- a contribué à obtenir l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la création de la nouvelle Force de lutte contre les gangs au Haïti mandatée par les Nations Unies, une mission multinationale chargée de neutraliser les gangs et d'appuyer les efforts de stabilisation dans les régions touchées par des conflits, en codirigeant les efforts de défense des intérêts. Le Ministère a également renforcé la coopération transfrontalière entre les organismes chargés de l'application de la loi, démantelé des chaînes d'approvisionnement en drogues à la source, formé 340 agents des organismes chargés de l'application de la loi dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ce qui a donné lieu à 31,2 millions de vérifications dans la base de données d'INTERPOL, sensibilisé 94 000 personnes en Afrique grâce à des formations sur la sécurité, et a intensifié ses efforts à l'échelle mondiale en matière de non-prolifération, notamment en signalant 318 incidents nucléaires ou radiologiques et en obtenant des engagements en matière de sécurité sanitaire mondiale de la part de 93 pays, et a ainsi contribué à lutter contre la criminalité organisée transnationale et à réduire les risques liés aux armes de destruction massive;

- a contribué à la distribution de 913 millions de doses de vaccin oral contre la polio, traité 25,6 millions de personnes contre le VIH, 7,4 millions de cas de tuberculose, distribué 162 millions moustiquaires; a également permis de fournir de la supplémentation en micronutriments à plus de 10 millions de femmes enceintes dans le monde, et a ainsi contribué à prévenir et à combattre les maladies infectieuses. Le Ministère a également mené des interventions nutritionnelles auprès de plus de 100 millions de personnes, notamment en distribuant des suppléments de vitamine A à plus de 65 millions d'enfants et des aliments enrichis à plus de 40 millions de personnes. Au Soudan du Sud, AMC a soutenu 73 780 consultations prénatales et 32 606 naissances assistées par du personnel qualifié, tandis qu'en Afrique de l'Ouest, il a étendu ses services de santé sexuelle et reproductive à 394 646 femmes et filles au Burkina Faso et à 61 192 femmes et adolescentes au Mali, et a ainsi contribué au renforcement des systèmes de santé et à l'amélioration de la nutrition ainsi que des résultats en matière de santé maternelle, néonatale et reproductive;

- a élargi les possibilités d'éducation et de perfectionnement des compétences pour les femmes et les jeunes en soutenant l'entrepreneuriat, la formation professionnelle et technique, la littératie financière et numérique, ainsi que des programmes d'employabilité qui ont touché plus de 17,4 millions de jeunes, dont 52 % étaient des jeunes femmes. En Jordanie, AMC a contribué à l'éducation de 1,6 million d'enfants, dont 114 059 enfants réfugiés, et à l'amélioration de l'environnement d'apprentissage dans 4 062 écoles. Le Ministère a également aidé 53 237 filles et enfants handicapés au Soudan du Sud à s'inscrire, à rester à l'école et à faire la transition vers l'enseignement secondaire. Ces initiatives ont favorisé l'autonomisation économique, amélioré l'accès à une éducation de qualité et à des services financiers, et permis d'obtenir de meilleurs résultats en matière de climat et d'environnement;

- a restauré 40 595 hectares d'écosystèmes soumis à un stress climatique en Colombie, au Kenya et au Pérou; a appuyé l'adoption de solutions fondées sur la nature par plus

de 10 000 personnes au Sahel; connecté plus d'un million de personnes à l'énergie propre à travers l'Afrique; a placé 41 700 km^2 d'écosystèmes côtiers sous protection dans l'océan Indien occidental; installé 20 systèmes d'alerte hydrométéorologique précoce dans trois provinces du Vietnam ; et a renforcé la gouvernance et la surveillance des océans afin de lutter contre la pêche illégale et de protéger les écosystèmes marins en Amérique latine, favorisant ainsi la protection de la biodiversité, la gestion durable des ressources et des risques climatiques et un développement positif pour la nature;

- a renforcé sa participation à la gouvernance, à la consolidation de la paix et aux systèmes judiciaires en touchant plus de 6 000 participants au Nigéria et en appuyant 249 organisations réparties dans 92 pays afin de favoriser une prise de décision inclusive, tout en soutenant le leadership et les droits des femmes dans des pays tels que le Myanmar, le Nigéria, l'Iraq et le Sénégal. Le Ministère a également mobilisé près de 75 000 femmes et filles dans le cadre de la prévention de la violence et a aidé plus de 40 000 personnes à accéder à de meilleurs services de soins et à des possibilités économiques dans des pays tels que le Mali, le Tchad, le Maroc, le Bénin et la République démocratique du Congo, et a ainsi contribué à l'autonomisation économique et à la protection des femmes;

- a mis en œuvre une approche de coordination commerciale africaine pour les marchés africains en réunissant des partenaires tels qu'Exportation et développement Canada, la Corporation commerciale canadienne et FinDev Canada afin d'analyser les débouchés commerciaux, de recenser l'expertise sectorielle et de mettre en relation des partenaires des secteurs public et privé, tout en élargissant les perspectives économiques des femmes, en soutenant la stabilité de la région et en créant un environnement propice à des partenariats économiques mutuellement avantageux. Cette approche a permis d'organiser une table ronde sur le corridor de Lobito axée sur les entreprises en marge du salon professionnel Mining Indaba 2026, ce qui a permis de sensibiliser 40 entreprises canadiennes aux possibilités de financement, d'approvisionnement et d'accès aux marchés commerciaux grâce à un dialogue avec des représentants de haut niveau d'institutions de financement du développement.

Pour en savoir plus sur les activités liées à la programmation en matière de développement, de paix et de sécurité d'AMC, consultez la section Résultats : nos réalisations du présent rapport.

Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger

Dépenses réelles : 86 530 898 $

Ressources humaines réelles : 557

AMC :

- a fourni des services consulaires et d'urgence aux Canadiens qui travaillent, étudient ou voyagent à l'étranger, notamment en traitant près de 262 400 demandes de passeport et en offrant des services consulaires courants, et en gérant plus de 7 600 cas urgents touchant

environ 800 enfants, 1 180 familles, et des personnes ayant des besoins médicaux, 285 victimes d'agression, et 1 985 Canadiens qui ont été arrêtés ou détenus;

- a déployé rapidement du personnel qualifié et a assuré des opérations intensifiées en tout temps, grâce à son Équipe permanente de déploiement rapide et à l'équipe de l'intervention d'urgence de l'administration centrale. Ces capacités organisationnelles renforcées ont permis d'intervenir rapidement dans des crises complexes, notamment l'ouragan Melissa, une pénurie de carburant à Cuba, de multiples conflits au Moyen-Orient et l'instabilité au Mexique, ce qui s'est traduit par le traitement de plus de 15 000 demandes de renseignements et a permis d'assurer le retour en toute sécurité de dizaines de milliers de Canadiens grâce à une aide coordonnée;

- a fourni des conseils à jour aux voyageurs, des services consulaires et une aide d'urgence par l'intermédiaire du site voyage.gc.ca et de son Centre de surveillance et d'intervention d'urgence 24/7, notamment en publiant 2 472 conseils et avis aux voyageurs et en répondant à plus de 289 000 demandes de renseignements. AMC a également élargi sa gamme d'outils visant à favoriser des voyages plus sécuritaires, notamment grâce à des campagnes de sensibilisation multilingues, à des cartes de risque à code couleur couvrant 230 destinations et à de nouvelles pages Web consacrées à la santé mentale en voyage ainsi qu'à la santé et à la sécurité lors d'une croisière;

- a mis en place des programmes de consultation par les pairs, a amélioré la formation sur la gestion de situations complexes et très stressantes pour le personnel de première ligne , a renforcé la coopération avec des partenaires internationaux tels que l'UE et le Groupe des cinq (une alliance des services de renseignement regroupant l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis) et élargi sa portée mondiale grâce à des ententes de partage des services consulaires et à des opérations dans des régions où la présence canadienne est limitée, afin de soutenir un programme consulaire davantage responsable et résilient, tout en réduisant l'écart entre l'état de préparation et l'intervention.

Pour en savoir plus sur les activités liées à l'Aide aux Canadiens à l'étranger d'AMC, consultez la section Résultats : nos réalisations du présent rapport.

Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Dépenses réelles : 1 503 925 917 $

Ressources humaines réelles : 4 800

AMC :

- a mis à jour et harmonisé les prestations médicales et d'assurance-vie pour le personnel recruté sur place dans 14 pays d'Amérique centrale et d'Asie, ce qui contribue à renforcer la compétitivité du Canada en tant qu'employeur. AMC a également amélioré les compétences et l'agilité des membres du personnel qui assurent la présence du Canada à

l'étranger, grâce à des formations et à des affectations temporaires pendant les périodes d'intervention en cas de crise, et a mis en œuvre une nouvelle série de Directives sur le service extérieur visant à renforcer le soutien offert aux employés et à leurs familles qui travaillent et vivent dans des environnements complexes et à haut risque;

- a déployé le Modèle de mission virtuel dans plus de 80 % des missions, modernisé les outils numériques, migré les principaux systèmes consulaires et d'urgence vers des plateformes infonuagiques, et exploité l'analyse de la cybersécurité pour soutenir le déploiement de solutions d'IA, ce qui renforce la fiabilité, la fonctionnalité et la résilience de l'infrastructure réseau et des systèmes numériques dans l'ensemble des missions à l'étranger, y compris en période de crise;
- a réalisé 27 audits dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des déchets, 3 évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité, ainsi que 9 certifications en matière de construction écologique et de développement durable. AMC a également mis en œuvre des initiatives ciblées en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables et d'achats écologiques afin de réduire son empreinte environnementale tout en renforçant la résilience de ses actifs et en consolidant l'infrastructure nécessaire à sa mission à l'échelle de son réseau mondial;
- a mené à bien des inspections en matière de cybersécurité dans 15 missions, réalisé des évaluations ciblées des menaces et mis en œuvre d'importantes améliorations de la sécurité physique ainsi que des dizaines de projets dans des environnements à haut risque, notamment l'installation de systèmes de gestion vidéo, de réseaux radio et de dispositifs de repérage par satellite au sein des missions, ce qui renforce les capacités en matière de cybersécurité, réduit les menaces à la sécurité physique, et augmente la sécurité et le devoir de diligence à l'échelle du réseau international.

Pour en savoir plus sur les activités liées au soutien à la présence du Canada à l'étranger d'AMC, consultez la section Résultats : nos réalisations du présent rapport.

Message des ministres

Au cours de l'exercice financier 2025 à 2026, le Canada a évolué dans un contexte marqué par des tensions géopolitiques, des conflits armés, des incertitudes économiques et des crises humanitaires. Dans cet environnement parsemé de défis, Affaires mondiales Canada s'est employé à assurer la sécurité et la prospérité du Canada, à renforcer ses relations à l'étranger et à contribuer à relever les défis mondiaux qui touchent les Canadiens et Canadiennes, tant au pays qu'à l'étranger.

En tant qu'hôte du Sommet du G7 de 2025 et de nombreuses réunions ministérielles, le Canada a rassemblé ses partenaires en vue de faire progresser la coopération en matière de sécurité économique, de minéraux critiques, de résilience des chaînes d'approvisionnement, de technologies émergentes, de paix et de sécurité internationales, ainsi qu'à l'égard d'autres priorités communes. En collaboration avec ses partenaires, le Canada a contribué à la mise en place de mesures collectives concrètes grâce à des initiatives comme le Plan d'action sur les minéraux critiques du G7, la Charte de Kananaskis sur les feux de forêt et de nouveaux engagements visant à lutter contre la répression transnationale et le passage de clandestins.

Au cours de l'exercice financier, le Canada a également renforcé son engagement auprès de ses alliés et partenaires en Europe, dans la région indo-pacifique, en Afrique, dans les Amériques et dans la région du Golfe au Moyen-Orient. Ces efforts ont consolidé la position du Canada sur la scène internationale et ont notamment donné lieu à de nouveaux partenariats stratégiques et de sécurité avec l'Union européenne, ainsi qu'à de nouveaux partenariats de sécurité et de défense avec le Japon, la République de Corée, l'Indonésie et les Philippines.

La promotion de la croissance économique et la création de possibilités pour les Canadiens et Canadiennes sont restées une priorité essentielle. Affaires mondiales Canada a joué un rôle de premier plan en contribuant à attirer 93,6 milliards de dollars d'investissements directs étrangers, soit le montant le plus élevé de la dernière décennie. Par l'intermédiaire du Service des délégués commerciaux, le Ministère a facilité la mise en œuvre de projets ayant généré plus de 9,1 milliards de dollars d'investissements, et a mené plus de 65 initiatives de promotion des investissements partout dans le monde.

Au moyen du Service des délégués commerciaux, le Canada a également :

- fourni près de 56 000 services sur mesure à plus de 10 600 clients;
- facilité la conclusion de 1 320 nouveaux contrats commerciaux d'une valeur de 7,7 milliards de dollars;
- aidé les petites et moyennes entreprises à s'implanter sur 117 marchés internationaux.

Le Canada a également signé l'Accord de partenariat économique global entre le Canada et l'Indonésie, renforçant ainsi ses liens économiques avec des partenaires clés et faisant progresser les négociations commerciales dans la région indo-pacifique et sur d'autres marchés émergents.

Afin de soutenir la prospérité à long terme du Canada, Affaires mondiales Canada s'est efforcé de consolider le commerce nord-américain et de préparer la révision de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique, tout en défendant les intérêts canadiens face à l'évolution des pressions commerciales.

Le Canada est resté inébranlable dans son soutien à l'Ukraine. En étroite collaboration avec ses alliés, le Canada a accru la pression économique sur la Russie au moyen de sanctions, appuyé la

mise en cause des responsables des violations du droit international et contribué à assurer le retour des enfants ukrainiens, des prisonniers de guerre et des civils touchés par l'invasion illégale de la Russie. Le Canada a aussi continué à favoriser le rétablissement et la reconstruction de l'Ukraine, en aidant à renforcer les institutions, la fonction publique et la résilience économique à long terme.

Le Ministère a également joué un rôle diplomatique important face à l'instabilité au Moyen-Orient, Haïti, au Soudan et ailleurs dans le monde. Le Canada a plaidé en faveur de l'accès humanitaire, du respect du droit international humanitaire, de la protection des civils, de la libération des otages et de la mise en place des conditions nécessaires à l'instauration d'une paix juste et durable. Le Canada a également soutenu les réformes de l'architecture mondiale visant l'aide humanitaire et le développement afin de la rendre plus efficace, plus efficiente et mieux adaptée aux besoins actuels.

Parallèlement, le Canada a collaboré avec ses partenaires pour relever des défis communs, notamment le terrorisme, le crime organisé, le contournement des sanctions, la migration irrégulière, l'ingérence étrangère et la prolifération des armes de destruction massive.

Grâce à ses programmes d'aide internationale, le Canada a continué d'améliorer les conditions de vie et de raffermir la résilience de certaines des communautés les plus vulnérables au monde. Au cours de l'exercice financier, Affaires mondiales Canada a soutenu la distribution :

- de 913 millions de doses de vaccin oral contre la poliomyélite et a contribué à fournir un traitement contre le VIH à 25,6 millions de personnes;
- de traitements pour 7,4 millions de cas de tuberculose;
- de 162 millions de moustiquaires pour prévenir le paludisme.

De plus, les programmes de nutrition du Canada ont bénéficié à plus de 100 millions de personnes dans le monde, dont des millions d'enfants et de femmes enceintes.

En outre, le Canada a continué à intervenir face aux crises humanitaires résultant de conflits, de déplacements de populations et de catastrophes naturelles. Grâce au soutien apporté à des partenaires internationaux, notamment le Programme alimentaire mondial et les organismes des Nations Unies, le Canada a contribué à fournir une aide alimentaire, des soins de santé, de l'eau potable et des services de protection aux populations vulnérables dans toutes les régions du monde. Au Moyen-Orient, le Canada a soutenu la mise en place de services essentiels pour plus de cinq millions de réfugiés palestiniens.

En Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les programmes de développement du Canada ont favorisé la santé, l'éducation, la résilience face aux changements climatiques, la sécurité alimentaire et les possibilités économiques. Le Canada a appuyé le leadership et la participation politique des femmes, consolidé les institutions démocratiques, fait la promotion des droits de la personne et aidé les communautés à s'adapter aux effets des changements climatiques grâce à des solutions fondées sur la nature, à l'agriculture durable et à des initiatives de conservation de la biodiversité.

Affaires mondiales Canada a également maintenu son engagement à soutenir les Canadiens et Canadiennes à l'étranger. Au cours de l'exercice financier, le Ministère a répondu à plus de 289 000 demandes par l'intermédiaire de son Centre de surveillance et d'intervention d'urgence, a publié près de 2 500 conseils aux voyageurs et avertissements, et a apporté son aide lors de crises majeures, y compris l'instabilité au Moyen-Orient et les catastrophes naturelles touchant des

voyageurs canadiens. Le Ministère a délivré près de 262 400 passeports et assuré la prestation de services consulaires courants, et a géré plus de 7 600 dossiers consulaires urgents concernant des Canadiens et Canadiennes confrontés à des situations difficiles à l'étranger.

Ces efforts ont été rendus possibles grâce au dévouement et au professionnalisme des membres du personnel d'Affaires mondiales Canada et de son réseau mondial de missions. Tout au long de l'exercice financier, le Ministère a consolidé la sécurité et la résilience de la présence internationale du Canada en modernisant les systèmes numériques, en renforçant la cybersécurité, en améliorant le soutien aux employés en poste à l'étranger et en investissant dans les infrastructures des missions dans certains des environnements opérationnels les plus complexes au monde.

Dans le cadre de l'examen exhaustif des dépenses, Affaires mondiales Canada réoriente la présence internationale du Canada vers la défense des intérêts, la sécurité et le développement, tout en réalisant 1,1 milliard de dollars d'économies annuelles d'ici l'exercice financier 2028 à 2029 et 4,7 milliards de dollars sur cinq ans. Le Ministère mettra également en œuvre des réformes dans ses portefeuilles du commerce et de l'investissement afin de mieux s'harmoniser avec les priorités stratégiques du Canada et un paysage géopolitique en constante évolution.

Dans un contexte de changements rapides et de défis mondiaux croissants, le Canada a continué de faire preuve d'un leadership fondé sur des principes, en tant que partenaire fiable, allié de confiance et force constructive pour la coopération internationale. Le travail présenté dans ce rapport souligne l'engagement du Canada à défendre ses intérêts, à soutenir la population canadienne et à contribuer à un monde plus sûr, plus prospère et plus inclusif.

Nous vous invitons à lire le plus récent rapport sur les résultats ministériels d'Affaires mondiales Canada afin d'obtenir un compte rendu plus détaillé des résultats et des réalisations du Ministère au cours du dernier exercice financier.



L'honorable Anita Anand

Ministre des Affaires étrangères



L'honorable Maninder Sidhu

Ministre du Commerce international



L'honorable Dominic LeBlanc

Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada–États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie canadienne



L'honorable Randeep Sarai

Secrétaire d'État (Développement international)

Résultats : nos réalisations

Responsabilités essentielles et services internes

- Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale
- Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement
- Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité
- Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger
- Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger
- Services internes

Responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités gouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

AMC fait valoir les intérêts et les valeurs du Canada grâce à l'élaboration de politiques, la diplomatie, la défense des intérêts et une mobilisation efficace.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux indicateurs « Confiance à l'égard des institutions », « Place du Canada dans le monde » et « Autodétermination autochtone » dans le domaine de la « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 1 : Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale.

Le tableau 1 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « L'influence du Canada dans le monde est accrue et renforcée » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 1 : L'influence du Canada dans le monde est accrue et renforcée.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Classement de la présence du Canada dans le monde, tel que reflété par notre participation à l'économie mondiale, notre présence militaire et par le resserrement de nos liens avec les populations	Entre 5 et 8	31 mars 2026	2023-2024 : 8 2024-2025 : 8 2025-2026 : 8
Classement de la réputation du Canada à l'étranger, tel que rapporté dans les sondages d'opinion mondiaux	Entre 1 et 5	31 mars 2026	2023-2024 : 3 2024-2025 : 6 2025-2026 : 3

Le tableau 2 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « Le Canada noue et entretient des relations constructives qui contribuent à l'avancement des intérêts du Canada » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 2 : Le Canada noue et entretient des relations constructives qui contribuent à l'avancement des intérêts du Canada.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage de campagnes de défense des intérêts qui ont permis d'atteindre les objectifs fixés	75 %	31 mars 2026	2023-2024 : 100 % 2024-2025 : 100 % 2025-2026 : 100 %
Pourcentage des activités diplomatiques qui ont permis d'atteindre les objectifs fixés	72 %	31 mars 2026	2023-2024 : 81 % 2024-2025 : 83 % 2025-2026 : 84 %

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre d'engagements internationaux dans le cadre desquels le Canada a collaboré avec des partenaires, afin de résoudre des enjeux stratégiques en matière de paix et de sécurité	s.o.	s.o.	2023-2024 : 34 2024-2025 : 17 2025-2026 : 29

Le tableau 3 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « Le leadership du Canada en matière d'enjeux mondiaux contribue à créer un monde juste et inclusif » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 3 : Le leadership du Canada en matière d'enjeux mondiaux contribue à créer un monde juste et inclusif.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre d'influenceurs et de décideurs atteints dans le cadre des événements organisés par le Canada, y compris des événements concernant le renforcement du pouvoir et les droits des femmes et l'égalité entre les genres	24 500	31 mars 2026	2023-2024 : 45 562 2024-2025 : 54 225 2025-2026 : 62 015
Pourcentage des propositions du Canada présentées par le truchement d'organisations internationales et régionales qui ont été acceptées	80 %	31 mars 2026	2023-2024 : 100 % 2024-2025 : 100 % 2025-2026 : 100 %
Nombre de Canadiens qui occupent des postes clés dans les organisations internationales	20	31 mars 2026	2023-2024 : 56 2024-2025 : 13 2025-2026 : 25

Le tableau 4 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié « Le Canada contribue à l'édification d'organisations internationales solides et au respect du droit international » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 4 : Le Canada contribue à l'édification d'organisations internationales solides et au respect du droit international.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage d'organisations, dont le Canada est membre, qui ont reçu une note positive à l'issue d'une évaluation indépendante	75 %	31 mars 2026	2023-2024 : 86 % 2024-2025 : 80 % 2025-2026 : 100 %
Mesure dans laquelle les positions du Canada relatives aux enjeux de droit international sont reflétées dans les résultats des discussions, tels que les accords, les ententes et les résolutions	85 %	31 mars 2026	2023-2024 : 85 % 2024-2025 : 85 % 2025-2026 : 85 %
Nombre d'actions menées ou soutenues par le Canada qui appuient un respect accru du droit international	22 600	31 mars 2026	2023-2024 : 30 770 2024-2025 : 26 299 2025-2026 : 35 213

L'onglet Résultats de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à la Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale en 2025-2026 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'AMC pour l'exercice.

L'influence du Canada dans le monde est accrue et renforcée

Résultats obtenus

AMC :

- a accru l'influence mondiale du Canada grâce à son leadership à titre de président du G7 en accueillant le Sommet des dirigeants du G7 et sept réunions ministérielles, dont quatre réunions des ministres des Affaires étrangères du G7; renforçant la collaboration avec les intervenants nationaux et les partenaires internationaux; et réunissant les membres du G7 sous la présidence canadienne du G7 afin de faire progresser la coopération internationale en matière de sécurité économique, de commerce et de géopolitique. Ces efforts ont abouti à l'adoption de six déclarations conjointes axées sur l'action : le Plan d'action sur les minéraux critiques du G7, la Déclaration des dirigeants du G7 sur l'IA pour la prospérité, la Vision

commune de Kananaskis pour l'avenir des technologies quantiques, la Charte de Kananaskis sur les feux de forêt, la Déclaration des dirigeants du G7 sur la répression transnationale et la Déclaration des dirigeants du G7 sur la lutte contre le trafic de migrants;

- a fait progresser les discussions entre les ministres du Développement du G7 sur le renforcement de la coordination entre les corridors économiques et a obtenu un accord visant à s'attaquer aux principaux obstacles à l'investissement privé dans les projets d'infrastructure des pays en développement, contribuant à favoriser les partenariats commerciaux et les possibilités d'investissement qui favorisent la résilience économique, la création d'emplois et la prospérité mutuellement avantageuse pour le Canada et les pays partenaires. AMC a également organisé une réunion bimensuelle au niveau des directeurs politiques du G7 afin d'assurer la coordination stratégique avec les partenaires du G7 sur l'évolution des crises mondiales en Ukraine, au Moyen-Orient et en Asie-Pacifique, et de fournir des informations concrètes pour soutenir l'engagement des ministres des Affaires étrangères du G7. En outre, le Ministère a convoqué, toutes les deux semaines, les directeurs Moyen-Orient et Afrique du Nord pour le G7 afin de discuter de la géopolitique régionale et de coordonner les efforts visant à promouvoir la sécurité, la prospérité et la stabilité. Il a également mobilisé les directeurs Afrique pour le G7 et le Groupe du G7 des amis du Golfe de Guinée, qui s'attache à promouvoir les partenariats stratégiques en matière d'infrastructures et d'investissement, ainsi que la paix et la sécurité le long d'axes tels que le corridor de Lobito;

- a coordonné le lancement, par le Canada, du Groupe de travail sur les flottes fantômes, qui rassemble les participants du G7 et du Nordic-Baltic 8++ afin de renforcer la coopération visant à perturber et à dissuader les navires de la flotte fantôme mondiale se livrant à des activités illégales ou dangereuses pour l'environnement. AMC a également apporté son soutien au groupe de travail relancé du G7 sur les sanctions, en tant que forum permettant une action coordonnée en matière d'inscription sur les listes de sanctions, d'application de celles-ci et de communications stratégiques. En outre, le Ministère a relancé le Partenariat mondial contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, dirigé par le G7, ce qui a abouti à l'adoption de stratégies mises à jour en matière de biosécurité et de sécurité chimique par ses 31 membres, et au lancement d'un nouveau cadre programmatique destiné à répondre aux risques et aux possibilités liés aux technologies et à la désinformation relatives aux armes de destruction massive. La présidence canadienne du groupe Rome-Lyon du G7 a permis d'obtenir une harmonisation des priorités en matière de lutte contre le terrorisme et le crime organisé transnational, et a ainsi contribué à défendre les intérêts du Canada, tant au pays qu'à l'étranger;

- a fait valoir les priorités du Canada sur la scène internationale et a renforcé le cadre de la coopération mondiale grâce à sa participation à des forums multilatéraux et régionaux, notamment la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), le G20, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les Nations Unies et le Forum économique mondial. AMC a collaboré avec les membres du G20, y compris de nouveaux et importants partenaires commerciaux, afin de diversifier les intérêts politiques et commerciaux du Canada et de parvenir à un consensus sur des priorités correspondant aux intérêts canadiens;

- a assuré l'engagement stratégique d'Équipe Canada à la réunion annuelle du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, en janvier 2026, au cours de laquelle le premier ministre du Canada a prononcé un discours liminaire exposant la vision du Canada en matière de mobilisation internationale pragmatique et fondée sur des principes. AMC a également intensifié ses échanges avec des chefs d'entreprise représentant des sociétés dont la capitalisation boursière cumulée s'élève à environ 10 trillions de dollars, ce qui renforce la réputation internationale du Canada en tant que partenaire stable et fiable, tout en positionnant le pays de manière à attirer des investissements porteurs de transformation;

- a renforcé la résilience des chaînes d'approvisionnement mondiales, diversifié les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques et réduit la dépendance à l'égard de marchés concentrés, grâce à son soutien au Partenariat pour le renforcement de chaînes d'approvisionnement résilientes et inclusives de la Banque mondiale. AMC a également aidé l'Argentine, le Malawi, le Pérou et la Zambie à élaborer des feuilles de route en matière de transition énergétique visant à renforcer les capacités de transformation locales et à attirer des investissements;

- a fait valoir les priorités du Canada en matière de croissance économique inclusive, d'action climatique et de réformes de l'approvisionnement au sein du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale, et a ainsi contribué à renforcer la capacité des banques de développement multilatérales et régionales ainsi que des institutions financières internationales à répondre aux besoins des pays en développement, à atténuer les facteurs de conflit, à renforcer la cohésion sociale et à élargir les débouchés commerciaux pour le secteur privé canadien. Le Ministère a également promu la croissance inclusive et la résilience en Amérique latine et dans les Caraïbes grâce à des garanties de portefeuille accordées à 2 banques régionales de développement, qui devraient permettre de débloquer jusqu'à 1,6 milliards de dollars américaines de nouveaux financements pour les marchés émergents et les pays en développement;

- a collaboré avec l'Ukraine et l'UE pour obtenir l'adoption de la résolution ES-11/9 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée en décembre 2025, exigeant la coopération de la Russie en vue du retour des enfants ukrainiens qui avaient été déportés ou transférés de force. AMC a également lancé la campagne #RendezLesEnfants sur l'ensemble de ses canaux de communication, générant 410 090 impressions grâce à 104 publications en sa qualité de coprésidente de la Coalition internationale pour le rapatriement des enfants ukrainiens, sensibilisant ainsi la communauté internationale aux violations commises par la Russie du droit international humanitaire et du droit international des droits de la personne;

- a réaffirmé son engagement envers le multilatéralisme et a progressé dans sa collaboration économique avec ses principaux partenaires régionaux appuyant la participation active du premier ministre à la rencontre des dirigeants de l'APEC qui s'est tenue en République de Corée en octobre 2025, au cours duquel le Canada a proposé d'accueillir la prochaine réunion en 2029. Le Ministère a également mis en valeur les atouts économiques et l'expertise du Canada auprès de hauts représentants de toute la région de l'Asie-Pacifique lors de son accueil de la réunion du Conseil consultatif des gens d'affaires de l'APEC en avril 2025. En

outre, le premier ministre a participé au Sommet de l'ANASE en tant qu'invité du président et s'est engagé à conclure les négociations en vue d'un ALE entre le Canada et l'ANASE d'ici la fin de 2026, ce qui renforce l'autonomie stratégique et les partenariats nécessaires pour relever les défis en matière de sécurité régionale;

- a fait progresser la Politique étrangère du Canada pour l'Arctique, notamment par une participation de haut niveau à des événements majeurs liés à l'Arctique, tels que l'Assemblée du cercle arctique, le Forum du cercle de l'Arctique, le Sommet de l'Arctique et Arctic360, et par l'organisation, en janvier 2026, du Symposium des pays nordiques et du Canada sur l'Arctique, qui a réuni des partenaires clés du Canada et des pays nordiques. En se fondant sur le rôle de chef de file international du Canada en matière de questions arctiques, le Ministère a également permis à l'OTAN de mieux comprendre les enjeux liés à l'Arctique et au Nord grâce à des séances d'information organisées par le Canada à l'intention du Conseil de l'Atlantique Nord et à son soutien à l'initiative Arctic Sentry de l'OTAN;
- a assuré la position du Canada lors du sommet de l'OTAN qui s'est tenu à La Haye en juillet 2025, en tant que contributeur de premier plan à l'Alliance, grâce à son engagement à consacrer 5 % du PIB à la défense d'ici 2035;
- dans le cadre de la présidence canadienne du Conseil économique et social des Nations Unies, le Canada a mené des discussions sur la protection des réfugiés, l'IA et le financement du développement, s'est efforcé d'accroître la participation des intervenantes aux forums des Nations Unies et de faire progresser les priorités du Canada en matière d'égalité des genres et d'inclusion, et a renforcé la collaboration entre les Nations Unies et les institutions financières internationales. AMC a également appuyé la participation du secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères à la 61e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, en février 2026, où il a exposé les priorités du Canada, souligné son engagement envers la diplomatie multilatérale, et a contribué à jeter les bases de la campagne du Canada en vue d'un mandat de 2028 à 2030 au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies;
- a orienté les discussions sur la modernisation des partenariats pour la coopération et le développement international grâce à sa participation aux travaux du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, le Ministère a mis en avant ses principales priorités, notamment en menant une initiative visant à établir des principes communs pour la mobilisation de capitaux privés et en contribuant aux engagements en faveur de la réforme de l'architecture financière internationale et d'un financement accru du développement durable, afin de relever les défis à long terme en matière de sécurité et de prospérité auxquels sont confrontés les Canadiens, notamment les changements climatiques, les conflits et la sécurité sanitaire;
- a modernisé et relancé son réseau de conseillers financiers et économiques à l'étranger sous le nom de Réseau d'analyse économique stratégique et d'action économique (EconSTRAT), ce qui renforce son engagement international sur des questions d'importance stratégique et économique pour le Canada, dans le cadre d'un effort plus large de transformation

ministérielle. En se fondant sur des décennies d'analyse économique, ce mandat élargi a renforcé la capacité du Ministère en matière d'élaboration de politiques en permettant au réseau d'anticiper les évolutions économiques et d'exercer une influence sur celles-ci grâce à des activités de mobilisation et de défense des intérêts, notamment en fournissant aux décideurs des analyses de grande qualité sur les politiques économiques, financières et commerciales, ainsi que des alertes précoces concernant les enjeux liés à la sécurité économique;

- a réuni plus de 200 partenaires externes lors d'un forum consacré au développement et au commerce, en octobre 2025, afin d'élaborer des pratiques exemplaires, des études de cas et des conseils pratiques visant à renforcer les synergies entre les programmes de commerce et de développement. Cette initiative a donné lieu à de nouveaux partenariats entre des entreprises canadiennes et des partenaires de développement et a renforcé la capacité du Ministère à intégrer l'aide internationale et l'engagement économique, en mobilisant la participation du secteur privé en vue d'obtenir des résultats en matière de développement durable. Le Ministère a également adopté une approche multidisciplinaire visant à promouvoir l'expertise canadienne dans des secteurs clés par le biais de forums tels que le Forum sur l'investissement en Afrique et les initiatives menées avec la Banque africaine de développement, à renforcer les liens entre les partenaires canadiens et africains, et à créer de nouvelles voies pour le commerce et l'investissement;
- a élargi l'accès à l'expertise provenant de partout au Canada et de l'étranger grâce au Pôle ouvert d'analyse, mis sur pied dans le cadre du programme pluriannuel de transformation organisationnelle d'AMC. Des initiatives telles que les Journées d'analyses ouvertes – un forum annuel sur les politiques publiques qui a rassemblé plus de 3 500 participants en 2025-2026 –, associées à des activités de mobilisation ciblées et à des analyses des politiques, ont permis d'élargir les perspectives et de remettre en question les hypothèses, et ont ainsi contribué à l'élaboration de conseils stratégiques plus solides et fondés sur des données probantes en réponse à un contexte géopolitique en rapide évolution.

Le Canada noue et entretient des relations constructives qui contribuent à l'avancement des intérêts du Canada

Résultats obtenus

AMC :

- a déployé des efforts soutenus et coordonnés sur les plans de la diplomatie, de la sécurité et de la communication avec les partenaires du G7 et d'autres alliés de confiance afin de maintenir l'attention internationale sur l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie, notamment en intensifiant la pression sur la Russie pour qu'elle libère les prisonniers de guerre, les civils détenus illégalement et les Ukrainiens déportés illégalement ou transférés de force. Le Ministère a contribué à la mise en place de sanctions et d'autres mesures économiques et a appuyé des initiatives visant à lutter contre la désinformation, notamment une campagne ciblée sur les médias sociaux mettant en lumière les répercussions du conflit sur la sécurité énergétique mondiale. AMC a également joué un rôle actif au sein de la

Coalition des volontaires, en faisant avancer les discussions sur les garanties de sécurité et les contributions du Canada en cas de cessez-le-feu, tout en appuyant la mise en œuvre de l'Accord de coopération en matière de sécurité entre le Canada et l'Ukraine;

- a coordonné ses efforts avec ceux de l'Australie, de la France et du Royaume-Uni en vue de la reconnaissance de l'État de Palestine en septembre 2025, et a ainsi contribué à préserver la viabilité d'une solution à deux États et à promouvoir un règlement pacifique et durable du conflit. Cette reconnaissance reposait sur l'accent mis sur la nécessité de réformes en matière de gouvernance, de mesures de sécurité claires, et s'accompagnait d'un appui à la mise en œuvre d'un plan de paix global comprenant une aide humanitaire et un soutien à l'Autorité palestinienne pour qu'elle assume un rôle de gouvernance à Gaza lorsque les conditions le permettront;
- a réorienté et approfondi les relations entre le Canada et la Chine afin de favoriser la coopération tout en gérant les risques et en préservant le rôle du Canada ainsi que sa sécurité nationale et économique dans la région indo-pacifique. Il s'agissait notamment d'assurer la réussite de la visite du premier ministre en Chine en janvier 2026, qui a fait progresser l'engagement bilatéral, résolu les principaux irritants commerciaux et établi un partenariat stratégique axé sur la coopération commerciale et économique, l'énergie, les finances, la sécurité publique et la sûreté, les liens entre les peuples, les échanges culturels et le multilatéralisme;
- a redéfini ses relations avec l'Inde en appuyant plusieurs visites ministérielles, notamment la visite de la ministre des Affaires étrangères en octobre 2025, qui a donné lieu à l'élaboration de la nouvelle feuille de route pour les relations entre le Canada et l'Inde, ainsi que la visite du ministre du Commerce international en novembre 2025, qui a mené au renouvellement du Dialogue ministériel Canada–Inde sur le commerce et l'investissement. La visite du premier ministre en février et mars 2026 a débouché sur un partenariat stratégique renouvelé, comprenant notamment l'engagement de conclure les négociations relatives à un accord de partenariat économique global d'ici la fin de l'année, 54 initiatives conjointes et une entente d'approvisionnement en uranium d'une valeur de 2,6 milliards de dollars. AMC a également poursuivi sa lancée pour faire avancer les priorités communes au moyen de mécanismes bilatéraux, notamment des protocoles d'entente sur les minéraux critiques et les énergies renouvelables, des dialogues sur les questions consulaires et d'extradition, ainsi que la relance du Comité mixte de coopération en matière de science et de technologie;
- a renforcé la sécurité et la résilience en appuyant le Canada dans sa collaboration avec des partenaires régionaux de la région indo-pacifique, ce qui a abouti à la signature du protocole d'entente entre le Canada et l'Indonésie sur la coopération militaire (août 2025) et de l'Accord sur le statut des forces armées de pays étrangers entre le Canada et les Philippines (novembre 2025). En outre, le Canada et Taïwan ont signé un protocole d'entente (août 2025) visant à partager le système de détection des navires non identifiés afin d'améliorer la surveillance et l'application de la loi et de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée;

- a mis en place le Partenariat de coopération en matière de sécurité et de défense entre le Canada et la République de Corée (octobre 2025) – le premier partenariat de ce type conclu par le Canada dans la région indo-pacifique –, ce qui renforce la collaboration dans les domaines de la sécurité, de la défense et de l'industrie. Le Ministère a également rendu possible une coopération plus efficace en matière de partage de renseignements, d'approvisionnement, de sécurité industrielle et de recherche par le biais du nouvel Accord relatif à la protection des informations classifiées militaires et de défense;

- a mis sur pied une Commission mixte Canada–Qatar sur la coopération économique, commerciale et technique, a relancé la Commission économique mixte Canada–Arabie saoudite et a signé un accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers (APIE) avec les Émirats arabes unis en novembre 2025. Le Ministère a également fait progresser la diplomatie pragmatique avec les pays dans des domaines d'intérêt commun et d'importance mondiale, grâce à son soutien aux partenaires du Conseil de coopération du Golfe et à ses efforts visant à garantir la sécurité de la navigation internationale dans le détroit d'Ormuz, notamment en appuyant les initiatives menées par les pays du Golfe dans les instances multilatérales;

- a renforcé l'engagement diplomatique auprès du Pakistan, du Qatar, de la Türkiye, de l'Égypte et d'autres pays, en vue de favoriser des règlements négociés et des solutions politiques durables aux conflits au Moyen-Orient. En réponse au conflit avec l'Iran et à ses répercussions sur le détroit d'Ormuz, le Ministère a défendu les intérêts du Canada en collaborant avec ses alliés dans le cadre de la mission militaire multinationale pour le détroit d'Ormuz, dirigée par le Royaume-Uni et la France, afin de faire respecter les droits de navigation internationaux et le droit maritime international. AMC a également intensifié sa coopération avec la Türkiye grâce à un engagement soutenu à haut niveau, notamment par la visite de la ministre des Affaires étrangères en mars 2026, ainsi qu'en élargissant la collaboration dans les domaines du commerce, de la sécurité et de la diplomatie et en créant de nouvelles occasions pour les entreprises canadiennes sur les marchés émergents, tout en renforçant le rôle du Canada en tant que partenaire fiable. En outre, le Ministère a contribué à la création d'un groupe international d'amis de la justice transitionnelle en Syrie, présidé par le Canada, ce qui a permis à ce dernier de se positionner comme un chef de file en matière de stabilisation de la Syrie d'après-guerre;

- a davantage renforcé ses relations avec ses principaux alliés et partenaires en solidifiant et en élargissant la coopération entre le Canada et l'UE dans le cadre du nouveau partenariat stratégique UE-Canada pour l'avenir, axé sur le commerce, la compétitivité, la sécurité et la défense. Parmi ces initiatives figuraient le nouveau Partenariat de sécurité et de défense entre l'UE et le Canada (juin 2025) et l'adhésion du Canada, en tant que premier pays non européen, à l'initiative Agir pour la sécurité en Europe de l'UE (février 2026), ce qui a ouvert de nouvelles possibilités de participation et d'accès au marché pour l'industrie canadienne de la défense. AMC a également appuyé la visite du premier ministre en Australie en mars 2026 – la première visite d'un premier ministre canadien depuis près de 20 ans – afin de faire progresser les priorités économiques et stratégiques du Canada grâce à des échanges avec des dirigeants du

monde des affaires et du gouvernement, notamment en matière de diversification commerciale, d'investissement et de coopération en matière de défense;

- a fait progresser la collaboration stratégique et les intérêts canadiens avec les partenaires nordiques, notamment la Déclaration commune du Canada et de la Finlande sur le partenariat stratégique en matière de politique étrangère et de sécurité (août 2025), la visite d'État suédoise et le lancement d'un partenariat stratégique (novembre 2025), la visite de la gouverneure générale et de ministres au Danemark et au Groenland (février 2026), l'ouverture du consulat du Canada à Nuuk, au Groenland, la visite bilatérale du premier ministre en Norvège et sa participation au Sommet Canada-pays nordiques (mars 2026), ainsi que les consultations bilatérales avec l'Islande (mars 2026);

- a appuyé l'ambassadeur du Canada pour l'Arctique dans ses efforts visant à établir un dialogue précoce, constructif et durable avec ses partenaires lors de l'Assemblée du cercle arctique, de la réunion scientifique annuelle d'ArticNet et de la conférence Arctic Frontiers. AMC a également organisé 7 tables rondes dans le Nord canadien avec 33 partenaires des Premières Nations, des Métis et des Inuits, ainsi que 3 gouvernements du Nord, afin de renforcer l'harmonisation entre les politiques intérieures et étrangères et de soutenir la capacité des partenaires à établir des relations avec la Chine et la région indo-pacifique. Le Ministère a également consulté les Alliés de l'Arctique (le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et les États-Unis) et a participé à des mécanismes tels que le Comité consultatif sur la coopération dans l'Arctique, le Groupe de travail sur la sécurité de l'Arctique et le Comité de partenariat entre les Inuits et la Couronne, afin de soutenir les objectifs de la politique étrangère relative à l'Arctique, qui visent à renforcer le leadership des États de l'Arctique et la cohésion entre les alliés en faveur d'une région de l'Arctique stable et prévisible;

- a mis en place le nouveau Partenariat stratégique global entre le Canada et le Japon et a adopté une feuille de route visant à orienter la coopération future sur des priorités communes, notamment le commerce et l'investissement, la sécurité économique et énergétique, ainsi que la sécurité et la défense. Ce partenariat fortifié à la suite de la rencontre du premier ministre du Canada avec le premier ministre du Japon en mars 2026 a jeté les bases d'un nouveau dialogue bilatéral sur la cybersécurité, d'un dialogue bilatéral sur la sécurité économique et d'une mission commerciale d'Équipe Canada au Japon dirigée par le ministre du Commerce international. Cela a également donné lieu à la conclusion de nouveaux accords portant sur le transfert d'équipement et de technologie ainsi que sur la sécurité de l'information (janvier 2026);

- a ouvert le tout premier haut-commissariat du Canada au Fidji (janvier 2026), ce qui renforce ses liens avec les pays insulaires du Pacifique et le Forum des îles du Pacifique. Le Ministère a également renforcé la visibilité et l'influence du Canada en Asie du Sud-Est en coprésidant, avec les Philippines, le Programme régional de l'OCDE pour l'Asie du Sud-Est et en animant des discussions de haut niveau, et a ainsi consolidé les relations du Canada au sein de l'une des régions économiques connaissant la croissance la plus rapide au monde, tout en

favorisant une harmonisation plus étroite avec les normes et les pratiques exemplaires de l'OCDE;

- a mobilisé des ressources à l'échelle du gouvernement afin de coordonner et de mettre en œuvre une approche d'Équipe Canada visant à établir des liens avec l'administration américaine, les décideurs et les acteurs influents américains, ainsi que les principaux intervenants canadiens. Le réseau des missions en Amérique du Nord du Ministère a mené des activités de sensibilisation et de défense des intérêts à l'échelle du continent, et a appuyé 15 visites au Canada de dirigeants du Congrès américain et de dirigeants infranationaux, jetant ainsi les bases d'une nouvelle relation en matière d'économie et de sécurité et faisant progresser les priorités bilatérales, notamment l'opposition aux tarifs douaniers et le soutien à l'ACEUM;

- a renouvelé le Partenariat stratégique global Canada–Mexique et adopté le Plan d'action Canada-Mexique, un document triennal axé sur les résultats, qui renforce la compétitivité nord-américaine et ouvre la voie à de nouveaux accords bilatéraux dans les domaines de la sécurité sanitaire, de la recherche, de la gestion des situations d'urgence et de la coopération environnementale, tout en élargissant la collaboration en matière de sécurité et de défense. AMC a également intensifié sa diplomatie coordonnée avec ses partenaires d'Amérique latine et des Caraïbes afin de lutter contre les menaces transnationales, de promouvoir l'État de droit, de soutenir une gouvernance inclusive et la croissance économique, et de s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière, et a ainsi contribué à une plus grande stabilité régionale. Cela a notamment consisté à mener des efforts au sein de l'Organisation des États américains (OEA) pour que les crises liées aux droits de la personne et à la gouvernance au Nicaragua et au Venezuela restent à l'ordre du jour de l'hémisphère;

- a fait face à l'instabilité et aux risques liés à la sécurité en Haïti grâce à des efforts menés avec ses partenaires d'Amérique centrale et des Caraïbes, notamment les États-Unis, la Communauté des Caraïbes et certains États. Grâce à son rôle de chef de file au sein de l'OEA, le Ministère a contribué à forger un consensus à l'échelle de l'hémisphère en faveur de la stabilité d'Haïti et a renforcé la réponse internationale face à la violence des gangs, notamment en codirigeant les efforts visant à obtenir l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la création d'une nouvelle force de répression des gangs mandatée par les Nations Unies;

- a renforcé ses relations avec l'Union africaine et les institutions régionales, et a promu la stabilité mondiale grâce à la participation l'envoyé spécial du Canada pour l'Afrique à d'importants forums sur le climat, les infrastructures, l'énergie et l'investissement. Le Ministère a également favorisé la diversification commerciale en appuyant la participation de délégations commerciales canadiennes à des événements continentaux clés, notamment celle de 16 entreprises à la Foire commerciale intra-africaine et celle de 19 firmes au Forum africain de l'énergie. AMC a renforcé ses initiatives visant à mobiliser la diaspora au Canada et, grâce à ses missions à l'étranger, a davantage renforcé la confiance ainsi que les liens économiques et sociaux avec l'Afrique;

Le leadership du Canada en matière d'enjeux mondiaux contribue à créer un monde juste et inclusif

Résultats obtenus

AMC :

- a dirigé une initiative une résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en mars 2026, qui a renouvelé le mandat du Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression, ce qui renforce les institutions et les normes internationales en matière de droits de la personne. Le Ministère a également sensibilisé, les forums des Nations Unies chargées des droits de la personne, à la menace croissante que représente la répression transnationale en réunissant un groupe interrégional d'États, d'experts des Nations Unies et de défenseurs des droits de la personne, et en menant la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2025 sur les droits de la personne en Iran, qui a mis en lumière la campagne de répression transnationale menée par le régime et a obtenu l'appui de 78 pays, faisant ainsi progresser les objectifs du Canada en matière de droits de la personne, notamment les droits des femmes et des filles, des Autochtones, des membres de la communauté 2ELGBTQI+ , des personnes handicapées, ainsi que sur la liberté de religion et de croyance et la protection des défenseurs des droits de la personne;
- a mené l'adoption par consensus d'une résolution du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Cette résolution a été adoptée à un moment où l'égalité des genres connaissait un recul à l'échelle mondiale et a donné lieu aux toutes premières références autonomes à la santé et aux droits sexuels et reproductifs, ainsi qu'à la violence fondée sur le genre facilitée par la technologie, dans un document des Nations Unies négocié à l'échelle mondiale;
- a apporté un soutien direct à 555 organisations communautaires de défense des droits de la personne dans 108 pays, et a ainsi contribué à renforcer l'autonomisation juridique et à améliorer la protection des survivantes de la violence sexuelle et fondée sur le genre, tout en renforçant les capacités de documenter et de lutter contre les violations des droits de la personne à l'échelle locale. Le Fonds canadien d'initiatives locales a également renforcé la résilience et l'accès à la justice des défenseurs des droits de la personne, des journalistes et des acteurs de la société civile, en protégeant l'espace civique et la liberté de la presse, notamment en permettant à 3 207 journalistes de continuer à couvrir les questions relatives aux droits de la personne malgré l'intensification des menaces et de la répression;
- a répondu à 3 196 demandes d'aide émanant de défenseurs des droits de la personne du monde entier, en apportant son soutien à la plateforme d'assistance pour la sécurité numérique d'Access Now, ce qui renforce leur résilience face aux menaces numériques. Le soutien apporté par le Ministère à l'Association pour la prévention de la torture a renforcé la protection des femmes au sein des systèmes de justice pénale, en renforçant la capacité de 52 organismes nationaux et locaux indépendants de surveillance, répartis dans 46 pays, à faire avancer les réformes juridiques et politiques. En outre, AMC a appuyé la participation directe du programme Femmes dans le Cyberespace de EA aux processus des Nations Unies,

ce qui a permis d'accroître la représentation et l'influence des femmes dans la cyberdiplomatie et d'apporter des perspectives variées aux discussions sur les cybermenaces émergentes, les risques technologiques et les contrôles à l'exportation;

- a fait progresser les efforts internationaux visant à contrer les menaces étrangères et la répression transnationale en tant que présidente du Mécanisme de réponse rapide du G7. Ces efforts ont notamment consisté à aider le Conseil de l'Atlantique à mettre sur pied, en octobre 2025, l'académie pour la détection de la répression transnationale numérique du Mécanisme de réponse rapide du G7. La nouvelle académie a contribué à renforcer les interventions rapides et concertées face à la manipulation de l'information et à l'ingérence étrangère en formant une trentaine d'analystes gouvernementaux issus des pays partenaires du G7 à détecter et à contrer la répression transnationale numérique ainsi que les menaces hybrides qui y sont liées;
- a apporté son soutien au Mécanisme de réponse rapide du Canada dans le suivi des menaces liées à l'information étrangère lors de la 45e élection générale au Canada. Le Ministère a également contribué à protéger les électeurs à l'extérieur du Canada en apportant son soutien au Groupe de travail sur l'intégrité des élections du Global Media Registry, qui a organisé des formations au Bangladesh et en Côte d'Ivoire, où 96 % des participants ont déclaré avoir approfondi leurs connaissances sur la mésinformation et la désinformation dans le contexte électoral;
- a négocié les déclarations finales du Groupe d'action ministériel du Commonwealth en septembre 2025 et en mars 2026, et a aidé les pays membres à adopter des positions plus fermes en faveur du respect de la Charte du Commonwealth, notamment en matière de droits de la personne et de démocratie;
- a contribué au renforcement des capacités des organismes d'application de la loi du monde entier en matière de prévention, de détection, d'enquête et de lutte contre les menaces terroristes d'origine biologique, chimique et liées aux explosifs, et a appuyé les efforts d'INTERPOL visant à arrêter et à extrader les fugitifs liés à la fabrication illégale d'explosifs. Le Ministère a également appuyé la résolution de la Convention des Nations Unies contre la corruption relative à la transparence du financement politique, et a ainsi contribué à lutter contre l'autoritarisme et à faire progresser les normes internationales en matière de transparence, d'intégrité et de prise en compte des questions de genre dans le financement politique et les efforts de lutte contre la corruption;
- a collaboré avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et le Centre de coopération pour l'application de la loi à Jakarta afin d'offrir une formation ciblée sur la collecte et l'analyse de renseignements, le dépistage des flux financiers illicites et le développement du leadership. Cette collaboration a également contribué à renforcer la résilience des infrastructures essentielles et la capacité à contrer les menaces pesant sur les organismes chargés de l'application de la loi dans toute la région indo-pacifique, grâce à la formation de responsables de banques centrales et de professionnels des technologies de l'information sur les vols de cryptomonnaies, le blanchiment d'argent et les menaces liées aux rançongiciels. En outre, AMC a renforcé la coopération avec la Türkiye en matière de lutte contre le terrorisme afin

d'intensifier les efforts visant à prévenir et à contrer des menaces telles que les déplacements de terroristes et la radicalisation des jeunes, et a ainsi contribué à réduire les menaces qui pèsent sur les Canadiens;

- a accepté la demande du gouvernement tunisien visant à prolonger de cinq ans le *Règlement sur le blocage des biens de dirigeants étrangers corrompus (Tunisie)* à l'égard de huit étrangers politiquement vulnérables déjà inscrits sur la liste, et a ainsi contribué à empêcher que des biens détournés ne soient détenus au Canada et à soutenir la responsabilisation, l'État de droit et la démocratie en Tunisie. En outre, le Canada a désigné le gang Bishnoi, une organisation criminelle transnationale qui exerce ses activités depuis l'Inde, comme entité terroriste en vertu du *Code criminel*, offrant ainsi aux organismes chargés de l'application de la loi canadiennes des outils supplémentaires pour lutter contre les activités criminelles violentes de ce gang;
- a dirigé les efforts de défense des intérêts du Réseau sur l'égalité des genres du CAD de l'OCDE, qui regroupe 33 membres collaborant avec plus de 70 organisations, afin de favoriser la poursuite des investissements dans l'aide publique au développement axée sur l'égalité des genres, malgré les pressions croissantes qui pèsent sur le financement à l'échelle mondiale. Le Ministère a également continué de participer activement au groupe de référence du CAD sur l'élimination de l'exploitation sexuelle, des atteintes sexuelles et du harcèlement sexuel, en collaborant avec les membres du CAD afin de faire progresser une action coordonnée visant à promouvoir une aide internationale sécuritaire et à appuyer la mise en œuvre des recommandations relatives à la coopération internationale et à la sensibilisation.

Le Canada contribue à l'édification d'organisations internationales solides et au respect du droit international

Résultats obtenus

AMC :

- a accru la pression économique exercée sur la Russie pour qu'elle mette fin à sa guerre contre l'Ukraine en facilitant l'adoption de cinq séries de sanctions par le gouvernement du Canada visant à réduire les revenus de la Russie et à affaiblir ses capacités militaires, ce qui comprenait, pour la première fois, des sanctions contre des entités fournissant l'infrastructure cybernétique utilisée dans les stratégies hybrides de la Russie contre l'Ukraine. En tant que président du G7, le Canada a continué de jouer un rôle de premier plan dans le recours aux sanctions en réponse aux menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales, aux violations flagrantes des droits de la personne et à la corruption à grande échelle, en collaborant étroitement avec les partenaires du G7 et de la Coalition pour le plafonnement des prix afin de faire baisser le plafond du prix du pétrole brut russe transporté par voie maritime, le faisant passer de 60 $ US à 47,60 $ US le baril;
- a appuyé l'Open Source Centre du Royaume-Uni, pour donner lieu à 13 enquêtes menées à l'aide d'outils libres sur les activités de contournement des sanctions maritimes par la Corée du Nord. Ces conclusions ont contribué à l'imposition de sanctions à l'encontre de douzaines

de particuliers, d'entreprises et de navires russes impliqués dans des transferts illicites de pétrole vers la Corée du Nord en échange d'armes utilisées contre l'Ukraine. Le Ministère a également imposé des sanctions à l'encontre de deux ministres israéliens pour leur rôle dans la facilitation de l'expansion des colonies et dans la légitimation politique des actes de violence commis par les colons en Cisjordanie, ainsi qu'adopté des sanctions supplémentaires visant les atteintes de l'Iran à la paix et à la sécurité internationales et ses violations des droits de la personne;

- a collaboré avec ses partenaires pour appuyer l'engagement diplomatique de l'Ukraine en support de son autodéfense, jetant les bases pour son éventuel rétablissement et reconstruction. Le Ministère a renforcé la capacité de l'Ukraine à faire face à la crise des personnes disparues originaires de ce pays en améliorant la coordination entre les autorités, en formant 89 fonctionnaires aux normes internationales en matière d'enquêtes et en consolidant les réseaux de familles et d'intervenants afin d'améliorer l'accès aux services et aux mécanismes de responsabilisation. AMC a également renforcé les capacités de 46 enquêteurs de la police pour leur permettre de traiter les cas de violence sexuelle liée aux conflits, y compris ceux dont sont victimes les hommes et les garçons, et a contribué à la reddition de comptes à l'échelle internationale en participant activement à la mise sur pied de la Commission internationale des réclamations pour l'Ukraine. Ces efforts ont permis de renforcer les mécanismes juridiques permettant de réclamer des dommages-intérêts à la Russie et de mettre en place des processus de reprise plus inclusifs; ils ont contribué à jeter les bases d'une stabilité et d'une croissance économique à long terme en Ukraine, et ont favorisé la sécurité et la prospérité mondiales au profit des Canadiens. En outre, le Ministère a appuyé la création du Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine, qui mènera des enquêtes et poursuivra en justice les responsables de cette agression illégale;

- a apporté son soutien à la Mission de suivi en Ukraine pour les droits de la personne des Nations Unies, recensant plus de 13 500 nouveaux cas de violations des droits de la personne et du droit international humanitaire, menant plus de 3 100 entrevues avec des victimes et des témoins, effectuant 80 visites dans des lieux de détention qui ont permis aux autorités de prendre des mesures correctives, et recensant 284 attaques contre des infrastructures énergétiques. Ces efforts ont permis de renforcer les activités fondées sur des données probantes et ont contribué à la protection des civils ainsi qu'au respect du droit international humanitaire et des droits de la personne. Ce travail a également amélioré les conditions dans certains établissements de détention et à renforcer la protection et les conditions de détention des civils, des détenus et des prisonniers de guerre, y compris les femmes, les enfants et les personnes âgées;

- a collaboré avec les Pays-Bas afin de déposer un mémoire conjoint devant la Cour internationale de justice, dans lequel sont documentés les actes de torture systématiques et généralisés commis par le régime Assad en Syrie. AMC a renforcé la responsabilisation face aux violations graves en aidant l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques à évaluer 21 sites en Syrie soupçonnés de participer au programme d'armes chimiques de l'ère Assad. En outre, le Ministère a déposé des observations dans le cadre de la poursuite qu'il

a intentée contre l'Iran, afin de faire en sorte que les responsables de la destruction du vol PS752 soient tenus de rendre des comptes;

- a permis une participation significative aux victimes et aux témoins rohingyas aux audiences sur le fond de l'affaire Application de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Gambie c. Myanmar) devant la Cour internationale de justice. Ce soutien a permis à deux délégations composées de victimes et de témoins rohingyas de se rendre à La Haye afin de livrer des témoignages de première main qui ont humanisé et étayé les éléments de preuve présentés, ce qui renforce la crédibilité, le caractère inclusif et l'approche centrée sur les victimes de la procédure;

- a permis, dans le cadre de l'Initiative d'intervention rapide au service de la justice, le déploiement de 53 experts dans 10 pays, afin d'appuyer les mécanismes nationaux et internationaux de responsabilisation visant à traiter les allégations de violations des droits de la personne, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, y compris la violence sexuelle et fondée sur le genre. Le Ministère a également facilité le déploiement de 11 experts en matière de violence sexuelle et fondée sur le genre auprès de mécanismes internationaux de responsabilisation dans huit pays, ce qui renforce les capacités d'enquête et soutenant des processus judiciaires tenant compte des questions de genre au profit des victimes et des survivants;

- a participé activement au processus de réforme de l'initiative UN80 des Nations Unies et a soutenu les efforts visant à améliorer la capacité de l'Organisation à relever les défis mondiaux malgré des ressources limitées. La présidence canadienne du G7 a fait avancer les efforts de réforme du système des Nations Unies en matière de consolidation de la paix et de maintien de la paix, et a promu des interventions plus efficaces des Nations Unies en matière de paix et de sécurité, servant également les intérêts du Canada. Le Ministère a réussi à faire adopter par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies des résolutions visant à renforcer le rôle consultatif de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies auprès du Conseil de sécurité, notamment en ce qui concerne la consolidation de la paix dans le cadre des mandats des missions de maintien de la paix, des phases de transition et des retraits. En outre, AMC a appuyé la formation de 76 experts qualifiés (49 % de femmes, 51 % d'hommes) qui seront déployés dans le cadre du Mécanisme permettant au Secrétaire général des Nations Unies d'enquêter sur les allégations d'emploi d'armes chimiques et biologiques;

- a appuyé le Groupe des directeurs du G7 sur la non-prolifération dans la publication d'une déclaration distincte réaffirmant l'engagement du G7 à relever les principaux défis en matière de non-prolifération, de contrôle des armements et de désarmement, notamment en ce qui concerne la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, le non-respect par l'Iran de ses obligations en matière de non-prolifération et la possession illicite persistante d'armes de destruction massive par la Corée du Nord. Le Ministère a également dirigé avec succès l'adoption de résolutions sur la sûreté, la sécurité et les garanties nucléaires en Ukraine, ainsi que sur la mise en œuvre des garanties du traité de non-prolifération en Corée du Nord, lors de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique de 2025. En outre,

l'Accord de coopération entre le Canada et la République de Pologne concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire est entré en vigueur en décembre 2025, renfonçant ainsi le cadre mondial de non-prolifération en permettant le commerce nucléaire;

- a appuyé les efforts déployés par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour promouvoir l'adhésion et la mise en œuvre de la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire et à l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires. Des simulations de procès organisées à l'échelle régionale en Amérique du Sud et en Afrique ont renforcé les capacités de 42 responsables de la justice pénale à mettre en œuvre les dispositions de la convention relatives à la criminalisation, tandis que des activités de sensibilisation et un soutien législatif ont contribué à l'adhésion de la Mongolie à l'amendement. AMC a également renforcé la mise en œuvre en Afrique de la Convention sur les armes biologiques et à toxines, ce qui a conduit les Comores à adhérer à cette convention et a donné lieu à la première déclaration politique en vue d'une convention africaine sur les armes biologiques et à toxines.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 5 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 5 : Aperçu des ressources requises pour la diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	1 167 720 957 $	1 145 705 952 $
Équivalents temps plein	2 806	2 769

L'onglet Finances de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui sont visées par cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

L'Analyse comparative entre les sexes Plus (ACS Plus) est intégrée à l'ensemble des politiques, des programmes et des activités de défense des intérêts et de diplomatie internationale d'AMC afin de favoriser l'obtention de résultats inclusifs et équitables pour les Canadiens. Par exemple, l'ACS Plus s'inscrit dans le cadre de la coordination des politiques à l'échelle internationale, notamment en matière de recherche, d'analyse et de conseils stratégiques, afin de veiller à ce que les politiques tiennent compte de la diversité des points de vue et des expériences. Elle s'applique

également aux activités de mobilisation des intervenants et de sensibilisation visant à favoriser la participation des groupes sous-représentés à l'élaboration des politiques et à la prise de décision. L'ACS Plus guide l'élaboration et l'évaluation des propositions, des initiatives et des programmes afin de contribuer à cerner et à atténuer les répercussions négatives potentielles sur les groupes marginalisés, et de favoriser des résultats équitables et inclusifs.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le tableau des renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus, classés par programme et par responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport d'AMC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable dans notre Stratégie ministérielle de développement durable.

Répertoire des programmes

Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale est appuyée par les programmes suivants :

- Stratégie et engagement internationaux
- Sécurité internationale

De plus amples renseignements en ce qui concerne le répertoire des programmes pour la diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale se trouvent à l'onglet Résultats pour AMC dans l'InfoBase du GC.

Responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités gouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

AMC appuie l'augmentation des investissements et du commerce de manière plus diversifiée afin de relever le niveau de vie pour l'ensemble des Canadiens et pour permettre aux entreprises canadiennes de prospérer à l'étranger et de créer des débouchés économiques.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux indicateurs « Dynamisme de l'entreprise », « PIB par habitant » et autres du domaine de la « Prospérité » du Cadre de qualité de vie pour le Canada. Cette responsabilité contribue aussi à l'indicateur « Place du Canada dans le monde » sous le domaine de la « gouvernance saine ».

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 2 : Commerce et investissement.

Le tableau 6 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « Le Canada assure l'établissement et la protection d'un environnement commercial mondial ouvert, inclusif et fondé sur des règles » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 6 : Le Canada assure l'établissement et la protection d'un environnement commercial mondial ouvert, inclusif et fondé sur des règles.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Mesure dans laquelle le Canada ouvre des marchés et favorise l'innovation en matière de politiques commerciales au moyen de négociations, d'accords et de discussions	4 (sur une échelle de 1 à 5)	31 mars 2026	2023-2024 : 4 2024-2025 : 4 2025-2026 : 4
Mesure dans laquelle le Canada s'est employé à résoudre ou à atténuer les obstacles à l'accès aux marchés, les différends ou d'autres questions relatives aux politiques	4 (sur une échelle de 1 à 5)	31 mars 2026	2023-2024 : 4 2024-2025 : 4 2025-2026 : 4
Pourcentage de demandes de permis et de certificats liées à l'application de la réglementation commerciale traitées conformément aux normes de service	90 %	31 mars 2026	2023-2024 : 99 % 2024-2025 : 99 % 2025-2026 : 99 %

Le tableau 7 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « Les efforts des exportateurs et des innovateurs canadiens pour développer leurs activités internationales sont couronnés de succès » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 7 : Les efforts des exportateurs et des innovateurs canadiens pour développer leurs activités internationales sont couronnés de succès.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage des clients se disant satisfaits de la qualité des services offerts par le Service des délégués commerciaux	90 %	31 mars 2026	2023-2024 : 92 % 2024-2025 : 92 % 2025-2026 : 92 %
Nombre de clients commerciaux servis par le Service des délégués commerciaux	11 000	31 mars 2026	2023-2024 : 10 893 2024-2025 : 11 253 2025-2026 : 10 695[1]
Valeur des exportations vers les marchés étrangers	292 milliards (augmentation de 50 % par rapport à 2017)	31 décembre 2025	2023-2024 : 269 milliards de dollars (en 2023) 2024-2025 : 296 milliards de dollars (en 2024) 2025-2026 : 333 milliards de dollars (en 2025)
Nombre d'accords commerciaux conclus avec l'aide du Service des délégués commerciaux	1 250	31 mars 2026	2023-2024 : 1 474 2024-2025 : 1 369 2025-2026 : 1 333
Nombre de partenariats internationaux en recherche et innovation qui ont été facilités par le Service des délégués commerciaux	170	31 mars 2026	2023-2024 : 184 2024-2025 : 205 2025-2026 : 240

[1] La cible n'a pas été atteinte, car moins d'entreprises canadiennes ont sollicité de l'aide pour pénétrer le marché des États-Unis.

Le tableau 8 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « L'investissement étranger direct est facilité, s'accroît ou est maintenu » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 8 : L'investissement étranger direct est facilité, s'accroît ou est maintenu.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre de nouveaux investissements étrangers au Canada et de hausses des investissements étrangers existants au Canada qui ont été facilités par le Service des délégués commerciaux	130	31 mars 2026	2023-2024 : 134 2024-2025 : 147 2025-2026 : 114[2]
Nombre de visites d'investissement effectuées au Canada qui ont été facilitées par le Service des délégués commerciaux	170	31 mars 2026	2023-2024 : 142 2024-2025 : 131 2025-2026 : 127[3]

L'onglet Résultats de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés à son répertoire de programmes.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement au Commerce et investissement en 2025-2026 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'AMC pour l'exercice.

Le Canada assure l'établissement et la protection d'un environnement commercial mondial ouvert, inclusif et fondé sur des règles

Résultats obtenus

AMC :

- a relevé les défis posés par la loi américaine sur les pouvoirs économiques en cas d'urgence internationale [*International Emergency Economic Powers Act]* et les tarifs douaniers prévus à l'article 232 de la loi américaine sur l'expansion du commerce [*U.S. Trade Expansion Act]*, en menant une campagne contre ces tarifs douaniers, en jouant un rôle essentiel dans l'élaboration de la réponse du Canada et en collaborant avec les exportateurs canadiens pour les aider à s'adapter à ces tarifs douaniers. Le Ministère a également collaboré étroitement avec des représentants de l'industrie américaine et des élus afin de s'assurer que les

[2] La cible n'a pas été atteinte en raison des incertitudes persistantes liées à l'ACEUM et à l'évolution des politiques commerciales, ce qui a conduit de nombreuses entreprises à reporter les investissements prévus.
[3] La cible n'a pas été atteinte en raison des incertitudes persistantes liées à l'ACEUM et à l'évolution des politiques commerciales, ce qui a conduit de nombreuses entreprises à reporter les visites d'investisseurs prévues et leurs décisions en matière d'investissement.

décideurs américains et le grand public comprenaient bien l'importance de l'ACEUM et des chaînes d'approvisionnement nord-américaines intégrées, ce qui a permis de susciter un appui en faveur d'un commerce sans tarifs douaniers entre le Canada et les États-Unis. En outre, AMC a apporté son soutien au président du Conseil privé du Roi pour le Canada et au ministre responsable du Commerce Canada–États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie canadienne, ainsi que le négociateur en chef du Canada auprès des États-Unis, dans leurs efforts visant à collaborer de manière constructive avec leurs homologues américains dans le cadre de l'examen conjoint de l'ACEUM prévu pour 2026 et à faire face aux divers tarifs douaniers imposés par les États-Unis, favorisant ainsi des relations commerciales solides en Amérique du Nord axées sur le renforcement de la stabilité et de la prospérité économiques de la région;

- a renforcé la coopération en matière de politique commerciale avec le Mexique dans le cadre du Plan d'action Canada–Mexique en vue de l'examen de l'ACEUM et a mené une deuxième série de consultations publiques par l'intermédiaire de la Gazette du Canada, ainsi que des tables rondes sectorielles, afin de recueillir les points de vue actualisés des intervenants, qui ont éclairé les préparatifs du Canada. Le Ministère a également accueilli la quatrième réunion du Comité sur l'environnement de l'ACEUM (décembre 2025), ce qui a permis de faire progresser la coopération trilatérale en matière de mise en œuvre des engagements pris dans le cadre du chapitre sur l'environnement de l'ACEUM, et a mené à bien un examen quinquennal de ce chapitre, ce qui renforce la protection de l'environnement et l'application des lois environnementales. En outre, AMC a entretenu un dialogue régulier avec les États-Unis afin d'élaborer des solutions aux défis mondiaux, notamment la surcapacité, les minéraux critiques et la résilience des chaînes d'approvisionnement, dans le cadre du G7, du G20, de l'OCDE, du Forum mondial sur la capacité excédentaire d'acier et d'autres instances;
- a renforcé la collaboration économique bilatérale avec la Chine grâce à la Feuille de route pour la coopération économique et commerciale, qui vise à intensifier les échanges commerciaux et les investissements dans des secteurs prioritaires tels que l'énergie, les technologies propres, l'agroalimentaire et le commerce électronique, dans le but d'augmenter de 50 % les exportations canadiennes vers la Chine d'ici 2030. En outre, AMC a conclu un accord conjoint préliminaire avec la Chine (en janvier 2026) portant sur des questions économiques et commerciales bilatérales, ce qui marque une avancée majeure dans les relations économiques entre le Canada et la Chine;
- a conclu un APIE avec les Émirats arabes unis et a réalisé des progrès importants dans les négociations avec l'Argentine, le Pakistan, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Tanzanie, l'Uruguay et la Zambie grâce à un programme de négociation renouvelé pour les APIE, ce qui renforce le cadre fondé sur des règles qui protège et favorise les investissements canadiens à l'étranger;
- a signé l'Accord de partenariat économique global entre le Canada et l'Indonésie en septembre 2025. Dans la région indo-pacifique et au Moyen-Orient, le Ministère a élargi son réseau commercial en faisant progresser les négociations pour un ALE avec l'ANASE et en entamant des négociations avec l'Inde, les Philippines, la Thaïlande et les Émirats arabes unis, ce qui renforce la collaboration avec des partenaires commerciaux et des alliés fiables tout en

élargissant et en diversifiant les débouchés commerciaux et l'accès aux marchés pour les entreprises canadiennes. AMC a également plaidé en faveur de la mise en place d'un vol de fret régulier entre le Canada et les Émirats arabes unis, ce qui permettrait d'augmenter de 100 tonnes la capacité d'exportation et de renforcer les liens commerciaux et d'investissement avec des marchés en pleine croissance;

- a fait progresser la coopération réglementaire dans le cadre de l'AECG Canada-UE, œuvré à l'élimination des obstacles commerciaux sectoriels, simplifié la reconnaissance des qualifications professionnelles, et favorisé la ratification de l'accord par les États membres de l'UE, et a ainsi contribué à une croissance de 77 % des échanges de marchandises entre le Canada et l'UE depuis l'application provisoire de l'AECG. Le Ministère a également entamé des négociations en vue de la conclusion du tout premier accord sur le commerce numérique Canada–UE, et a ainsi contribué à moderniser les relations économiques bilatérales à l'ère du numérique. AMC a également appuyé la participation d'entreprises canadiennes aux efforts de reconstruction de l'Ukraine dans les secteurs de l'industrie de la défense, des réseaux énergétiques et des infrastructures essentielles, en collaborant avec des mécanismes de financement européens, notamment la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et en soutenant l'intégration de l'Ukraine dans les chaînes de valeur euro-atlantiques;

- a amélioré les résultats en matière de commerce et d'investissement entre l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) et l'UE (novembre 2025) par l'entremise de son engagement actif dans le premier Dialogue sur le commerce et l'investissement entre les deux blocs commerciaux. Le Ministère a également favorisé et élargi la participation à l'Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), préservant ainsi un système de règlement des différends efficace et fondé sur des règles, et protégeant les travailleurs et les entreprises canadiennes contre les obstacles au commerce déloyaux, et a ainsi contribué à façonner l'avenir du système commercial fondé sur des règles;

- a conclu les négociations pour un ALE avec l'Équateur (mai 2025) et a relancé les négociations avec le Mercosur afin d'élargir la portée du réseau d'ALE du Canada et d'améliorer l'accès aux marchés d'Amérique latine. Le Ministère a également mené à bien les négociations en vue de l'adhésion du Costa Rica au PTPGP et a amorcé le processus d'adhésion de l'Uruguay, ce qui renforce davantage les relations économiques du Canada avec ses partenaires d'Amérique latine;

- a renforcé l'OMC en se joignant à 65 autres membres de l'OMC pour adopter une entente historique de commerce électronique, rendant ainsi le commerce numérique plus rapide, plus sécuritaire et plus rentable pour les entreprises canadiennes, tout en contribuant à préserver un système commercial multilatéral solide fondé sur des règles, dans un contexte d'instabilité croissante et de tensions géopolitiques. Lors de la 14e Conférence ministérielle de l'OMC (mars 2026), AMC a également fait avancer les travaux relatifs au programme de réforme de l'OMC et a appuyé la mise en œuvre des accords plurilatéraux récemment conclus, ce qui renforce la stabilité et la prévisibilité du commerce mondial;

- a fait progresser un programme commercial ciblé pendant la présidence canadienne du G7, notamment en plaidant auprès des ministres du Commerce du G7 en faveur du renforcement du système commercial fondé sur des règles, en faisant la promotion de marchés ouverts et prévisibles, et en s'attaquant aux politiques et pratiques non liées au marché. Le Ministère a renforcé ces priorités grâce à son engagement au sein du G20 et à la coordination des mesures prises par le G7 et le G20 en matière de résilience économique et de sécurité des chaînes d'approvisionnement, notamment dans le cadre d'initiatives menées avec des partenaires internationaux visant à relever les défis mondiaux du secteur de l'acier et à renforcer les chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques, favorisant ainsi la croissance économique mondiale tout en promouvant la résilience des chaînes d'approvisionnement, en s'attaquant aux enjeux environnementaux et en luttant contre les pratiques commerciales déloyales;

- a promu une gouvernance commerciale transparente, prévisible et inclusive en appuyant les pays africains à concevoir et à mettre en œuvre des politiques commerciales en participant à des négociations commerciales et en s'harmonisant avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) grâce à un partenariat avec le Centre africain des politiques commerciales de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. Par l'intermédiaire de l'envoyé spécial pour l'Afrique, le Ministère a également renforcé ses relations avec l'Union africaine et élargi l'accès du Canada aux décideurs africains, créant ainsi de nouvelles occasions pour les entreprises canadiennes dans des secteurs tels que l'énergie, l'exploitation minière, les technologies agricoles et la résistance aux changements climatiques;

- a fait progresser les travaux de l'OMC et de l'OCDE sur les biens environnementaux, les intrants énergétiques propres et la réduction des obstacles non tarifaires qui nuisent à une production durable sur le plan écologique. Le Ministère a renforcé l'intégration du commerce et de l'environnement en jouant un rôle de premier plan au sein du Comité de l'OMC sur le commerce et l'environnement et en organisant, conjointement avec le Costa Rica, des discussions qui ont débouché sur des résultats concrets en matière de transparence commerciale liée au climat, d'approches fondées sur l'économie circulaire, et de pollution par les plastiques. AMC a également amélioré l'efficacité et la prévisibilité du commerce mondial en participant à l'Alliance mondiale pour la facilitation des échanges, en appuyant 20 projets dans des pays à revenu faible ou intermédiaire et en faisant progresser les engagements pris dans le cadre de l'Accord sur la facilitation des échanges de l'OMC, qui profitent aux exportateurs canadiens;

- a négocié la réouverture de l'accès au marché pakistanais pour le canola canadien après une suspension de trois ans, grâce à des discussions diplomatiques et techniques soutenues, ce qui a permis de soutenir les exportateurs canadiens et de renforcer les relations commerciales bilatérales dans le domaine agricole, favorisant ainsi des partenariats économiques mutuels;

- a amélioré les compétences et les aptitudes de 198 fonctionnaires dans 12 pays partenaires grâce au Mécanisme de déploiement d'experts pour le commerce et le développement, afin de renforcer les compétences en matière de négociation commerciale et d'investissement et

d'améliorer la mise en œuvre des accords d'investissement, notamment dans le cadre de l'ALE Canada–Équateur et de l'ALE Canada–ANASE, et a ainsi contribué au renforcement des capacités commerciales inclusives;

- a mis sur pied le Groupe consultatif des Autochtones afin d'offrir aux partenaires autochtones une tribune leur permettant de partager leurs points de vue et d'exprimer en toute confidentialité leurs opinions sur les dispositions relatives aux Autochtones figurant dans les accords commerciaux du Canada. AMC a également mis en œuvre des mesures ciblées et des activités fondées sur la collaboration, dans le cadre des accords commerciaux du Canada, afin d'aider les PME et les groupes sous-représentés, notamment les femmes et les Autochtones, à diversifier leurs marchés et à renforcer leurs capacités commerciales;
- a mis en œuvre une approche de coordination commerciale africaine pour les marchés africains en réunissant des partenaires tels qu'Exportation et développement Canada, la Corporation commerciale canadienne et FinDev Canada afin d'analyser les débouchés commerciaux, de recenser l'expertise sectorielle et de mettre en relation des partenaires des secteurs public et privé. Cette approche a permis d'organiser une table ronde sur le corridor de Lobito axée sur les entreprises en marge du salon professionnel Mining Indaba en février 2026, ce qui a permis de sensibiliser 40 entreprises canadiennes aux possibilités de financement, d'approvisionnement et d'accès aux marchés commerciaux grâce à un dialogue avec des représentants de haut niveau d'institutions de financement du développement. En outre, le Ministère a élargi les perspectives économiques des femmes, en soutenant la stabilité de la région et en créant un environnement propice à des partenariats économiques mutuellement avantageux.

Les efforts des exportateurs et des innovateurs canadiens pour développer leurs activités internationales sont couronnés de succès

Résultats obtenus

AMC :

- a fourni plus de 55 600 services distincts et personnalisés à plus de 10 600 entreprises canadiennes et organisations partenaires (dont 93 % étaient des PME) par l'intermédiaire du réseau du Service des délégués commerciaux au Canada et dans plus de 155 sites à l'échelle mondiale, et a facilité la conclusion de plus de 1 320 nouvelles ententes commerciales pour les exportateurs canadiens, dont la valeur déclarée s'élève à 7,7 milliards de dollars, aidant ainsi les entreprises canadiennes à réussir à l'échelle internationale et à naviguer dans un environnement mondial complexe caractérisé par une croissance économique modeste, une dynamique du commerce international en constante évolution et une incertitude géopolitique persistante;
- a aidé 1 568 PME canadiennes à étendre leurs activités sur 117 marchés étrangers et 58 associations industrielles canadiennes à mener des activités de promotion des exportations sur 43 marchés étrangers dans le cadre du programme CanExport. Le programme a également permis de soutenir un large éventail de PME, d'innovateurs, d'associations industrielles

nationales et de communautés dans leurs efforts visant à se diversifier et à s'implanter sur les marchés internationaux;

- a servi plus de 1 000 clients canadiens en Afrique dans des secteurs à forte valeur ajoutée tels que les technologies propres, les infrastructures, l'agriculture, l'aérospatiale et l'exploitation minière, et a ainsi contribué à des échanges commerciaux bilatéraux de marchandises entre le Canada et l'Afrique atteignent 18,7 milliards de dollars en 2025-2026, dont 6,9 milliards de dollars d'exportations et 11,9 milliards de dollars d'importations. Les investissements canadiens en Afrique ont atteint 12,3 milliards de dollars, tandis que la valeur des actifs miniers canadiens sur l'ensemble du continent a dépassé les 45 milliards de dollars;
- a permis la diversification et l'expansion de 396 PME et innovateurs canadiens dans la région indo-pacifique par l'entremise du programme CanExport, notamment en aidant 32 associations industrielles canadiennes à mener des activités de promotion des exportations. Grâce à ces initiatives, 28 entreprises canadiennes du secteur des infrastructures ont pris part à des activités de promotion en Chine, y compris à Hong Kong, et en Indonésie, ce qui a donné lieu à la conclusion de 10 partenariats confirmés avec des entreprises de la région indo-pacifique. En outre, 20 PME canadiennes spécialisées dans les technologies propres ont participé à deux missions en Australie, aux Philippines et en Malaisie, ce qui a permis d'organiser 200 rencontres entre entreprises et de conclure 30 nouveaux accords de partenariat;
- a dirigé 4 missions commerciales de l'Équipe Canada en Italie, en Corée, au Mexique, en Thaïlande et au Cambodge, ce qui a suscité 880 demandes d'inscription et attiré 501 participants, soit une hausse d'environ 10 % du nombre de demandes et de 12 % du nombre de participants par rapport à l'exercice financier précédent. Dans le cadre de ces événements, les délégués commerciaux ont fourni aux entreprises canadiennes plus de 660 services et généré plus de 20 occasions d'affaires, aidant ainsi 49 entreprises canadiennes à explorer de nouvelles possibilités d'affaires et menant à la signature de 16 ententes commerciales par des entreprises canadiennes. La mission commerciale du Canada en République de Corée, qui s'est déroulée en mars 2026, a réuni plus de 180 représentants de plus de 100 entreprises canadiennes et a permis de renforcer les partenariats commerciaux bilatéraux dans des secteurs prioritaires tels que l'aérospatiale, la défense, la transition vers l'énergie propre et les technologies de l'information et des communications. Le Ministère a également appuyé la participation de 85 organisations à une mission commerciale en Thaïlande et au Cambodge en mai 2025, dans le but de renforcer la collaboration économique à long terme dans les domaines de l'agriculture, des technologies propres, des infrastructures durables et des technologies de l'information et des communications, et a ainsi contribué à accroître les exportations canadiennes vers la région indo-pacifique;
- a dirigé l'une des plus importantes missions commerciales jamais organisées par le Canada au Mexique, en février 2026, à laquelle ont participé plus de 240 entreprises et 370 délégués, et qui a donné lieu à plus de 20 nouvelles ententes et à 15 partenariats commerciaux, ce qui a renforcé l'intégration de la chaîne d'approvisionnement nord-américaine et approfondi les liens économiques dans des secteurs tels que la fabrication de pointe, les technologies

agricoles, l'énergie propre, les technologies et les industries créatives. La mission commerciale du Canada en Italie, en octobre 2025, a réuni plus de 75 organisations dans le but de créer de nouvelles occasions d'affaires dans les secteurs de la défense, de la cybersécurité, de l'aérospatiale, des infrastructures, des technologies propres et de l'énergie. En outre, le ministre du Commerce international a conduit une délégation d'affaires de haut niveau, composée de plus de 40 entreprises, au Qatar, en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis en janvier 2026, afin de favoriser les occasions dans les domaines des technologies propres, de l'énergie, des infrastructures, de l'aérospatiale, de la fabrication de pointe et des technologies de l'information et des communications, ce qui a donné lieu à des ententes commerciales totalisant plus de 600 millions de dollars et a favorisé l'expansion des entreprises canadiennes sur les marchés internationaux;

- a soutenu plus de 415 entreprises et innovateurs canadiens à faire progresser les objectifs en matière de science, de technologie et d'innovation à l'échelle internationale grâce à des missions ciblées, à des partenariats de mentorat et de recherche et développement. Le Service des délégués commerciaux a également organisé des séances d'information sur la sécurité dans le domaine de la recherche à l'intention de plus de 130 entreprises canadiennes, et a ainsi contribué au développement de partenariats internationaux dans des secteurs tels que l'IA, les sciences de la vie, l'énergie propre, les matières premières essentielles, les technologies océaniques et spatiales, et renforçant l'écosystème canadien en matière de science, de technologie et d'innovation.

L'investissement étranger direct est facilité, s'accroît ou est maintenu

Résultats obtenus

AMC :

- a attiré 93,6 milliards de dollars d'IDE en 2025-2026, soit le niveau le plus élevé de la dernière décennie et bien au-dessus de la moyenne décennale de 57,8 milliards de dollars. Bien que 56 % de ces flux provenaient des États-Unis, les flux d'IDE non américains ont atteint 40,9 milliards de dollars, dépassant la moyenne sur 10 ans de 28,6 milliards de dollars, le Royaume-Uni enregistrant la plus forte hausse. Le Canada a également conservé sa deuxième place dans l'indice de confiance des IDE de Kearney de 2026, réduisant l'écart avec les États-Unis, les investisseurs ayant mis en avant la stabilité des politiques canadiennes, la qualité de ses infrastructures et la solidité de ses fondamentaux économiques comme des qualités attrayantes. Le Ministère a organisé deux tournées de promotion de l'investissement et de l'innovation au Canada, 5 événements phares axés sur les IDE et plus de 65 initiatives menées par les missions diplomatiques, principalement en Europe et dans la région indo-pacifique, ce qui renforce la réputation du Canada en tant que juridiction réactive et ouverte aux investissements;

- a facilité, par l'intermédiaire du Service des délégués commerciaux, la réalisation de 114 projets d'investissement de création d'usines et d'expansion dans 45 municipalités, générant plus de 9,1 milliards de dollars d'investissements et créant environ 4 860 nouveaux emplois dans les 10 provinces. Le Service des délégués commerciaux a

organisé plus de 4 450 rencontres axées sur les investissements stratégiques avec de grandes entreprises étrangères, ce qui a permis de déterminer et de transmettre 545 occasions d'investissement à fort potentiel à des partenaires provinciaux et municipaux partout au Canada. En collaboration avec Investir au Canada et ses partenaires provinciaux, territoriaux et municipaux, AMC a également offert des programmes, des services et un soutien post-investissement, coordonnant les efforts visant à remédier aux principaux obstacles rencontrés par les investisseurs et à fidéliser les grands investisseurs dans un contexte commercial mondial en constante évolution;

- a intégré les considérations relatives à la politique étrangère, à la sécurité internationale et au développement des affaires dans les examens menés en vertu de la *Loi sur Investissement Canada* et a favorisé une meilleure compréhension, par les intervenants, des enjeux de sécurité nationale liés aux IDE. AMC a également fourni des conseils et des orientations aux délégués commerciaux à l'étranger, à Investir au Canada, aux provinces, aux territoires et aux bureaux de développement économique afin d'harmoniser les efforts de promotion des investissements avec les priorités en matière de sécurité nationale, ce qui a permis de soutenir la mise en œuvre continue de la loi et de contribuer à atténuer les risques potentiels pour la sécurité nationale liés aux investissements étrangers.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 9 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 9 : Aperçu des ressources requises pour Commerce et investissement

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	375 424 770 $	399 704 700 $
Équivalents temps plein	2 064	2 066

L'onglet Finances de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui sont visées par cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

L'intégration des principes de l'ACS Plus favorise des pratiques commerciales inclusives, permet de mieux comprendre l'incidence que peuvent avoir les accords commerciaux et d'investissement sur divers groupes et vise à garantir que la politique commerciale du Canada apporte des avantages économiques concrets à un plus large éventail de Canadiens, en particulier aux groupes

sous-représentés tels que les femmes, les Autochtones et les PME. Par exemple, AMC recourt à des analyses quantitatives et qualitatives pour appuyer l'ACS Plus dans le cadre des négociations commerciales, menées dans le cadre d'évaluations de l'incidence du commerce sur le développement durable, ce qui renforce la base de données factuelles sur laquelle s'appuient les décisions en matière de politique commerciale. Le Service des délégués commerciaux aide également les entreprises canadiennes à réussir à l'étranger en leur offrant un soutien adapté à une clientèle diversifiée.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le tableau des renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus, classés par programme et par responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport d'AMC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans notre Stratégie ministérielle de développement durable.

Répertoire des programmes

Commerce et investissement est appuyée par les programmes suivants :

- Politique et négociations commerciales
- Développement du commerce international, attraction des investissements et soutien à l'innovation

De plus amples renseignements en ce qui concerne le répertoire des programmes pour Commerce et investissement se trouvent à l'onglet Résultats pour AMC dans l'InfoBase du GC.

Responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités gouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

La programmation d'AMC contribue à réduire la pauvreté et à offrir de meilleures possibilités aux peuples de la Terre, en plus d'alléger la souffrance dans les crises humanitaires et de favoriser la paix et la sécurité et, ce faisant, contribue à l'avancement des Objectifs de développement durable.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux indicateurs « Satisfaction à l'égard de la vie » et « Sentiment de sens et un but à la vie » dans le domaine des « Indicateurs centraux, et aux indicateurs « Sentiment de fierté à l'égard du Canada », « Sentiment d'appartenance au Canada » et « Valeurs communes » dans le domaine de la « Société » du Cadre de qualité de vie pour le Canada. Cette responsabilité contribue aussi à l'indicateur « Place du Canada dans le monde » sous le domaine de la « gouvernance saine ».

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 3 : Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité.

Le tableau 10 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « La souffrance est allégée et la dignité humaine est accrue dans les collectivités aux prises avec des crises humanitaires » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 10 : La souffrance est allégée et la dignité humaine est accrue dans les collectivités aux prises avec des crises humanitaires

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre de bénéficiaires qui reçoivent une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence comparativement aux besoins et en tenant compte de l'intervention mondiale	s.o	s.o	2023-2024 : 152 millions (80,1 millions de femmes dont 43,4 millions de filles, et 71,9 millions d'hommes dont 42,7 millions de garçons) 2024-2025 : 124,4 millions (66,8 millions de femmes, dont 35,9 millions de filles ; 57,6 millions d'hommes, dont 35,1 millions de garçons) 2025-2026 : 121 millions (64,8 millions de femmes, dont 36,3 millions de filles ; 56,1 millions d'hommes, dont 34,9 millions de garçons)

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDIP) qui bénéficient d'une aide et d'une protection	s.o	s.o	2023-2024 : 31,6 millions de réfugiés et 63,2 millions PDIP 2024-2025 : 31 millions réfugiés et 68,1 millions déplacés internes 2025-2026 : 30,7 millions[4]
Nombre de personnes qui ont reçu des services de santé sexuelle et reproductive, y compris l'accès à la contraception, grâce à des interventions humanitaires d'organismes de la société civile	s.o	s.o	2023-2024 : 377 932 (268 574 femmes et 109 358 hommes) 2024-2025 : 932 485 (665 088 femmes et 267 397 hommes) 2025-2026 : 871 315 (566 383 femmes, 115 388 hommes et 189 544 genre non indiqué)

Le tableau 11 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « La paix et de sécurité sont améliorées dans les pays et les régions où le Canada est présent » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 11 : La paix et de sécurité sont améliorées dans les pays et les régions où le Canada est présent.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage de l'aide internationale qui vise les États fragiles et touchés par des conflits	s.o.	s.o.	2023-2024 : 71 % 2024-2025 : 71 % 2025-2026 : 74 %
Nombre d'interventions soutenues par le Canada qui ont été adoptées par nos partenaires afin d'empêcher, de détecter et de réagir à la criminalité, au terrorisme et à la prolifération des armes y compris les armes de destruction massive et les matériaux connexes	s.o.	s.o.	2023-2024 : 1 839 2024-2025 : 5 909 2025-2026 : 5 390

[4] Les résultats concernant les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont présentés sous forme de total combiné car le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme n'a pas fourni de chiffres ventilés en 2025.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Le montant d'aide international ($) investi par Affaires mondiales Canada dans les efforts internationaux et nationaux pour enquêter et poursuivre des crimes commis dans les situations de conflit violent, y compris la violence sexuelle et fondée sur le sexe	s.o.	s.o.	2023-2024 : 191,3 millions de dollars 2024-2025 : 204,9 millions de dollars 2025-2026 : 189,1 millions de dollars

Le tableau 12 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « L'amélioration du bien-être physique, social et économique chez les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier chez les femmes et les filles, dans les pays où le Canada est présent » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 12 : L'amélioration du bien-être physique, social et économique chez les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier chez les femmes et les filles, dans les pays où le Canada est présent.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre de personnes formées dans un programme d'enseignement et de formation technique et professionnelle axés sur la demande	2 millions	31 mars 2026	2023-2024 : 29 160 (18 251 femmes, 6 342 hommes, et 4 567 genre non indiqué) 2024-2025 : 19,6 millions (10,3 millions de femmes, 9,3 millions d'hommes) 2025-2026 : 17,4 millions (9 millions de femmes, 8,4 millions d'hommes)[5]
Nombre de personnes touchées par des interventions spécifiques en matière de nutrition	150 millions	31 mars 2026	2023-2024 : 156 930 188 enfants de moins de 5 ans ont reçu des suppléments de vitamine A 2024-2025 : 155 070 566 enfants de moins de 5 ans ont reçu des suppléments de vitamine A

[5] Le résultat a été nettement supérieur à la cible fixée grâce à un nouveau financement provenant de plusieurs donateurs accordés à Generation Unlimited pour l'enseignement et la formation technique et professionnelle (de 2024 à 2029). La cible a été révisée pour 2026-2027.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
			2025-2026 : 159 550 242 enfants de moins de 5 ans ont reçu des suppléments de vitamine A
Nombre d'entrepreneurs, de fermiers, et de petits exploitants agricoles dotés de services financiers et/ou de développement d'entreprises grâce aux projets financés par AMC	2 millions	31 mars 2026	2023-2024 : 7 356 296 (3 489 792 femmes, 3 685 732 hommes et 180 772 genre non indiqué) 2024-2025 : 7 073 878 (3 665 183 femmes, 3 312 695 hommes et 96 000 genre non indiqué) 2025-2026 : 3 099 903 (2 482 286 femmes, 77 360 hommes et 540 257 genre non indiqué)
Nombre d'individus ayant une sensibilisation, des connaissances ou des compétences accrues pour promouvoir la participation et le leadership des femmes dans la vie publique	30 000	31 mars 2026	2023-2024 : 88 591 (77 743 femmes, 4 421 hommes et 6 427 genre non indiqué) 2024-2025 : 48 920 (30 891 femmes, 15 317 hommes et 2 712 genre non indiqué) 2025-2026 : 86 940 (45 045 femmes, 38 774 hommes et 3 121 genre non indiqué)
Nombre de bénéficiaires (h/f) des projets d'adaptation aux changements climatiques financés par AMC	Au moins 10 millions	2050	2023-2024 : 1 177 966 (89 899 femmes, 42 052 hommes et 1 046 015 genre non indiqué) 2024-2025 : 7,7 millions 2025-2026 : 29 037 217 (5 272 401 femmes, 6 555 254 hommes et 17 209 562 genre non indiqué)

Le tableau 13 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « L'amélioration du renforcement du pouvoir et du respect des droits des femmes et des filles dans les pays où le Canada est présent » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 13 : L'amélioration du renforcement du pouvoir et du respect des droits des femmes et des filles dans les pays où le Canada est présent.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre de personnes touchées par des projets financés par AMC visant à prévenir, répondre et mettre fin à la violence sexuelle et fondée sur le genre, incluant les mariages d'enfants, les mariages précoces et forcés et/ou les mutilations génitales féminines	42 millions	31 mars 2026	2023–2024 : 40 969 344 (19 447 417 femmes, 15 614 261 hommes et 5 907 666 genre non indiqué) 2024–2025 : 56 410 671 (10 712 300 femmes; 6 314 804 hommes; et 39 383 567 genre non indiqué) 2025-2026 : 46 398 454 (24 384 002 femmes; 7 919 503 hommes; et 14 094 949genre non indiqué)
Nombre d'organisations de femmes et de réseaux de femmes faisant la promotion des droits des femmes et de l'égalité des sexes qui reçoivent l'appui d'AMC pour la programmation et/ou le renforcement institutionnel	2 500	31 mars 2026	2023–2024 : 3 054 2024–2025 : 2 969 2025-2026 : 3 315

Le tableau 14 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « L'aide internationale du Canada est plus efficace en tirant parti des partenariats de l'innovation et de l'expérimentation » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 14 : L'aide internationale du Canada est plus efficace en tirant parti des partenariats de l'innovation et de l'expérimentation.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre de nouveaux partenaires qui reçoivent l'appui d'AMC dans les programmes en matière de prestation de l'aide internationale, selon le type	52	31 mars 2026	2023-2024 : Total 55 ; 12 de la société civile (canadienne) ; 29 de la société civile (à l'étranger) ; 2 gouvernements (à l'étranger) ; 2 multilatéral (essentiel) ; 4 multilatéraux (non essentiels) ; 1 du secteur privé (canadien) ;

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
			5 du secteur privé (à l'étranger) 2024-2025 : Total 59 ; 14 de la société civile (canadienne) ; 32 de la société civile (à l'étranger) ; 1 gouvernement (canadien) ; 3 gouvernements (à l'étranger) ; 0 multilatéral (essentiel) ; 2 multilatéraux (non essentiels) ; 3 du secteur privé (canadien) ; 4 du secteur privé (à l'étranger) 2025-2026 : Total 34; 1 de la société civile (canadienne) ; 15 de la société civile (à l'étranger) ; 1 gouvernement (canadien) ; 7 gouvernements (à l'étranger) ; 0 multilatéral (essentiel) ; 3 multilatéraux (non essentiels) ; 3 du secteur privé (canadien); 4 du secteur privé (à l'étranger)[6]
Pourcentage d'initiatives mettant en oeuvre des solutions innovantes en matière de prestation de l'aide internationale	3 %	31 mars 2026	2023-2024 : 1 % 2024-2025 : 9,5 % 2025-2026 : 9,3 %

L'onglet Résultats de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés au répertoire de programmes du ministère.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à la Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité en 2025-2026 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'AMC pour l'exercice.

La souffrance est allégée et la dignité humaine est accrue dans les collectivités aux prises avec des crises humanitaires

[6] La cible n'a pas été atteinte en raison d'une diminution des nouveaux programmes, conformément aux réductions des dépenses annoncées dans le budget de 2025.

Résultats obtenus

AMC :

- a fourni une aide humanitaire en temps opportun par le biais des mécanismes établis des Nations Unies et d'organismes non gouvernementaux canadiens et internationaux, en réponse aux conflits et aux catastrophes naturelles, notamment en offrant des services de protection grâce à un soutien au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) qui a permis de venir en aide à 2,3 millions de personnes à l'échelle mondiale et d'apporter une aide vitale à 45,6 millions de personnes, notamment des soins médicaux et de l'eau potable. AMC a également appuyé le CICR dans son rôle d'intermédiaire neutre en dialoguant de manière confidentielle avec 139 843 membres des forces militaires, policières et de sécurité ainsi que des groupes armés, afin de promouvoir le respect du droit international humanitaire et de faciliter l'accès humanitaire dans les régions difficiles d'accès;

- a aidé l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient à fournir des services essentiels à plus de 5 millions de réfugiés palestiniens à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie, notamment en matière d'éducation de base, de soins de santé primaires, de gestion de l'eau et des déchets, ainsi que d'aide alimentaire, bénéficiant ainsi à plus de 2,1 millions de personnes à Gaza. Le Ministère a également aidé le Fonds des Nations Unies pour l'enfance à assurer l'accès à l'eau potable à plus de 1,7 million de personnes, dont plus de 650 000 enfants, et à traiter plus de 86 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë. En outre, AMC a collaboré avec le Consortium pour la protection de la Cisjordanie, et a ainsi contribué à réduire la vulnérabilité à l'expulsion forcée de plus de 160 000 Palestiniens dans un contexte de violences persistantes perpétrées par les colons et l'armée, ainsi que d'expansion des colonies. Il a apporté son soutien à l'aide juridique, aux services de protection, aux approches de protection communautaires et aux services psychosociaux afin de répondre aux besoins de protection des communautés palestiniennes vulnérables;

- a renforcé le Fonds de réserve pour les situations d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé lors de l'épidémie de maladie à virus de Marburg en Éthiopie, ce qui a permis une surveillance rapide, la recherche des contacts et une intervention internationale coordonnée afin de contribuer à endiguer l'épidémie et à sauver des vies. Le Ministère a également appuyé les déploiements de personnel d'urgence et a mobilisé le module sur les enterrements sécuritaires et convenables par l'intermédiaire de la Croix-Rouge canadienne, en coordination avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge;

- soutenu les efforts de secours d'urgence en réponse au cyclone Ditwah au Sri Lanka, en fournissant aux communautés touchées un accès à de la nourriture, de l'eau potable, des installations sanitaires, des abris et des soins médicaux. L'intervention rapide d'AMC a permis de protéger la dignité humaine et de fournir une aide vitale à ceux qui en avaient besoin;

- a fourni plus de 2,3 millions de tonnes métriques de denrées alimentaires, venant ainsi en aide à plus de 121 millions de personnes, dont 79 millions ont bénéficié d'une aide alimentaire ou d'une aide financière vitale et 23 millions de femmes et d'enfants ont eu accès à des services

de prévention et de traitement de la malnutrition par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial. AMC s'est également associée à la Banque canadienne de grains et à ses organismes membres pour fournir une aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence à 355 733 personnes dans des pays touchés par des crises, notamment l'Afghanistan, le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, Haïti, le Liban, le Myanmar, le Nigéria, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, la Syrie et le Yémen, ce qui a permis de réduire l'insécurité alimentaire et le recours à des stratégies d'adaptation néfastes, et a ainsi contribué à prévenir les déplacements de population, les troubles sociaux et l'instabilité;

- a mis de l'avant, au cours de la présidence canadienne du conseil d'administration du Programme alimentaire mondial en 2025, des priorités concernant le bien-être du personnel, le devoir de diligence, la réforme organisationnelle et la gouvernance inclusive, et a ainsi contribué à forger un consensus et à obtenir l'approbation du Plan stratégique 2026-2029 de l'organisation. Grâce à sa participation à la gouvernance d'organisations humanitaires clés et de forums de donateurs, AMC a également appuyé les efforts de réforme visant à améliorer l'efficacité opérationnelle, à renforcer le leadership et la coordination dans le domaine humanitaire, à veiller à ce que les ressources limitées soient affectées aux besoins humanitaires les plus prioritaires, et à consolider le système humanitaire international;
- a continué d'exhorter Israël à respecter ses obligations en vertu du droit international humanitaire afin de permettre et de faciliter l'acheminement rapide, sans entrave et à grande échelle de l'aide humanitaire à la population civile en Palestine, tout en condamnant la destruction des infrastructures civiles, les meurtres de travailleurs humanitaires et de personnel de santé, ainsi que l'escalade de la violence des colons et l'expansion des colonies en Cisjordanie. Au Soudan, le Canada a collaboré avec des partenaires internationaux, notamment dans le cadre de la Coalition pour la prévention des atrocités, afin de garantir l'accès des organisations humanitaires, la libre circulation des civils en toute sécurité et la responsabilisation des auteurs de violations du droit international humanitaire, y compris les atrocités de masse;
- a permis au Canada, d'approuver la Déclaration sur la protection du personnel humanitaire, élaborée sous l'égide de l'Australie, qui engage à renforcer la protection du personnel humanitaire, à renforcer le respect du droit international humanitaire, à garantir la reddition de comptes en cas de violations, et à préserver un espace propice à une action humanitaire neutre et impartiale dans les situations de conflit.

La paix et de sécurité sont améliorées dans les pays et les régions où le Canada est présent

Résultats obtenus

AMC :

- a fourni de la formation, des véhicules et des bateaux d'urgence, ainsi que du matériel de sauvetage et de déminage par l'entremise du Fonds de partenariat pour une Ukraine résiliente, ce qui renforce la capacité des intervenants d'urgence et des autorités locales à intervenir en

toute sécurité et à maintenir les services essentiels dans le contexte du conflit en cours. Le Ministère a également contribué à renforcer la cyberrésilience de l'Ukraine grâce à des projets visant à renforcer les effectifs spécialisés dans le domaine de la cybersécurité, à améliorer la détection, la prévention et la réponse aux menaces cybernétiques, ainsi qu'à protéger les infrastructures critiques et les services essentiels, notamment par le biais d'une coordination avec les partenaires du G7 dans le cadre du mécanisme de Tallinn. Grâce à des programmes de paix et de stabilisation mis en œuvre dans des régions touchées par des conflits, notamment en Afrique, en Haïti, au Moyen-Orient et en Ukraine, ces initiatives ont contribué à lutter contre l'insécurité et la fragilité des États liées aux crises géopolitiques actuelles;

- a renforcé les capacités et l'intégrité de la police nationale haïtienne en partenariat avec la GRC, en appuyant la mise sur pied de sa première unité de polygraphie et en fournissant de l'équipement essentiel – notamment 10 véhicules blindés, 89 véhicules de patrouille, plus de 1 100 radios, des bateaux de patrouille semi-blindés et de l'équipement de protection – ce qui a permis d'améliorer les opérations terrestres et maritimes menées contre la violence des gangs et le crime organisé. Grâce à son soutien au Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies, AMC a également facilité la transition rapide de la mission multinationale d'appui à la sécurité en Haïti vers la Force de répression des gangs nouvellement créée, jetant ainsi les bases d'une approche à plus long terme visant à lutter contre la violence des gangs et à favoriser la réinsertion des jeunes à risque. En outre, le Ministère a apporté son soutien aux acteurs du système judiciaire – notamment les juges, les procureurs, les enquêteurs et les inspecteurs – en leur offrant de la formation en matière d'éthique, de méthodes de criminalistique, d'enquêtes sur la criminalité financière et d'indépendance judiciaire, ce qui a permis d'améliorer l'accès à la justice et de réduire l'impunité en matière de corruption, de crimes liés aux gangs et de violence sexuelle et fondée sur le genre, ce qui renforce la sécurité et la stabilité en Haïti;

- a dispensé, en partenariat avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), une formation aux droits de la personne à 750 agents de sécurité intérieure et policiers municipaux nouvellement recrutés au Liban, dont 450 femmes, ainsi qu'une formation à l'intervention en cas de catastrophe afin d'améliorer la préparation et la coordination entre les différentes autorités chargées de la sécurité. Le soutien apporté par le Ministère a également permis d'élargir l'accès aux services de justice, notamment grâce à une aide juridique gratuite offerte à 6 762 personnes et à des formations de sensibilisation au droit destinées à 429 personnes déplacées à l'intérieur du pays. En outre, dans le cadre du programme conjoint à donateurs multiples Renforcer l'égalité d'accès à la justice pour tous les Palestiniens et Palestiniennes, AMC a contribué à l'accès à une aide juridique intégrée et à des services psychosociaux pour 34 161 personnes, dont 26 856 femmes, et a rejoint 60 681 personnes grâce à des activités de sensibilisation au droit, favorisant ainsi des services de sécurité plus inclusifs et responsables;

- a renforcé l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme en Côte d'Ivoire, en améliorant les opérations conjointes, le partage de renseignements, la gestion des crises et la détection précoce de la radicalisation dans toute l'Afrique de l'Ouest côtière (notamment au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo), aidant ainsi les partenaires à mieux faire face

aux menaces terroristes régionales croissantes, notamment celles provenant du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Parallèlement, le Ministère s'est attaqué aux facteurs numériques à l'origine des conflits dans les collectivités du Burkina Faso, du Mali et du Niger, notamment par la création de centres locaux de surveillance en ligne et par le renforcement des capacités régionales en matière de gestion des menaces numériques, grâce à l'organisation de forums réunissant la société civile, les autorités locales et les organismes chargés de l'application de la loi. AMC a touché plus de 94 000 personnes, offrant de la formation dans le secteur de la sécurité, réduisant ainsi les risques pour les civils, ce qui a permis de renforcer la sécurité et la stabilité des collectivités et d'améliorant les capacités de lutte contre le terrorisme dans toute la région;

- a renforcé la résilience démocratique grâce à des initiatives en matière de cybersécurité et d'intégrité de l'information en collaboration avec le National Democratic Institute. Cela comprenait la prestation d'une formation d'initiation à la cybersécurité à 176 participants, dont 82 % ont déclaré se sentir plus en confiance pour se protéger en ligne, ainsi que le soutien à l'adoption unanime, par 15 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, d'un cadre stratégique sur l'intégrité de l'information visant à promouvoir une gouvernance numérique multipartite fondée sur les droits de la personne, à renforcer l'éducation aux médias et à lutter contre la désinformation. Grâce à ces efforts multilatéraux, AMC a favorisé l'établissement de partenariats à l'échelle nationale et internationale et a contribué à contrer les menaces pesant sur la démocratie et la gouvernance;

- a déployé 10 missions d'observation électorale en Amérique latine et dans les Caraïbes, à travers son support du Département de la coopération et de l'observation des élections de l'OEA, ce qui a permis de renforcer la capacité de 14 pays à mener des processus électoraux transparents et crédibles dans des domaines tels que les technologies électorales, le vote par Internet, la désinformation, la cybersécurité, l'égalité des genres et la participation de la société civile. Le Ministère a également apporté son soutien aux pays de la Francophonie en accompagnant plus de 45 organismes de gestion électorale, en formant plus de 750 intervenants impliqués dans les processus démocratiques et en renforçant les capacités de plus de 775 jeunes dans les domaines de la paix et de la sécurité;

- a permis à des journalistes russes et biélorusses indépendants en exil, par l'intermédiaire de Journalistes pour les droits humains, de réaliser des reportages axés sur les droits de la personne portant sur des enjeux tels que les droits des femmes, les droits des personnes 2ELGBTQI+, la guerre en Ukraine et les mouvements en faveur de la démocratie. En 2025-2026, 92 % des 107 journalistes participants ont fait état d'une amélioration de leurs capacités, ce qui a permis la publication de 1 037 reportages qui ont touché environ 139 millions de personnes grâce à des données fiables axées sur les droits de la personne, et a ainsi contribué à renforcer la résilience démocratique;

- a avancé les efforts mondiaux visant à prévenir et à détecter les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires grâce à la contribution du Canada à INTERPOL, ce qui a permis de détecter 318 incidents impliquant des matières nucléaires ou radioactives échappant au contrôle réglementaire. En tant que président du Partenariat mondial contre la

prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes, dirigé par le G7, AMC a également lancé une nouvelle stratégie et un nouveau plan d'action, approuvés par l'ensemble des 31 membres, visant à fortifier les contrôles sur le commerce stratégique et les exportations, à réduire les menaces mondiales qui y sont associées et à renforcer la mise en œuvre des traités existants en matière d'armement. Parallèlement, AMC a consolidé les capacités internationales en matière de gestion de ces risques en aidant 14 pays à améliorer le contrôle réglementaire des matières radioactives, en partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, en organisant des formations sur la sécurité nucléaire au Brunei, en Indonésie et en Thaïlande par l'entremise de l'Institut mondial pour la sécurité nucléaire, et en permettant à 36 experts d'Amérique latine et des Caraïbes d'obtenir une certification en biosécurité par l'entremise de l'International Federation of Biosafety Associations [fédération internationale des associations de biosécurité];

- a renforcé la coopération internationale en matière de santé animale et de prévention des maladies zoonotiques, grâce à son soutien à l'Organisation mondiale de la santé animale, notamment en accueillant, en octobre 2025, la troisième Conférence mondiale sur la réduction des menaces biologiques, à laquelle ont participé 484 personnes provenant de 93 pays et qui a donné lieu à 71 engagements officiels en faveur de la sécurité sanitaire mondiale;

- a lutté contre le trafic de migrants et la traite de personnes en Amérique latine et dans les Caraïbes par l'entremise de sa collaboration avec INTERPOL et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ce qui a permis d'améliorer la coopération transfrontalière entre les partenaires des organismes chargés de l'application de la loi et du système judiciaire. Le Ministère a contribué à 36 arrestations, 7 condamnations, 12 poursuites judiciaires ainsi qu'à l'identification ou au sauvetage de plus de 145 victimes. Ces mesures prises en amont pour perturber les réseaux de trafic ont contribué à réduire la migration irrégulière, à protéger les populations vulnérables et à limiter les menaces liées au crime organisé qui peuvent affecter les frontières et les collectivités canadiennes;

- a fait progresser les efforts visant à lutter contre le commerce illicite et le terrorisme le long de la frontière entre le Kenya et la Somalie, en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ce qui a permis la saisie de plus de 1 000 kilogrammes de méthamphétamine, la récupération d'engins explosifs improvisés et la prévention de l'infiltration de terroristes. En perturbant les chaînes d'approvisionnement en drogues et les activités terroristes à la source, ces efforts ont contribué à réduire les flux de drogues illicites vers les marchés mondiaux, y compris le Canada, et à atténuer les menaces à la sécurité auxquelles sont exposés les Canadiens;

- a apporté son soutien à INTERPOL dans la mise en œuvre de formations spécialisées et d'un soutien opérationnel dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord afin de lutter contre le terrorisme et la criminalité transnationale, en formant 340 agents, dont 150 femmes, originaires d'Algérie, d'Égypte, d'Iraq, de Jordanie, du Liban, de Libye, du Maroc et de Tunisie. Ce soutien a permis d'effectuer plus de 31,2 millions de vérifications dans les bases de

données, de mener 323 interventions policières, dont 57 liées au terrorisme, de procéder à 153 arrestations et de saisir 50 véhicules volés;

- a obtenu des engagements de la part des États membres des Nations Unies, dans le cadre de l'Initiative Elsie pour la participation des femmes aux opérations de paix, visant à améliorer l'analyse des données et à faciliter le recrutement des femmes, à élargir la formation pré-déploiement des femmes membres des forces de maintien de la paix, et à renforcer la prise de conscience que la violence sexuelle liée aux conflits est un enjeu central en matière de protection dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le Ministère a également contribué à obtenir des ajouts à l'équipement approuvé par les Nations Unies afin d'améliorer la santé, la sécurité, la dignité et la préparation opérationnelle des femmes membres des forces de maintien de la paix en mission dans des environnements difficiles, favorisant ainsi la mise en œuvre du Plan d'action national du Canada pour les femmes, la paix et la sécurité 2023-2029 grâce à une participation accrue des femmes aux opérations de maintien de la paix et à des cadres de protection renforcés;
- a offert une formation aux femmes dans les domaines du contrôle des armes et des enquêtes sur les armes à feu, et a appuyé le symposium Women, Forces of Change de 2025 au Pérou, qui a mis en vedette 50 femmes dirigeantes provenant de toute la région par l'entremise de son soutien au Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement. Ce symposium a permis de sensibiliser le public, de renforcer les compétences et d'examiner les répercussions de la criminalité et de la violence armée sur les femmes et les collectivités, et a ainsi contribué aux efforts visant à lutter contre le crime organisé et l'utilisation abusive des armes à feu en Amérique latine et dans les Caraïbes;
- a amélioré le signalement et le traitement des cas de violence sexuelle et de violence fondée sur le genre, en collaboration avec la police nationale haïtienne et des organismes communautaires, ce qui a contribué à une augmentation de 58 % du nombre de cas signalés à la police dans les collectivités participantes au cours des six premiers mois et a amélioré l'accès des survivantes aux mécanismes de responsabilisation. Le Ministère a également renforcé les capacités médico-légales au Nigéria afin de soutenir les enquêtes et les poursuites relatives aux violences sexuelles et fondées sur le genre liées au terrorisme, en formant 25 intervenants du système de justice pénale et en fournissant 350 trousses d'examen médico-légal pour les agressions sexuelles, d'origine locale, ainsi que du matériel essentiel de laboratoire, ce qui renforce les interventions des secteurs de la justice et de la sécurité face à la violence sexuelle et fondée sur le genre.

L'amélioration du bien-être physique, social et économique chez les plus pauvres et les plus vulnérables, en particulier chez les femmes et les filles, dans les pays où le Canada est présent

Résultats obtenus

AMC :

- a distribué 913 millions de doses de vaccin oral contre la polio à des enfants partout dans le monde, grâce à son soutien continu à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite, dans le but de prévenir les maladies infectieuses en renforçant la couverture vaccinale. Grâce au soutien apporté par le Ministère au Fonds de lutte contre la pandémie, 50 pays ont pu renforcer 143 laboratoires, améliorer 8 580 systèmes de surveillance et former environ 100 000 travailleurs de la santé. En outre, le soutien apporté par AMC au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a permis de fournir un traitement antirétroviral contre le VIH à 25,6 millions de personnes, de traiter 7,4 millions de personnes atteintes de tuberculose et de distribuer 162 millions de moustiquaires imprégnées d'insecticide;

- a atteint plus de 100 millions de personnes, par l'intermédiaire de Nutrition International, dont 65 à 70 millions d'enfants bénéficiant d'une supplémentation en vitamine A dans 60 pays, plus de 40 millions de personnes bénéficiant d'aliments de base enrichis dans 12 pays et 10 à 15 millions de femmes enceintes bénéficiant d'une supplémentation en micronutriments dans 8 pays. Ces interventions ont réduit la malnutrition grâce à l'enrichissement des aliments en nutriments, au renforcement de la réglementation et à l'apport d'un soutien par le biais des services de santé réguliers;

- a aidé les autorités nationales des pays partenaires à accroître les investissements nationaux dans les soins de santé primaires et la prestation de services, par l'intermédiaire du Mécanisme mondial de financement, permettant à plus de 209 millions de bébés de prendre un bon départ grâce à l'allaitement maternel précoce. En Tanzanie, AMC a aidé à doter les travailleurs de la santé d'outils cliniques novateurs, de formations fréquentes par simulation sur place et d'un soutien en temps réel afin de leur permettre de réagir efficacement aux situations d'urgence pendant le travail et l'accouchement, ce qui a contribué à une baisse de 75 % de la mortalité maternelle et de 40 % de la mortalité néonatale précoce au cours de la dernière année. Ces efforts ont permis de renforcer la capacité des autorités nationales à assumer davantage de leadership et de responsabilités face aux besoins de leur population en matière de santé;

- a permis d'assurer 73 780 consultations prénatales et 32 606 accouchements assistés par du personnel qualifié, et a formé 277 travailleurs de la santé (dont 58 % de femmes) aux soins obstétricaux et néonatals d'urgence au Soudan du Sud, et a ainsi contribué au maintien des services de santé maternelle et néonatale dans un contexte fragile et marqué par les conflits. Au Soudan, le soutien apporté par le Ministère a permis d'offrir des soins de santé, un soutien psychosocial et des services de protection à plus de 100 000 survivantes de violences sexuelles liées au conflit et à d'autres personnes à risque, dont 69 647 bénéficiaires, et de former plus de 300 sages-femmes dans 6 états;

- élargis l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive en Afrique de l'Ouest grâce à un projet du Fonds des Nations Unies pour la population au Burkina Faso, qui a permis à 394 646 femmes et filles d'accéder à ces services, dont 210 519 services de planification familiale, 304 700 consultations prénatales, 116 731 accouchements assistés et 783 césariennes. Au Mali, un projet de Marie Stopes International a permis

à 62 761 personnes (dont 98 % de femmes et de filles) d'avoir accès à des services essentiels, et a ainsi contribué à prévenir 233 décès maternels et à renforcer le pouvoir de décision des femmes;

- a renforcé la planification fondée sur les écosystèmes et les systèmes d'alerte précoce en Asie, notamment en collaborant avec des experts du secteur privé canadien pour évaluer des écosystèmes et des bassins versants essentiels dans six provinces des Philippines, évaluer les risques, déterminer les mesures d'adaptation prioritaires et soutenir un développement durable respectueux de la nature. Au Vietnam, le soutien apporté par AMC au projet de communautés côtières climato-compatibles du PNUD a permis l'installation de 20 systèmes d'alerte précoce hydrométéorologique dans 3 provinces. Lors du typhon Kalmaegi (novembre 2025), les données en temps quasi réel ont permis de diffuser des bulletins d'alerte en temps opportun, ce qui a permis de renforcer les mesures précoces, l'appropriation locale et la gestion des risques climatiques à mesure que les pays s'engagent sur la voie d'un développement à faibles émissions de carbone et résistant aux changements climatiques;
- a formé 21 000 agriculteurs au Sénégal à la mise en œuvre de techniques agricoles adaptées aux changements climatiques, telles que l'irrigation et l'utilisation d'engrais organiques, qui permettent d'améliorer la productivité et les revenus tout en préservant la santé des sols et la biodiversité par l'entremise de l'organisme Mennonite Economic Development Associates. Au Tchad, le soutien apporté par AMC à un projet de Socodevi a permis à 924 personnes (dont 66 % de femmes et de filles) d'approfondir leurs connaissances sur les solutions d'adaptation agricole respectueuses de la nature; 632 femmes ont d'ailleurs déclaré bénéficier d'un meilleur accès à des techniques novatrices. Le Ministère a également soutenu l'adoption de technologies à faibles émissions de carbone au Burkina Faso, permettant à 1 086 femmes d'utiliser des fourneaux améliorés et de réduire les émissions de CO_2 d'environ 1 955 tonnes par année, ce qui a permis de diminuer l'exposition à la fumée nocive, de réduire les dépenses des ménages en bois de chauffage et d'accroître la sécurité et la résilience alimentaire globale;
- a formé, dans le cadre d'un projet du PNUD mené en Tunisie, plus de 300 femmes éco-entrepreneures sur la finance verte et l'assurance climatique, tandis que 21 projets dirigés par des femmes ont bénéficié d'équipements et d'un soutien technique afin de réduire les déchets et de développer des chaînes de valeur circulaires. AMC a également apporté son soutien à 662 transformateurs agricoles en milieu rural (649 femmes et 13 hommes, dont 36 % de jeunes) par l'intermédiaire de l'UPA Développement international afin de renforcer leurs compétences en matière d'adaptation aux changements climatiques et de gestion financière, ce qui leur a permis de bénéficier de moyens de subsistance plus durables et plus résilients;
- a contribué, grâce à son soutien au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, à améliorer la biodiversité et la santé des écosystèmes dans les zones agricoles touchées par les changements climatiques en Colombie, au Kenya et au Pérou, ce qui a permis de restaurer 40 595 hectares dans le bassin du lac Victoria (Kenya), de planter plus de 120 000 arbres, de conserver 291 variétés de cultures, de renforcer 15 banques de semences communautaires et de former 3 351 agriculteurs;

- a apporté un soutien à 9 186 femmes et 1 113 hommes au Burkina Faso, au Mali et au Niger, et a permis de mettre en œuvre des solutions fondées sur la nature; 65 % d'entre eux ont adopté des pratiques telles que la collecte de l'eau, la prévention du ruissellement, le reboisement et le compostage afin d'améliorer la fertilité des sols, la rétention d'eau et la résilience des écosystèmes, particulièrement dans les aires protégées. En République démocratique du Congo, AMC a aidé 2 801 personnes (dont 67 % de femmes et de filles), y compris 632 producteurs, à adopter des pratiques résistantes aux changements climatiques qui protègent la biodiversité, et a restaurer ou conserver plus de 2 151 hectares de forêt grâce à des solutions fondées sur la nature mises en œuvre par des femmes et des jeunes;

- a aidé plus d'un million de personnes à travers l'Afrique à accéder à une énergie propre grâce au Fonds d'aide pour l'accès à l'énergie, améliorant ainsi leur qualité de vie et leur capacité à participer à leurs économies locales, tout en empêchant le rejet de 376 000 tonnes métriques de CO2, soit l'équivalent de près de 82 000 véhicules. AMC a également soutenu des PME, telles que l'entreprise canadienne et kenyane Solar Panda, qui a contribué à élargir l'accès aux énergies renouvelables en Afrique et en Asie et à soutenir l'objectif du Canada de réduire les impacts des changements climatiques à l'échelle mondiale;

- a contribué à la restauration, à la conservation ou à la mise sous gestion communautaire de 41 700 km^2 d'écosystèmes côtiers et marins dans le cadre de l'initiative africaine de la Grande Muraille Bleue, et a fourni un accompagnement technique et un soutien commercial à 45 groupes d'entreprises de l'économie bleue dirigés par des femmes, représentant 992 entrepreneurs, afin de développer des activités durables liées à l'économie bleue, telles que la culture d'algues et la transformation durable du poisson, et a ainsi contribué à la protection des écosystèmes côtiers et marins et au développement d'économies durables dans l'océan Indien occidental;

- a appuyé le projet de détection des navires sombres, qui a utilisé la technologie satellitaire canadienne pour surveiller 224 millions de km^2 d'océan, détecter plus de 4 200 « navires fantômes » et soutenir les interventions en cas de déversements d'hydrocarbures, les opérations de recherche et de sauvetage ainsi que la lutte contre les activités maritimes illégales. Ce projet a contribué à la conservation des écosystèmes marins, à la protection de la biodiversité marine et des moyens de subsistance des communautés côtières, au renforcement des systèmes maritimes fondés sur des règles, ainsi qu'au renforcement de la gouvernance et de la sécurité océaniques en Amérique latine, tout en bénéficiant les industries et les communautés côtières canadiennes;

- a accéléré les économies locales en supportant Développement international Desjardins au Sénégal à renforcer les capacités de plus de 1 900 entrepreneurs, dont 765 femmes, et à permettre à plus de 18 500 femmes d'accéder à des services financiers et à des outils avancés d'éducation financière numérique. Au Bénin, le soutien apporté par le Ministère à l'Éducation internationale a permis à 1 261 filles et femmes de s'inscrire à des programmes de formation professionnelle, entraînant une augmentation des revenus pour 709 jeunes, dont 443 jeunes femmes, améliorant ainsi l'accès à une éducation de qualité et au développement des compétences, et élargissant les perspectives économiques des femmes et des jeunes;

- a permis à plus de 27 000 jeunes non scolarisés en Tanzanie (dont 60 % de filles) de s'inscrire à des programmes d'enseignement technique et professionnel, ainsi qu'à 614 jeunes femmes au Ghana de suivre jusqu'au bout des programmes de formation menant à l'emploi (74,48 % d'entre elles ayant déclaré se sentir davantage autonomes dans la prise de décision), 206 femmes et filles en Côte d'Ivoire à acquérir des compétences entrepreneuriales et d'employabilité adaptées aux marchés du travail locaux, et 1 263 jeunes chercheurs d'emploi vulnérables (dont des jeunes femmes et des personnes 2ELGBTQI+) à améliorer leur employabilité en République démocratique du Congo;

- a aidé plus de 17,4 millions de jeunes (dont 52 % de jeunes femmes), dans le cadre de Generation Unlimited du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, à acquérir des compétences adaptées au marché du travail, notamment des compétences techniques et professionnelles ainsi que des compétences transférables, en vue d'un monde du travail en constante évolution. Ce soutien a également permis de planter 500 000 arbres, d'économiser 13 milliards de litres d'eau, de traiter 8 100 tonnes de déchets, de remettre en état 722 hectares de terres et de réaliser des économies d'énergie de 272 300 kilowatts. En outre, le soutien apporté par le Ministère au projet « Autonomisation des femmes et des filles » du Commonwealth of Learning a permis à 22 720 femmes et filles au Bangladesh, au Malawi, au Mozambique, au Pakistan et au Sri Lanka d'accéder à des programmes d'apprentissage ouvert et à distance visant l'acquisition de compétences utiles sur le marché du travail et le développement de l'entrepreneuriat;

- a réintégré 538 enfants marginalisés et non scolarisés (dont 282 filles) au système d'éducation formelle au Mali, et a permis à 2 129 filles vulnérables de retourner à l'école au Mozambique, ainsi qu'à 3 392 enfants de fréquenter des clubs de rattrapage scolaire et à 174 filles d'accéder à l'éducation grâce à des centres d'apprentissage à distance. Au Soudan du Sud, 53 237 filles et enfants en situation de handicap ont bénéficié d'un soutien pour s'inscrire à l'école, y rester et faire la transition vers l'enseignement secondaire;

- a aidé l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture à permettre aux agriculteurs égyptiens d'augmenter leurs rendements de 20 % à 40 % pour les principales cultures de base, notamment le blé, le maïs, le riz et la canne à sucre, entraînant une amélioration de la disponibilité alimentaire des ménages et une hausse de leur revenu net de plus de 50 %. Par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire d'appui à la transition et au redressement du Soudan de la Banque mondiale, le Ministère a contribué à hauteur de 18 % à la production nationale de blé, ce qui a permis de stabiliser l'approvisionnement alimentaire et les marchés pendant la crise, de générer une valeur de production de blé de 26 millions de dollars américaines, de préserver les emplois en milieu rural et de soutenir les investissements dans l'agroalimentaire, ce qui réduit l'insécurité alimentaire et renforce la résilience des systèmes agricoles et alimentaires;

- a fourni à 11 525 petits exploitants agricoles, dont 6 025 femmes et 5 500 hommes au Burkina Faso, des intrants, de la formation et un soutien post-récolte; parmi eux, 9 341 ont déclaré avoir vu leurs revenus augmenter. Leur production a contribué aux programmes d'alimentation scolaire qui ont bénéficié à 95 747 élèves, dont 47 436 filles et 48 311 garçons. AMC a appuyé le programme « Investir dans les femmes au Nigéria » de l'Africa Enterprise

Challenge Fund , qui a profité à 8 520 petits exploitants agricoles et distributeurs, dont 98 % étaient des femmes, et a permis à 13 520 agriculteurs, dont 12 800 femmes et 720 hommes, d'adopter des technologies adaptées au climat qui ont accru la productivité et réduit les pertes liées au climat, améliorant ainsi la productivité agricole et les revenus des petits exploitants agricoles tout en renforçant leur résilience face aux défis liés au climat et aux chocs économiques;

- a fourni à 3 125 petites agricultrices du Ghana 25 puits forés alimentés à l'énergie solaire afin d'améliorer la production tout au long de l'année et a aidé 47 000 agricultrices à passer à une production axée sur le marché grâce à un meilleur accès à la terre, aux intrants, à la mécanisation et aux chaînes de valeur, favorisant ainsi l'autonomisation économique des femmes et renforçant la résilience du système alimentaire grâce à une meilleure participation au marché. En Ouganda, le soutien apporté par AMC au projet Raising the Village [élever le village] a permis d'augmenter de 220 % la valeur annuelle de la production agricole des ménages, ce qui témoigne d'une amélioration de la productivité agricole, et a fait passer le revenu quotidien de 1,02 $ US à 2,75 $ US;

- a amélioré la sécurité alimentaire en Indonésie en aidant le centre World Agroforestry à améliorer les pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques pour plus de 25 000 ménages, a mettre sur pied 105 entreprises agroforestières dirigées par des femmes et a renforcer les plateformes d'information sur la sécurité alimentaire ainsi que les cadres de planification de l'aménagement du territoire. Au Myanmar, le soutien apporté par le Ministère au Livelihood and Food Security Fund [fonds pour les moyens d'existence et la sécurité alimentaire] a permis d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition de 203 410 ménages (935 739 personnes) grâce à l'agriculture adaptée au climat, au jardinage familial et au renforcement des systèmes alimentaires locaux;

- a renforcé l'intégration des réfugiés, des migrants et des rapatriés dans leurs pays d'accueil ou d'origine, par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de l'Organisation internationale pour les migrations et d'organismes locaux, ce qui a permis de réduire les risques de migration irrégulière et de renforcer la stabilité et la sécurité à l'échelle régionale et au Canada. Le Ministère a également amélioré l'accès au statut légal et à la documentation; élargi l'accès aux services de santé, d'éducation et de protection; a favorisé la reconnaissance des diplômes, la formation et l'accès à l'emploi officiel; et a favorisé la cohésion sociale par le biais de campagnes de lutte contre la xénophobie dans 12 pays d'Amérique latine et des Caraïbes abordant ainsi les enjeux liés à la migration et à la migration irrégulière en matière de sécurité alimentaire, d'éducation, de soins de santé et d'autres besoins essentiels. Au Mali, AMC a amélioré l'accès à une éducation en toute sécurité pour 750 enfants issus de communautés déplacées et d'accueil en remettant en état 10 salles de classe dotées de latrines et d'installations pour se laver les mains. En Jordanie, AMC a contribué à scolariser environ 1,6 million d'enfants, dont 114 059 enfants réfugiés, à améliorer l'environnement d'apprentissage dans 4 062 écoles, à permettre à 148 369 réfugiés inscrits d'avoir accès à des cliniques de soins de santé primaires à des tarifs subventionnés, et a aidé plus de 206 835 réfugiés à recevoir des soins hospitaliers en consultation externe;

- a renforcé la gouvernance démocratique, les valeurs démocratiques et l'intégrité électorale au Bangladesh grâce à un projet de réforme électorale mis en œuvre par le PNUD, qui a permis de renforcer les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles de la Commission électorale et a favorisé une transition vers la stabilité politique à la suite des élections générales de février 2026. Au Kenya et au Ghana, le soutien apporté au Centre parlementaire a permis aux personnes handicapées, aux défenseurs des droits des femmes et aux organisations de la société civile de dialoguer avec les parlements nationaux, et a ainsi contribué à l'adoption de la loi sur les personnes handicapées [*Persons with Disabilities Act]* du Kenya, qui a amélioré l'accès à l'éducation, aux soins de santé, à l'emploi et à des infrastructures accessibles pour plus d'un million de personnes, ainsi que la loi historique ghanéenne sur l'action positive [*Affirmative Action Act]*, qui impose une augmentation de la représentation des femmes aux postes de direction, passant de 30 % d'ici 2026 à 50 % d'ici 2034 – des efforts visant à promouvoir la démocratie, l'inclusion et la participation égale à la prise de décision;
- a renforcé des capacités grâce à un soutien apporté à la Fédération canadienne des municipalités, ainsi qu'aux administrations locales du Bénin, au Cambodge, au Ghana, au Sri Lanka et en Zambie, afin de fournir des services publics inclusifs et tenant compte des questions de genre, notamment des services de santé maternelle ainsi qu'une aide financière directe et un soutien aux femmes dans la prise en charge des soins, au profit de 12 027 personnes, dont 59 % étaient des femmes, et d'améliorer les conditions locales propices à l'investissement économique. Au Kenya, le soutien apporté par AMC au Fonds Agir ensemble pour l'inclusion, codirigé par 6 organismes dirigés par des personnes 2ELGBTQI+ en collaboration avec la Fondation Stephen Lewis, a permis d'améliorer l'acceptation des personnes 2ELGBTQI+ et leur accès aux services de santé grâce à la formation de 130 professionnels de la santé à la prestation de soins inclusifs et exempts de stigmatisation. Au Mozambique, 17 850 filles et 9 002 garçons et jeunes hommes ont participé à des programmes de mentorat qui ont permis d'améliorer leurs connaissances, leurs attitudes et leurs comportements en matière d'égalité des genres et de droits, et a ainsi contribué à la stabilité sociale à long terme et à la réduction des inégalités.

L'amélioration du renforcement du pouvoir et du respect des droits des femmes et des filles dans les pays où le Canada est présent

Résultats obtenus

AMC :

- a fait progresser l'égalité des genres et le leadership des femmes, ainsi que les organismes communautaires de défense des droits des femmes, grâce à un soutien apporté à la Commission interaméricaine des femmes, en élargissant les réseaux et en offrant de la formation à plus de 1 600 organismes de défense des droits des femmes et à 260 femmes dirigeantes, ce qui renforce leur capacité à promouvoir une paix durable et à protéger les droits des femmes et des groupes vulnérables. Au Myanmar, AMC a contribué à une gouvernance plus inclusive et à la stabilité en permettant aux femmes et aux groupes marginalisés de

participer au dialogue politique et à la défense des droits par le biais de plateformes numériques dans le cadre de l'initiative Le savoir au service de la démocratie, ce qui a favorisé l'émergence de sociétés civiles plus dynamiques et inclusives, renforcé les institutions démocratiques et contribué à l'établissement de partenariats mondiaux plus stables sur lesquels le Canada s'appuie;

- a accru la participation des femmes des régions rurales du Malidans la prise de décision au sein des ménages dans 85 % des plus de 5 000 ménages bénéficiaires, à adopter des pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques et à jouer un rôle clé au sein de 82 coopératives agricoles, ce qui renforce les initiatives menées par des femmes qui favorisent le développement durable. Au Tchad, un projet mené en collaboration avec Desjardins International Development a permis à plus de 1 400 femmes d'améliorer leurs connaissances financières et leurs compétences en matière de gestion durable des terres, tandis que des activités de sensibilisation ont contribué à faire évoluer les mentalités au sein de la collectivité concernant les droits des femmes auprès d'environ 40 000 personnes, favorisant ainsi l'autonomisation économique des femmes et le développement durable. Au Maroc, le soutien apporté par AMC aux programmes de CARE a permis à des groupes d'épargne dirigés par des femmes de générer des revenus et de créer 550 microentreprises, améliorant ainsi les moyens de subsistance des ménages et élargissant l'accès des femmes aux marchés grâce au renforcement des coopératives;

- a lutté contre la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre, y compris les pratiques néfastes et les nouvelles formes de violence fondée sur le genre facilitées par la technologie. Grâce à son soutien au programme Rendre tous les espaces sûrs du Fonds des Nations Unies pour la population, AMC a renforcé les capacités de près de 700 fournisseurs de services et partenaires afin d'aider les victimes de violence fondée sur le genre facilitée par la technologie au Bénin et au Kenya, et a fourni un ensemble de formations à l'échelle mondiale destiné aux intervenants de première ligne, y compris une plateforme proposant des conseils d'experts en cybersécurité;

- a permis à plus de 6 000 participants, hommes et femmes, par l'intermédiaire d'ONU Femmes au Nigéria, de prendre part à des audiences constitutionnelles sur la création de sièges réservés aux femmes à l'Assemblée nationale, et a formé des hauts fonctionnaires à l'intégration des considérations liées au genre dans la planification et la budgétisation sectorielles, ce qui renforce la représentation des femmes dans la prise de décisions politiques et contribuant à la création d'un groupe de femmes députées. Par l'intermédiaire du Fonds canadien d'initiatives locales, le Ministère a apporté son soutien à 308 organisations communautaires de défense des droits des femmes dans 97 pays, et a ainsi contribué à renforcer les capacités de leadership des femmes, leur sécurité économique, leur protection juridique, leur bien-être psychosocial et leur accès à des services essentiels, afin de favoriser une participation accrue aux processus décisionnels communautaires et de leur offrir davantage de possibilités. En Iraq, AMC a mis sur pied et renforcé les capacités de six conseils consultatifs de femmes en formant 98 membres et en leur fournissant les outils, les cadres et les structures de direction nécessaires pour fonctionner efficacement et contribuer à la prise

de décision au sein des institutions et des processus politiques, favorisant ainsi davantage une participation politique inclusive;

- a appuyé ONU Femmes Sénégal dans la coordination d'activités de défense des intérêts et de sensibilisation communautaire qui ont touché plus de 5 000 personnes et mobilisé la société civile en vue de faire avancer les réformes juridiques visant à protéger les droits des femmes. Au Bénin, près de 75 000 filles et jeunes femmes ont participé à des actions civiques visant à prévenir la violence, tandis que des organisations communautaires ont renforcé la cohésion sociale et la sensibilisation aux droits par l'entremise de l'engagement civique. Au Mali, le soutien apporté par AMC à Avocats sans frontières Canada a permis à des femmes survivantes du conflit de participer à 55 processus décisionnels de la Commission vérité, justice et réconciliation, ce qui renforce leur engagement dans les efforts de justice et de réconciliation, dans le but de réduire la violence sexuelle et fondée sur le genre et d'améliorer l'accès aux services de justice pour les survivantes. Le Ministère a également renforcé les capacités des intervenants de première ligne au Bénin, au Kenya et en République démocratique du Congo, aidant ainsi plus de 1 200 survivants à avoir accès à la justice, aux soins de santé et aux services socioéconomiques;

- a permis à plus de 69 000 femmes et filles, en partenariat avec le Centre de recherches pour le développement international, de bénéficier directement de services de soins de qualité élargis, notamment des services de garde d'enfants abordables et des interventions visant à favoriser une redistribution plus équitable du travail de soins non rémunéré, en s'attaquant aux inégalités des genres dans le travail de soins rémunéré et non rémunéré et en améliorant la situation socioéconomique des femmes dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Ce partenariat a également fait reconnaître le travail de soins à l'échelle internationale, ce qui renforce le rôle de chef de file du Canada dans ce domaine;

- a fourni des services financiers, par l'intermédiaire du Gender, Diversity, and Inclusion Fund [Fonds genre, diversité et inclusion] de BlueOrchard, à 495 571 clientes et à 652 751 PME dirigées par des femmes; a élargi l'accès à des produits financiers tenant compte des questions de genre et favorisant l'inclusion à 216 243 nouvelles clientes et clientes défavorisées; et a appuyé la formation de 353 471 femmes et clients défavorisés afin de les sensibiliser davantage aux services financiers tenant compte des questions de genre et inclusifs, et a ainsi contribué à l'autonomisation économique des femmes et à l'amélioration de leur bien-être matériel;

- a renforcé une sécurité accrue au travail, les mécanismes de signalement des abus et une capacité accrue à influencer les politiques commerciales et l'intégration régionale en soutenant les femmes exerçant des activités commerciales transfrontalières en Afrique de l'Ouest dans le cadre du projet Faire du commerce un succès pour les femmes en Afrique de l'Est. Dans le cadre de l'initiative Faciliter un commerce inclusif, résilient et durable, les femmes commerçantes des pays de la Zone de libre-échange continentale africaine, notamment la Zambie, la République démocratique du Congo et le Mozambique, ont renforcé leurs compétences en affaires, en finance et en technologies numériques, ce qui leur a permis de participer davantage aux marchés régionaux et a favorisé l'intégration de l'égalité des

genres et de l'inclusion sociale dans les politiques commerciales nationales, les institutions et les processus décisionnels;

- a renforcé les mesures de protection et réduit la vulnérabilité à l'exploitation au Bangladesh en appuyant la production et l'utilisation de données probantes visant à plaider en faveur de la reconnaissance juridique des travailleurs domestiques dans la législation nationale du travail. Grâce à son soutien à l'Organisation internationale du Travail, AMC a contribué à faire évoluer les perceptions concernant les soins et à mettre en place des technologies visant à alléger le fardeau des soins non rémunérés au Vietnam. Au Pérou, le Ministère a élargi et formalisé les possibilités socioéconomiques offertes aux préposés aux soins à domicile, notamment en enregistrant plus de 2 500 contrats et en sensibilisant ces derniers aux droits du travail et à l'importance des relations d'emploi officielles.

L'aide internationale du Canada est plus efficace en tirant parti des partenariats de l'innovation et de l'expérimentation

Résultats obtenus

AMC :

- a amélioré la gestion et la prestation de l'aide internationale au développement grâce à l'Initiative de transformation des subventions et des contributions du Ministère, répondant aux besoins des intervenants et jetant ainsi les bases de systèmes et de processus plus efficaces, plus adaptés et plus transparents pour la gestion des subventions et des contributions. Cela comprenait notamment d'élaborer un modèle centralisé de processus et de données pour les subventions et les contributions (Impleo), d'améliorer l'automatisation et la collecte de données, de faire progresser la transformation des activités et des processus grâce à la co-création et à l'expérimentation de nouvelles solutions avec les membres du personnel et les partenaires, de réduire les formalités administratives pour les partenaires afin de rationaliser l'efficacité et de d'un nouveau portail destiné aux partenaires, pour la gestion des possibilités de financement. En outre, le service a tiré parti de l'IA pour mettre au point et tester de nouvelles fonctionnalités visant à réduire la saisie manuelle de données et à améliorer la qualité des données;

- a mobilisé, depuis sa création, 2,2 milliards de dollars américains auprès d'acteurs des secteurs public, privé et philanthropique, dont plus de 60 % provenant de sources privées, en apportant son soutien à Convergence Blended Finance Inc. afin de promouvoir des investissements inclusifs, novateurs et mixtes dans le cadre de l'aide internationale, ce qui a donné lieu à plus de 100 engagements de la part des membres dans le cadre de 62 opérations de financement. Cette initiative a également élargi l'accès à des occasions d'investissement axées sur le développement dans les nouveaux marchés et favorisé les partenariats économiques mutuels;

- a collaboré avec des organismes colombiens, tels que SVX et Acumen, afin de renforcer l'écosystème de l'investissement d'incidence. Ce soutien a permis d'aider plus de 700 entreprises axées sur l'incidence sociale grâce à des programmes d'accélération et a

mobilisé environ 25,5 millions de dollars en capitaux auprès de divers partenaires, et a ainsi contribué à accroître la prospérité et l'inclusion sociale dans les régions touchées par la pauvreté et les conflits. Au Vietnam, le projet Capacité à recevoir des investissements d'incidence a mobilisé plus de 17,5 millions de dollars d'investissements d'impact à l'échelle mondiale et a permis à près de 250 entreprises à incidence sociale d'accéder à des capitaux privés, favorisant ainsi un financement du développement plus inclusif et durable;

- a déployé 1,7 millions de dollars de prêts remboursables issus d'un financement mixte au Ghana par l'intermédiaire d'Opportunity International Canada, notamment à 4 080 petites agricultrices et à 28 entreprises agricoles, dont 35 % étaient dirigées par des femmes. Ce soutien a permis de renforcer les capacités institutionnelles en matière d'agriculture, de stockage et de transformation résilients face aux changements climatiques, ainsi que l'utilisation d'outils de partage des risques tels que l'assurance-récolte et les alertes météorologiques. Au Sénégal, le Ministère a mis en œuvre une approche de financement novatrice qui a permis de trouver des moyens concrets d'orienter davantage de transferts financiers vers les PME, favorisant ainsi une croissance inclusive et renforçant les liens économiques entre le Canada et le Sénégal;
- a mobilisé diverses communautés, notamment des jeunes, dans le cadre du programme Inspirer l'action pour la citoyenneté mondiale, afin de mieux faire comprendre l'aide internationale; 70 % des participants ont déclaré avoir pris des mesures éclairées concernant des enjeux mondiaux. Grâce au Programme de partenariat d'assistance technique, le Ministère a mieux fait connaître le rôle du Canada dans la coopération internationale, générant plus de 1,08 million de consultations et d'interactions en ligne, tout en mobilisant l'expertise canadienne pour mettre en œuvre 40 initiatives d'aide technique auprès de plus de 35 institutions gouvernementales nationales, ce qui renforce les capacités du secteur public et favorisant les réformes politiques et institutionnelles. En lien avec son cadre de résultats en matière de participation du public, AMC a également mis au point de nouveaux outils visant à améliorer le suivi, la production de rapports et la responsabilité en matière de participation du public, afin de favoriser une participation accrue de celui-ci à l'aide internationale.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 15 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 15 : Aperçu des ressources requises pour la Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	4 979 923 384 $	5 829 958 974 $
Équivalents temps plein	1 201	1 155

L'onglet Finances de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui sont visées par cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

L'intégration de l'ACS Plus dans la mise en œuvre des programmes d'aide internationale, y compris le soutien aux organisations de défense des droits des femmes et aux réseaux de femmes, favorise l'obtention de résultats inclusifs pour les Canadiens dans les pays et les régions où le Canada est présent. AMC met en œuvre l'ACS Plus en intégrant une analyse axée sur l'égalité des genres et l'intersectionnalité dans l'ensemble des processus de financement et de gestion de projets, afin de favoriser une prise de décision et des résultats inclusifs. Dans le domaine de la paix et de la sécurité, par exemple, le Ministère a fait la promotion de l'approche de l'ACS Plus auprès de ses partenaires, et bon nombre d'entre eux ont à leur tour mis en œuvre des politiques internes officielles liées à l'égalité des genres et à la violence envers les femmes, telles qu'un code de conduite sur l'exploitation et les abus sexuels, des stratégies de parité entre les sexes en matière de ressources humaines, l'amélioration des espaces physiques et la fourniture d'équipement axée sur la dimension du genre (dans le cadre du maintien de la paix).

Pour en savoir plus, veuillez consulter le tableau des renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus, classés par programme et par responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport d'AMC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans notre Stratégie ministérielle de développement durable.

Répertoire des programmes

Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité est appuyée par les programmes suivants :

- Programmes de développement, d'aide humanitaire, de paix et de sécurité

Vous trouverez de plus amples renseignements sur le répertoire des programmes pour Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité sur l'onglet Résultats pour AMC dans l'InfoBase du GC.

Responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités gouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

AMC offre au moment opportun des services consulaires adéquats aux Canadiens à l'étranger, ce qui contribue à assurer leur sécurité.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue aux indicateurs « Paix et sécurité », « Place du Canada dans le monde » et « Confiance en l'accès à un système de justice juste et équitable (civil et pénal) » dans le domaine de la « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 4 : Aide aux Canadiens à l'étranger.

Le tableau 16 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « Les Canadiens ont accès en temps opportun à de l'information et à des services qui permettent d'améliorer leur sécurité à l'étranger » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 16 : Les Canadiens ont accès en temps opportun à de l'information et à des services qui permettent d'améliorer leur sécurité à l'étranger.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre de Canadiens qui utilisent les produits d'information sur les voyages du Ministère, y compris le recours à des initiatives de nature numérique	Augmentation de 5 % du nombre annuel de visites des	31 mars 2026	2023-2024 : Diminution de 56 % des visites annuelles (28 689 181) ; Augmentation de

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
	pages de voyage.gc.ca Augmentation annuelle de 2 % du nombre de personnes abonnées aux médias sociaux		4,40 % d'abonnés sur les médias sociaux (691 358) 2024-2025 : Diminution de 4,42 % des visites annuelles (27 419 334) ; Augmentation de 11,23 % d'abonnés sur les médias sociaux (769 017) 2025-2026 : Augmentation de 2,15 % des visites annuelles (28 009 981) ; Augmentation de 17,52 % d'abonnés sur les médias sociaux (903 747)[7]
Pourcentage de cas consulaires traités à l'intérieur des normes de service établies	90 %	31 mars 2026	2023-2024 : 96 % dans un délai de 1 jour ouvrable pour les cas consulaires ; 97 % dans le mois suivant la mise en détention ; 95 % dans le mois suivant le prononcé de la sentence ; 95 % dans les 3 mois suivant le transfert ; 94 % annuellement 2024-2025 : 96 % dans un délai de 1 jour ouvrable pour les cas consulaires ; 98 % dans le mois suivant la mise en détention ; 95 % dans le mois suivant le prononcé de la sentence ; 98 % dans les 3 mois suivant le transfert ; 89 % annuellement 2025-2026 : 96 % dans un délai de 1 jour ouvrable pour les cas consulaires ; 95 % dans le mois suivant la mise en détention ; 92 % dans le mois suivant le prononcé de la sentence ; 97 % dans les 3 mois suivant le transfert ; 97 % annuellement

[7] La cible n'a pas été atteinte en raison d'une plus grande précision dans le calcul des visites sur le site Web, notamment grâce à l'élimination des visites de robots. Sur une base comparable, il est estimé que le nombre de visites a augmenté au-delà de la cible fixée.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Nombre de Canadiens qui ont reçu une aide du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence accessible en tout temps	s.o.	s.o.	2023-2024 : 84 455 appels traités ; 123 654 courriels traités ; 19 515 clavardages en direct ; 14 695 autres communications (SMS, WhatsApp, Télégrammes, Signal) ; 2 417 cas gérés 2024-2025 : 92 518 appels traités ; 107 053 courriels traités ; 19 668 clavardages en direct ; 13 359 autres communications (SMS, WhatsApp) ; 2 153 cas gérés 2025-2026 : 82 186 appels traités ; 174 905 courriels traités ; 17 893 clavardages en direct ; 14 270 autres communications (SMS, WhatsApp, Signal) ; 1 718 cas gérés
Nombre d'employés formés à répondre à une situation de crise	1 000	31 mars 2026	2023-2024 : 2 096 personnels formés ; 60 exercices complétés 2024-2025 : 1 306 personnels formés ; 62 exercices complétés 2025-2026 : 1 469 personnels formés ; 56 exercices complétés

Le tableau 17 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « Les Canadiens à l'étranger reçoivent des services gouvernementaux pertinents en temps opportun » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 17 : Les Canadiens à l'étranger reçoivent des services gouvernementaux pertinents en temps opportun.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage des clients canadiens qui se disent satisfaits des services reçus	90 %	31 mars 2026	2023-2024 : 93 % 2024-2025 : 95 % 2025-2026 : 94 %
Pourcentage des services qui respectent les normes de service établies	90 %	31 mars 2026	20232024 : Passeports Régulier : 95 % Temporaire : 99 % Urgence : 99 % Citoyenneté : S/O

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
			Services spécialisés Services financiers privés : 93 % Services notariaux : 100 % 2024-2025 : Passeports Régulier : 92 % Temporaire : 99 % Urgence : 99 % Citoyenneté : S/O Services spécialisés Services financiers privés : 96 % Services notariaux : 100 % 2025-2026 : Passeports Régulier : 96,5 % Temporaire : 99,7 % Urgence : 99,5 % Citoyenneté : S/O Services spécialisés Services financiers privés : 92 % Services notariaux : 100 %

L'onglet Résultats de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés au répertoire de programmes du ministère.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à l'Aide aux Canadiens à l'étranger en 2025-2026 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'AMC pour l'exercice.

Les Canadiens ont accès en temps opportun à de l'information et à des services qui permettent d'améliorer leur sécurité à l'étranger.

Résultats obtenus

AMC :

- a mobilisé efficacement du personnel possédant une expertise en matière de services consulaires et de gestion de crise grâce à la mise en action rapide de l'équipe de l'intervention d'urgence de l'administration centrale, a maintenu des opérations de renfort en tout temps, avec jusqu'à 50 intervenants par quart de travail, a déployé des membres de l'Équipe permanente de déploiement rapide dans les missions et a intensifié les formations et les exercices de simulation destinés aux membres du personnel. Ces capacités ont permis à AMC d'intervenir lors de crises complexes, notamment l'ouragan Melissa, la pénurie de carburant à Cuba et une intervention de 40 jours au Moyen-Orient – qui a consisté à traiter plus de 15 000 demandes d'urgence émanant de Canadiens et à faciliter le départ de plus de 1 300 Canadiens – ainsi que face à la violence reliée aux cartels au Mexique, où la

coordination avec les transporteurs aériens et les partenaires a facilité le retour de plus de 26 000 clients des transporteurs aériens;

- a renforcé la coopération avec des partenaires aux vues similaires, notamment le Service européen pour l'action extérieure, la France, le Japon et le Groupe des cinq, permettant ainsi une assistance réciproque pendant la crise au Moyen-Orient. Le Canada a apporté son soutien aux ressortissants de plus de 15 pays partenaires, a reçu en échange des offres de transport et une aide aux frontières, et a coordonné des opérations conjointes de transport par autobus avec l'Australie à partir du Koweït;

- a fourni de l'information, des conseils, des services consulaires et une aide d'urgence aux Canadiens avant et pendant leur voyage, par l'intermédiaire du site voyage.gc.ca et du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence 24/7. Les renseignements et les conseils aux voyageurs ont été mis à jour au moyen de 2 472 avis et recommandations aux voyageurs ainsi que de communications ciblées en situation de crise, dont 24 communiqués de presse et 125 publications multilingues sur les médias sociaux pendant la situation d'urgence au Moyen-Orient. Les Canadiens ont largement eu recours à ces outils, ce qui s'est traduit par plus de 27 millions de visites sur le site voyage.gc.ca et 131 568 visites sur une page Web dédiée aux situations d'urgence au Moyen-Orient;

- a répondu à plus de 289 000 demandes par courriel, par téléphone, par texto et sur les médias sociaux par l'intermédiaire du Centre de surveillance et d'intervention d'urgence, soit une hausse de 24,3 % par rapport à l'année précédente, ce qui reflète la demande croissante d'information fiable sur les voyages et d'aide consulaire dans un contexte mondial de plus en plus imprévisible et instable. AMC a également diffusé 525 messages par l'intermédiaire du service d'Inscription des Canadiens à l'étranger, tandis que le nombre de personnes inscrites est passé de 452 160 à 574 338, en partie en raison des nombreuses situations d'urgence consulaire survenues dans des destinations fréquentées ou habitées par des citoyens canadiens et des résidents permanents;

- a harmonisé les pages Web consacrées aux conseils aux voyageurs et avertissements avec l'Orientation sur la mise en œuvre de la Norme sur l'accessibilité des sites Web, notamment en intégrant des cartes indiquant les niveaux de risque à l'aide d'un code de couleurs sur l'ensemble des 230 pages consacrées aux destinations, afin d'aider les Canadiens à mieux comprendre et visualiser les risques liés aux voyages. AMC a également mis à jour et enrichi le contenu du site voyage.gc.ca en proposant des renseignements plus clairs et axés sur l'utilisateur, notamment de nouvelles pages consacrées à la santé mentale en voyage et à la santé et à la sécurité lors de croisières, ainsi que des conseils actualisés à l'intention des voyageurs aînés et sur la cybersécurité et les rassemblements de masse, ce qui rend les renseignements sur les voyages plus faciles à trouver, à comprendre et à utiliser;

- a mobilisé huit nouveaux partenaires étatiques, coordonné les efforts de pays aux vues similaires, et a présenté et mis en œuvre le rapport du comité d'examen indépendant de juin 2025 auprès de l'OEA et des Nations Unies, ce qui renforce le soutien à l'Initiative contre la détention arbitraire dans les relations entre États. Le Canada a également mis sur pied un

groupe de travail d'experts en droit international qui s'est réuni à 12 reprises afin de renforcer les normes internationales visant à prévenir la détention arbitraire.

Les Canadiens à l'étranger reçoivent des services gouvernementaux pertinents en temps opportun.

Résultats obtenus

AMC :

- a délivré près de 262 400 passeports et fourni des services courants, et a géré plus de 7 600 cas consulaires urgents, dont des cas concernant 800 enfants, 1 180 familles et des personnes ayant des besoins médicaux, 285 victimes d'agression et plus de 1 985 Canadiens qui avaient été arrêtés ou placés en détention, offrant ainsi des services consulaires et de gestion des urgences de haute qualité aux Canadiens qui travaillent, étudient, font du bénévolat ou voyagent à l'étranger, y compris ceux qui se trouvent dans des situations potentiellement vulnérables, comme les femmes, les enfants et les membres des communautés autochtones et 2ELGBTQI+. AMC a également apporté un soutien spécialisé dans plus de 60 cas complexes et à haut risque, et a contribué à assurer le retour en toute sécurité au Canada de personnes extrêmement vulnérables. En outre, le Ministère a étendu le traitement régional des demandes de passeport afin que davantage de bureaux à l'étranger puissent traiter efficacement ces demandes, ce qui a permis de réduire les délais et d'offrir un service plus rapide et plus uniforme aux Canadiens partout dans le monde;
- a mis en place un programme de consultation par les pairs et a amélioré la formation afin d'aider les membres du personnel de première ligne à gérer des situations complexes et très stressantes, ce qui contribue à rendre le programme consulaire plus responsable et plus résilient à l'échelle du réseau, tant au siège social qu'à l'étranger, et renforce les ressources mises à la disposition des employés pour la prestation de services consulaires axés sur la clientèle. AMC a également renforcé sa collaboration avec ses partenaires internationaux, notamment le Groupe des cinq et l'UE, afin d'améliorer la gestion des crises et de partager les pratiques exemplaires. En outre, le Ministère a veillé à ce que les Canadiens puissent bénéficier d'une assistance consulaire même là où la présence du Canada est limitée, en étendant son rayonnement grâce à des consuls honoraires, ainsi qu'à un accord sur le partage de services consulaires conclu avec l'Australie et couvrant 40 localités dans le monde, et dans le cadre d'arrangements conclus avec une puissance protectrice conclus avec l'Italie en Iran, la Roumanie en Syrie, la Suède en Corée du Nord et le Royaume-Uni au Venezuela;
- a agrandi le Centre de service à la clientèle de Washington D.C., afin de desservir les Canadiens aux États-Unis et dans les pays anglophones des Caraïbes, améliorant ainsi l'accès à un soutien rapide pour les demandes d'information en matière consulaire, de passeport et de citoyenneté. Les investissements dans des systèmes modernes, notamment la migration vers le nuage de la plateforme de gestion des dossiers du Ministère, ont renforcé la capacité de gestion des dossiers consulaires au Canada et dans l'ensemble du réseau des missions, en améliorant la fiabilité, la coordination et l'accès aux services consulaires pour les Canadiens.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 18 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 18 : Aperçu des ressources requises pour l'Aide aux Canadiens à l'étranger

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	91 259 259 $	86 530 898 $
Équivalents temps plein	489	557

L'onglet Finances de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui sont visées par cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

Dans le cadre de la modernisation, le programme consulaire s'efforce de renforcer la collecte de données et d'intégrer les considérations liées à l'approche de l'ACS Plus dans la conception et la prestation des services afin de mieux répondre aux besoins des Canadiens, tant au Canada qu'à l'étranger. Cela implique notamment de maintenir des canaux de service alternatifs bien définis, tels que le téléphone, le courriel et les rendez-vous en personne, afin de garantir à tous les clients un accès équitable aux services consulaires.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le tableau des renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus, classés par programme et par responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport d'AMC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans notre Stratégie ministérielle de développement durable.

Répertoire des programmes

La responsabilité essentielle Aide aux Canadiens à l'étranger est appuyée par les programmes suivants :

- Gestion des urgences, aide consulaire et services aux Canadiens à l'étranger

Des renseignements supplémentaires sur le répertoire des programmes relevant de la responsabilité essentielle Aide aux Canadiens à l'étranger se trouvent à l'onglet Résultats pour AMC dans l'InfoBase du GC.

Responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Dans la présente section

- Description
- Répercussions sur la qualité de vie
- Progrès à l'égard des résultats
- Renseignements sur les résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Priorités gouvernementales connexes
- Répertoire des programmes

Description

AMC gère et assure la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettant la présence du Canada à l'étranger, y compris par l'entremise d'ambassades, de hauts-commissariats et de consulats.

Répercussions sur la qualité de vie

Cette responsabilité essentielle contribue à l'indicateur « Paix et sécurité » et « Place du Canada dans le monde » dans le domaine de la « Saine gouvernance » du Cadre de qualité de vie pour le Canada.

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente le rendement du ministère par rapport à ses cibles pour chaque résultat ministériel lié à la responsabilité essentielle 5 : Soutien à la présence du Canada à l'étranger.

Le tableau 19 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « La saine gestion responsable et la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettent la présence du Canada à l'étranger » au cours des trois derniers exercices.

Tableau 19 : La saine gestion responsable et la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettent la présence du Canada à l'étranger.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Pourcentage d'organisations partenaires qui sont d'avis que les ressources, infrastructures et services offerts à l'étranger répondent à leurs besoins	75 %	31 mars 2026	2023-2024 : 73 % 2024-2025 : 67 % 2025-2026 : 69 %[8]
Pourcentage de la valeur de remplacement du portefeuille immobilier du Ministère consacrés à des travaux de réparation, d'entretien et de réfection	2 %	31 mars 2026	2023-2024 : 1 % 2024-2025 : 1,6 % 2025-2026 : 2 %
Pourcentage d'immeubles appartenant à la Couronne à l'étranger qui ont été jugés en bon ou en état acceptable, en fonction des catégories d'état qui figurent dans le Répertoire des biens immobiliers fédéraux	85 %	31 mars 2026	2023-2024 : 82 % 2024-2025 : 58 % 2025-2026 : 50 %[9]

Le tableau 20 présente la cible, la date d'atteinte de la cible et les résultats réels obtenus pour chaque indicateur lié à « Le personnel est en sécurité, les missions sont plus sécuritaires et les biens ainsi que les renseignements du gouvernement et de ses partenaires sont protégés » au cours des trois derniers exercices.

[8] La cible n'a pas été atteinte en raison des répercussions persistantes des changements apportés à la méthodologie de l'enquête, notamment la pondération égale des répondants et l'ajout d'une option de réponse neutre, qui ont été introduits après que les objectifs pour 2025-2026 eurent déjà été fixés.
[9] La cible n'a pas été atteinte car les budgets immobiliers sont restés globalement stables malgré la croissance du portefeuille et la hausse des coûts de construction, ce qui a entraîné un report des travaux d'entretien et de recapitalisation, ainsi qu'une transition progressive vers une approche plus rigoureuse et fondée sur des données probantes pour l'évaluation de l'état des bâtiments.

Tableau 20 : Le personnel est en sécurité, les missions sont plus sécuritaires et les biens ainsi que les renseignements du gouvernement et de ses partenaires sont protégés.

Indicateur de résultat ministériel	Cible	Date d'atteinte de la cible	Résultats réels
Proportion de mesures d'atténuation des risques pour la sécurité qui visent à réduire les principaux risques définis dans le Plan de sécurité ministériel et qui ont été mises en œuvre	75 %	31 mars 2026	2023-2024 : 69 % 2024-2025 : 75 % 2025-2026 : 76 %

L'onglet Résultats de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présente des renseignements supplémentaires sur les résultats et le rendement liés au répertoire de programmes du ministère.

Renseignements sur les résultats

La section suivante décrit les résultats obtenus relativement à Soutien à la présence du Canada à l'étranger en 2025-2026 par rapport aux résultats prévus dans le plan ministériel d'AMC pour l'exercice.

La saine gestion responsable et la prestation des ressources, de l'infrastructure et des services permettent la présence du Canada à l'étranger.

Résultats obtenus

AMC :

- a mis à jour et harmonisé les prestations médicales et d'assurance-vie destinées aux employés engagés localement dans 14 pays d'Amérique centrale, d'Asie et d'autres régions, notamment par la mise en œuvre d'un régime régional d'assurance-vie et d'assurance médicale en Amérique centrale dans huit pays, dans le cadre des efforts continus visant à moderniser les avantages sociaux et à renforcer la compétitivité du Canada en tant qu'employeur de choix pour le personnel qualifié à l'échelle mondiale;
- a élargi le mentorat, l'accompagnement et la formation ciblée visant à améliorer les aptitudes, les compétences et l'agilité des membres du personnel qui appuient la présence du Canada à l'étranger, tout en recourant davantage aux affectations temporaires pour assurer la continuité des opérations en période de demande accrue et d'intervention en cas de crise, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie relative à l'effectif des agents de gestion et des affaires consulaires de 2025 à 2030 visant à recruter, de retenir et de développer une main-d'œuvre diversifiée capable de faire fonctionner le réseau des missions du Canada face aux défis mondiaux;
- a mis en œuvre une nouvelle série de directives du Service extérieur qui a simplifié l'administration, accru la souplesse nécessaire pour faire face aux crises et aux situations de

réinstallation, et amélioré la cohérence dans la prise de décisions, ce qui renforce le soutien apporté aux employés et à leurs familles en poste à l'étranger et contribuant à assurer la dotation en personnel et le fonctionnement sécuritaires et efficaces des missions dans des environnements complexes et en constante évolution, au service des Canadiens et des intérêts du Canada à l'étranger;

- a déployé le modèle de mission virtuelle dans plus de 80 % des missions et a migré un système central de gestion des dossiers consulaires et des situations d'urgence vers une plateforme dans le nuage, modernisant ainsi les systèmes et outils numériques tout en renforçant la connectivité du réseau des missions ainsi que la fonctionnalité, la fiabilité et la résilience des opérations à l'étranger, en particulier en période de crise;
- a mis en place une plateforme sécurisée et moderne de collaboration et de gestion de l'information qui offrait aux membres du personnel de la mission un environnement centralisé leur permettant d'accéder et de partager des renseignements essentiels, ce qui a permis d'assurer une prestation de services et un soutien plus rapide et mieux coordonné aux Canadiens à l'étranger. Le Ministère a également procédé à des évaluations de sécurité des solutions de paie des ressources humaines destinées au personnel engagé localement dans les missions, conformément aux lois sur la protection de la vie privée et la localisation des données, ce qui a permis d'améliorer la prestation des services liés aux ressources humaines, à la sécurité et à la gestion de l'information;
- un accès amélioré aux données d'entreprise et une meilleure intégration de celles-ci entre les systèmes financiers, de ressources humaines et opérationnels, y compris l'utilisation des données logistiques pour améliorer les opérations d'entreposage et d'expédition, ce qui permet d'améliorer la qualité, la disponibilité et la fiabilité de l'information en vue d'une planification et d'une prise de décision fondée sur des données probantes, et de mieux harmoniser le réseau de missions du Canada avec priorités en constante évolution en matière de politique étrangère, de commerce et d'opérations. AMC a également renforcé le processus de gouvernance régissant l'examen de la représentation à l'étranger afin de mieux adapter les niveaux de représentation aux intérêts du Canada, qui évoluent et deviennent de plus en plus complexes;
- a lancé l'initiative de numérisation des ressources humaines, un modèle de prestation de services axé sur l'utilisateur qui favorise une expérience plus rapide et plus fluide pour les employés en améliorant l'efficacité et la fiabilité des processus de ressources humaines grâce à l'automatisation des flux de travail, à la gestion structurée des données et à la prestation de services numériques;
- a amélioré l'efficacité des services de soutien en matière de ressources humaines dans les missions en mettant au point un nouvel outil de cartographie organisationnelle intégrant les données relatives aux ressources humaines des employés recrutés sur place et employés canadiens, afin de rationaliser la planification et la production de rapports. Le Ministère a également mis en place un robot conversationnel consacré à l'examen exhaustif des dépenses afin d'améliorer l'accès à l'information sur l'ajustement de l'effectif et de rationaliser la

diffusion des directives en matière de politique des ressources humaines à l'intention des membres des employés canadiens dans les missions;

- a fait progresser son Plan d'apprentissage et de perfectionnement de 2025 à 2027 en offrant des formations ciblées en compétences liées au leadership, au numérique, aux politiques, et essentielles à la mission, favorisant ainsi le perfectionnement des employés et l'efficacité opérationnelle à l'administration centrale et dans les missions à l'étranger, tout en réorientant son programme d'études pour répondre aux besoins de formation en matière économique, en modernisant l'apprentissage grâce à des innovations en IA, en renforçant les compétences en langues étrangères et en centralisant la formation en langues officielles;
- a réalisé 27 vérifications énergétiques, hydriques et de gestion des déchets, mené 3 évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité, et obtenu ou renouvelé 9 certifications en matière de construction écologique et de développement durable dans les missions à l'étranger. Le Ministère a également mis en œuvre des projets ciblés en matière d'efficacité énergétique, d'énergies renouvelables et de réduction des déchets, dans le cadre de son Cadre stratégique de développement durable pour les missions du Canada, ce qui lui a permis de réduire davantage son empreinte environnementale, de renforcer la résilience de ses actifs et d'améliorer l'efficacité énergétique de ses activités à l'étranger;
- a collaboré avec ses homologues canadiens des secteurs de la sécurité et de l'application de la loi afin d'évaluer et de mettre à l'essai des matériaux et des techniques de construction à faibles émissions de carbone dans le cadre de projets d'infrastructure liés à la sécurité. Le Ministère a également intégré des solutions de microréseaux et d'énergie solaire à l'ensemble de son réseau de missions et a élaboré une stratégie de transition écologique visant à remplacer son parc de véhicules à essence, à promouvoir les achats écologiques et à renforcer la résilience énergétique de ses opérations à l'étranger.

Le personnel est en sécurité, les missions sont plus sécuritaires et les biens ainsi que les renseignements du gouvernement et de ses partenaires sont protégés.

Résultats obtenus

AMC :

- a approuvé de nouvelles priorités stratégiques visant à moderniser et à renforcer l'accès aux soins de santé et au soutien connexe pour les employés à l'étranger, notamment grâce à l'amélioration des procédures d'évacuation médicale, de l'accès aux soins d'urgence, de la préparation en matière de santé en voyage et des évaluations médicales, jetant ainsi les bases d'un soutien sanitaire plus cohérent et mieux adapté aux risques dans les missions. Le Ministère a également élargi la portée des séances de sensibilisation préalables à l'affectation destinées aux membres du personnel affectés dans des milieux à haut risque ou difficiles, ainsi qu'à leurs personnes à charge, et a continué de défendre leurs intérêts afin de répondre aux préoccupations individuelles et systémiques liées aux prestations de santé;

- a appuyé la migration sécurisée de systèmes sensibles vers les nouveaux centres de données gouvernementaux gérés par Services partagés Canada; a également examiné et mis à jour la sécurité des réseaux, notamment en menant des inspections de cybersécurité dans 15 missions et en réalisant 13 évaluations des cybermenaces propres à chaque pays, ce qui a contribué à garantir l'intégrité des réseaux classifiés et à renforcer la capacité des missions à cerner les vulnérabilités et à y remédier;
- a renforcé la capacité du Ministère à détecter les cybermenaces et à y faire face, ce qui a permis de réduire de 39 % les délais d'intervention par rapport à l'année précédente. AMC a également mis à jour sa formation obligatoire en cybersécurité afin d'améliorer la capacité des employés à reconnaître les cyberrisques et à y réagir; elle a mené des simulations ciblées d'hameçonnage pour sensibiliser davantage aux tactiques d'attaque réelles; et elle a renforcé les mécanismes régissant le classement et le transfert des renseignements sensibles, modernisant ainsi les capacités de cyberdéfense et renforçant la résilience face aux menaces de cybersécurité pesant sur la population, les renseignements et les infrastructures canadiennes à l'étranger;
- a intégré la gestion des risques liés à la cybersécurité dans les principales initiatives de modernisation numérique afin de réduire les menaces, ce qui a permis l'approbation de 65 systèmes numériques nouveaux ou modernisés en vue de leur mise en service, dans le cadre de la mise en œuvre continue du Plan d'investissement ministériel en matière de sécurité triennal d'AMC visant à renforcer la gouvernance et l'établissement des priorités des investissements en sécurité face aux vulnérabilités identifiées;
- a installé 20 systèmes de gestion vidéo pour les missions, mené à bien 37 projets d'entretien de systèmes de télévision en circuit fermé, modernisé 20 systèmes de sécurité électroniques et 10 réseaux radio sécurisés, et livré huit véhicules blindés, 27 dispositifs de suivi par satellite et 19 appareils à rayons X afin de renforcer la sécurité et la préparation du personnel de la mission et d'améliorer le contrôle d'accès dans les environnements à haut risque. Le Ministère a également mis en place le Cadre de mise en œuvre de la mission, qui a permis à ces dernières de mener à bien, de manière autonome, 45 projets liés à la sécurité, accélérant ainsi les améliorations dans des environnements opérationnels difficiles et faisant progresser l'initiative décennale relative au devoir de diligence grâce à une réduction significative des risques liés à la sécurité physique et à un renforcement de la protection et de la résilience opérationnelle.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 21 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 21 : Aperçu des ressources requises pour le Soutien à la présence du Canada à l'étranger

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	1 401 936 266 $	1 503 925 917 $

Ressources	Prévues	Réelles
Équivalents temps plein	4 719	4 800

L'onglet Finances de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Priorités gouvernementales connexes

La présente section fait état des priorités gouvernementales qui sont visées par cette responsabilité essentielle.

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus)

Une optique de l'ACS Plus (équité, accessibilité et inclusion) est appliquée pour orienter la conception et l'aménagement des espaces de réception dans les résidences officielles des ambassadeurs et à l'ambassade, afin de garantir l'équité et de refléter la diversité du Canada auprès des visiteurs et des employés. Grâce à des initiatives telles que le programme de la Collection des arts visuels, ces espaces contribuent à refléter la diversité de la population et des valeurs du Canada, ce qui renforce l'image du pays sur la scène internationale.

Pour en savoir plus, veuillez consulter le tableau des renseignements supplémentaires sur l'ACS Plus, classés par programme et par responsabilité essentielle.

Programme de développement durable à l'horizon 2030 et Objectifs de développement durable des Nations Unies

Vous trouverez de plus amples renseignements sur l'apport d'AMC au Plan de mise en œuvre fédéral du Canada pour le Programme 2030 et à la Stratégie fédérale de développement durable se trouvent dans notre Stratégie ministérielle de développement durable.

Répertoire des programmes

Le Soutien à la présence du Canada à l'étranger est appuyé par les programmes suivants :

- Plateforme internationale
- Personnel des missions

Des renseignements supplémentaires sur le répertoire des programmes pour la responsabilité essentielle Soutien à la présence du Canada à l'étranger se trouvent à l'onglet Résultats pour AMC dans l'InfoBase du GC.

Services internes

Dans la présente section

- Description
- Progrès à l'égard des résultats
- Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus
- Principaux risques en 2025-2026
- Processus de risque et de conformité
- Intelligence artificielle
- Marchés attribués à des entreprises autochtones

Description

Les services internes désignent les activités et les ressources qui aident un ministère à s'acquitter de ses obligations ministérielles et à exécuter ses programmes. Les dix catégories de services internes sont les suivantes :

- services de gestion des acquisitions
- services de communications
- services de gestion des finances
- services de gestion des ressources humaines
- services de gestion de l'information
- services des technologies de l'information
- services juridiques
- services de gestion du matériel
- services de gestion et de surveillance
- services de gestion des biens immobiliers

Progrès à l'égard des résultats

Cette section présente les mesures prises par le ministère pour atteindre les résultats et les cibles en ce qui a trait aux services internes.

En 2025-2026, des résultats concrets ont été obtenus dans les cinq piliers du Plan de mise en œuvre de la transformation, grâce au rôle central joué par les services internes dans l'avancement du programme de transformation d'AMC. Ces réalisations témoignent de l'engagement d'AMC à devenir une organisation plus agile, plus inclusive et plus performante.

1. **Notre culture organisationnelle :** Mise en œuvre de la deuxième phase de la restructuration organisationnelle, qui vise à consolider les services centraux; à améliorer la souplesse organisationnelle grâce à une réaffectation plus efficace et plus rapide des ressources afin de répondre aux priorités et aux pressions émergentes; et à renforcer les réseaux de connaissances à l'échelle de l'organisation :
    - AMC a continué d'intégrer l'énoncé servant de boussole dans toutes les pratiques ministérielles. Le Ministère a également renforcé sa gouvernance grâce à la mise en œuvre

intégrale de son modèle organisationnel remanié, notamment par le biais du Conseil des chefs de mission et du Conseil consultatif des employés. Au cours de sa première année d'existence, le canal de dissidence d'AMC a démontré que ce mécanisme remplissait bien l'objectif en contribuant à instaurer une culture organisationnelle plus ouverte et plus participative.
- Le Ministère a continué de faire progresser l'équité, la diversité et l'inclusion grâce à la mise en œuvre du Plan d'action en matière d'accessibilité (2023 à 2025) et du Plan d'action sur l'équité, la diversité et l'inclusion (2024 à 2027). AMC a adopté le nouveau Passeport pour l'accessibilité en milieu de travail du gouvernement du Canada afin de simplifier la mise en place d'aménagements en milieu de travail. L'Unité de réconciliation et le Cercle de la réconciliation, composés de représentants de toutes les divisions, ont favorisé l'intégration des perspectives autochtones dans l'ensemble des secteurs d'activité.

2. **Notre équipe :** Mieux outiller les chefs de mission et renforcer les capacités organisationnelles d'intervention d'urgence.
   - AMC a mis sur pied le Service de soutien à la carrière afin d'accompagner les employés dans leur parcours professionnel et d'aider les gestionnaires à soutenir leurs équipes. Le Ministère a lancé une nouvelle plateforme interne, Connexion Emploi, afin de permettre aux employés de trouver et de postuler facilement à des postes vacants au sein du Ministère, tout en aidant les gestionnaires à recruter rapidement de nouveaux talents.
   - Le Ministère a maintenu le taux de dotation de son bassin de personnel du service extérieur à des niveaux élevés (environ 95 %).

3. **Notre présence mondiale :** Mettre en place des outils de gouvernance et de gestion des données afin de permettre l'ajustement de la présence du Canada à l'étranger, où et quand cela est nécessaire, pour mieux l'harmoniser avec les intérêts du pays :
   - L'Outil d'évaluation de la présence mondiale est un indice composite qui permet d'évaluer, en se fondant sur des données probantes, l'importance relative des pays par rapport aux intérêts nationaux du Canada. Il a appuyé plusieurs exercices d'examen de la présence du Ministère et a contribué à éclairer les décisions stratégiques concernant l'affectation des ressources à l'étranger.

4. **Notre politique :** Renforcer les efforts de sensibilisation et d'engagement externes menés par le Pôle ouvert d'analyse du Ministère, qui vise à établir des liens entre l'élaboration des politiques du Ministère et les experts et partenaires, et améliorer la capacité du Ministère à diriger et à soutenir des interventions pangouvernementales face à des crises géopolitiques complexes et de longue durée :
   - Le Pôle ouvert d'analyse a continué d'approfondir ses relations avec les intervenants externes et de produire des analyses transversales sur les enjeux qui déterminent les priorités stratégiques du Canada. Au cours de sa deuxième année d'existence, le Pôle a organisé 48 événements axés sur les politiques, qui ont attiré plus de 11 000 participants et mobilisé 213 experts externes; 4 voyages de sensibilisation et d'engagement au Canada, auxquels ont pris part plus de 100 universitaires; 22 rapports d'analyse stratégique; ainsi que 8 publications rédigées par des chercheurs invités et des boursiers de recherche d'AMC. Les Journées d'analyses ouvertes 2025, une série d'événements phares d'une

durée de 2 semaines, ont réuni environ 3 500 employés de l'ensemble du Ministère (soit 2 fois plus que lors de l'édition de 2024) et 302 invités externes, dont 63 experts canadiens et internationaux issus d'un large éventail de disciplines, afin d'examiner le positionnement stratégique du Canada dans un contexte mondial en rapide évolution.
- Le Ministère a lancé le Manuel de gestion des crises complexes afin d'appuyer les équipes et de leur fournir des conseils pratiques, des outils et des modèles leur permettant de réagir efficacement aux crises géopolitiques complexes.

5. **Nos processus et outils d'évaluation :** Éliminer les cloisonnements tout en réduisant les fardeaux bureaucratiques :
   - AMC a lancé un nouvel outil (Scriba), qui a permis de rationaliser la gestion de la correspondance des ministres et des sous-ministres ainsi que des recommandations relatives aux événements. Le Ministère a également mis en place une nouvelle plateforme intégrée de subventions et de contributions (Impleo), développée en collaboration avec des partenaires, afin d'assurer une mise en œuvre des programmes plus rapide, plus efficace et plus fiable. La mise en œuvre de la plateforme de gestion de l'information Sphere était réalisée à environ 75 % en mars 2026.
   - Le Ministère a favorisé l'utilisation de l'IA et de l'analyse de données grâce à l'élaboration d'une stratégie et d'une feuille de route en matière d'IA. Le Ministère a également mis sur pied le laboratoire d'innovation en IA afin de permettre aux membres du personnel de tester rapidement et en toute sécurité les nouveaux outils d'IA. Le Ministère a lancé plusieurs robots conversationnels fondés sur l'IA, dont un assistant destiné au grand public sur le nouveau site Web du Service des délégués commerciaux. AMC a également pris part au projet pilote CANChat, mené par Services partagés Canada.

Ressources nécessaires pour obtenir les résultats prévus

Le tableau 22 fournit un résumé des dépenses prévues et réelles et des équivalents temps plein (ETP) requis pour obtenir ces résultats.

Tableau 22 : Ressources requises pour les services internes en 2025-2026

Ressources	Prévues	Réelles
Dépenses	420 825 439 $	409 091 938 $
Équivalents temps plein	1 956	1 975

L'onglet Finances de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC et l'onglet Personnel de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC présentent des renseignements exhaustifs sur les ressources financières et humaines en ce qui concerne le répertoire des programmes du ministère.

Principaux risques en 2025-2026

Au cours des dernières années, le contexte mondial a été marqué par une série d'événements importants et imprévus, qui ont posé des défis nouveaux et complexes à AMC et à ses missions à l'étranger. Ces risques sont souvent interdépendants et peuvent évoluer rapidement, ce qui rend

leur gestion plus difficile. Pour y remédier, il faut déployer des efforts soutenus et coordonnés à l'échelle du Ministère. Face à ce contexte en constante évolution, AMC a continué de renforcer son approche en matière de gestion des risques, en mettant l'accent sur des priorités claires et une prise de décision rapide.

Au cours de la période visée par le rapport 2025-2026, AMC a continué de gérer ses principaux risques stratégiques en s'appuyant sur des cadres établis, tels qu'ils sont déterminés dans son profil de risque d'entreprise pour la période 2024 à 2026 :

Risque 1 : Santé, sécurité et bien-être

- La pression exercée sur la main-d'œuvre pour qu'elle s'adapte en permanence au changement et à l'augmentation de la charge de travail pourrait nuire à la santé, à la sécurité ou au bien-être des employés, à leur fidélisation ou à l'objectif stratégique visant à devenir un employeur de choix.

Risque 2 : Politiques, programmes et prestation de services

- Les limites liées aux prévisions, à l'anticipation des risques, à la réaffectation des ressources et à la prise de décisions impliquant des compromis entre les différents portefeuilles, combinées aux hausses de coûts prévues pour les années à venir et aux pressions financières croissantes, pourraient nuire à la capacité d'AMC à s'acquitter efficacement de son mandat.

Risque 3 : Dotation et maintien en poste

- Les défis liés à la dotation en personnel et à la rétention des employés, à la gestion du rendement et des talents, ainsi qu'à la formation et au perfectionnement peuvent nuire à la productivité et au rendement, ainsi qu'à la capacité d'AMC d'être une organisation équitable et inclusive qui soutient son effectif.

Risque 4 : Sécurité et résilience cybernétiques et numériques

- L'évolution constante du paysage de la cybersécurité et l'adoption rapide d'outils numériques modernes pourraient accroître les vulnérabilités cybernétiques et nuire à la capacité de réaction du Ministère.

Risque 5 : Infrastructure de technologie de l'information

- L'infrastructure de technologie de l'information du Ministère pourrait ne pas être suffisante pour soutenir le fonctionnement efficace du gouvernement du Canada à l'étranger ou à l'administration centrale.

Risque 6 : Gestion et sécurité des biens immobiliers et des actifs

- Les pressions financières actuelles et les investissements croissants nécessaires à l'entretien et/ou à la recapitalisation des immeubles d'AMC pourraient nuire à la viabilité

de son réseau missionnaire et avoir des répercussions sur ses obligations en matière de devoir de diligence.

En s'appuyant sur ces bases, le Ministère élabore actuellement son profil de risque d'entreprise pour la période de 2026 à 2028 afin de mieux refléter l'évolution de la situation internationale et de renforcer la coordination avec la gestion des risques opérationnels dans le cadre du Processus de risque et de conformité. Cela permettra d'adopter une approche mieux coordonnée, plus souple, plus pratique et plus efficace pour cerner, surveiller et atténuer les risques à l'échelle du Ministère.

Processus de risque et de conformité

Le processus de risque et de conformité (PRC) est une autoévaluation conçue pour aider les administrateurs généraux et administratrices générales à vérifier que des pratiques et des mesures de contrôle sont en place pour leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités au titre de la loi et des politiques du Conseil du Trésor, ainsi que de gérer efficacement les risques dans leur organisation.

En 2025-2026, AMC a procédé à une autoévaluation dans le cadre du PRC.

Les résultats de l'évaluation de la conformité indiquent qu'AMC a fait preuve d'un niveau élevé de maturité dans plusieurs domaines clés, notamment la gestion financière, les subventions et les contributions, l'approvisionnement, certains aspects liés aux biens immobiliers, certains aspects liés à la sécurité et la technologie. La gouvernance financière s'est distinguée par une note de maturité très élevée, ce qui témoigne d'une surveillance rigoureuse, d'une gestion responsable et de l'intégration de la gestion financière dans les processus décisionnels du Ministère. L'approvisionnement a également fait preuve d'un haut degré de maturité dans tous les domaines évalués, ce qui témoigne d'une fonction bien établie, cohérente et fiable, qui répond efficacement aux besoins opérationnels. La sécurité a affiché une solide performance globale, soutenue par de solides pratiques de gouvernance et des processus efficaces de gestion des incidents.

Des axes d'amélioration ont été cernés afin de renforcer davantage les pratiques de gestion, notamment : achever l'inventaire des données ministérielles pour soutenir les opérations, la prestation de services et la prise de décision; améliorer la rapidité d'exécution des ententes de rendement et le respect des formations obligatoires; mener des analyses afin d'établir des taux de réinvestissement actualisés et des cibles réalistes concernant l'état des actifs pour favoriser une gestion durable de ceux-ci; mettre à jour le manuel de sécurité ministériel et accroître la participation aux formations en matière de sécurité et de cybersécurité; et cerner les facteurs de risque qui contribuent au harcèlement, à la violence et à la discrimination en milieu de travail.

Les résultats de l'analyse des risques indiquent que plusieurs domaines présentent actuellement un faible risque résiduel, notamment la gestion financière, la gestion du rendement et certains aspects de la gestion immobilière. En revanche, le risque résiduel demeure élevé dans des domaines clés, notamment les données, la prestation de services, la technologie et certains aspects de la gestion immobilière. Des mesures d'atténuation sont actuellement mises en œuvre

pour remédier à ces zones à haut risque et pour réduire davantage le risque résiduel au fil du temps.

Intelligence artificielle

En 2025-2026, AMC a favorisé l'utilisation responsable de l'IA afin d'accroître la productivité, d'améliorer la prestation des services et de soutenir son mandat. Le Ministère s'est attaché à mettre en œuvre certaines solutions fondées sur l'IA, à mobiliser les employés afin de déterminer des occasions concrètes d'utiliser l'IA pour faciliter leur travail, et à établir les bases nécessaires en matière de gouvernance et de données pour exploiter pleinement le potentiel de l'IA.

Afin d'accroître la productivité, AMC a testé et mis au point des outils fondés sur l'IA destinés à faciliter les tâches intellectuelles à grand volume au sein de l'organisation, notamment la rédaction, la synthèse, l'aide à la traduction, l'analyse de documents et la recherche. Cela comprenait notamment, dans le cadre du laboratoire d'innovation en IA, des travaux portant sur des produits d'information fondés sur l'IA et des outils d'aide à la révision visant à réduire le temps consacré à la recherche manuelle et à la rédaction, à raccourcir les cycles de révision et à permettre aux employés de consacrer davantage d'efforts à l'analyse stratégique, à l'élaboration de politiques et à l'aide à la prise de décision. Leur valeur et leur incidence ont été évaluées à l'aide d'indicateurs d'adoption, des commentaires des utilisateurs, des réductions prévues de la charge de travail manuel et des mesures de productivité prévues pour les flux de travail de préparation des séances d'information fondés sur l'IA.

Afin d'améliorer la prestation de services, AMC a mis en place, en février 2026, l'assistante virtuelle Eva, alimentée par l'IA et destinée au grand public, pour le Service des délégués commerciaux. Eva aide les entreprises canadiennes à trouver des réponses aux questions fréquemment posées, à obtenir des renseignements sur les services offerts et à bénéficier de conseils utiles pour exercer leurs activités sur les marchés étrangers. Cette utilisation propre au programme facilite l'accès des clients aux renseignements fournis par le Service des délégués commerciaux et aide les entreprises canadiennes à s'y retrouver plus efficacement parmi les services offerts. AMC a également fait progresser les fonctionnalités d'IA et d'automatisation grâce à l'initiative de transformation des subventions et des contributions et à la nouvelle plateforme Impleo qui comprennent notamment une automatisation renforcée; une collecte, une analyse et une agrégation améliorées des données; des évaluations perfectionnées; un portail destiné aux partenaires pour les occasions de financement; ainsi que des projets pilotes visant à réduire la saisie manuelle de données, à soutenir les responsables d'équipes de projet et à améliorer la qualité des données. Ces efforts ont permis d'assurer une prestation plus efficace des programmes, une gestion plus rigoureuse des risques et des résultats, ainsi qu'une amélioration des services offerts aux clients et aux partenaires. Ils ont également contribué à la réalisation du mandat en renforçant la capacité d'AMC à soutenir les entreprises canadiennes et à gérer les programmes de subventions et de contributions. La valeur et l'incidence ont été évaluées à l'aide d'indicateurs d'efficacité des services, d'améliorations de la qualité des données, d'une réduction des tâches manuelles et des commentaires des utilisateurs et des secteurs d'activité concernés.

Au-delà de la productivité et de la prestation de services, AMC a également développé des cas d'utilisation de l'IA qui ont soutenu l'élaboration des politiques internationales, les opérations et la prise de décisions au sein de l'entreprise. Il s'agissait notamment d'outils de recherche, de synthèse, d'analyse, d'assistance virtuelle et de gestion des flux de travail fondés sur l'IA, conçus pour aider les employés à accéder à de l'information fiable, à dégager des perspectives et à faciliter la formulation de conseils et la prise de décisions en temps opportun. Bien que certaines initiatives étaient liées à des secteurs d'activité précis, d'autres visaient à soutenir plusieurs secteurs du Ministère. Ces initiatives ont également contribué à améliorer la productivité et la prestation des services en facilitant l'accès à l'information, en facilitant l'analyse et en réduisant le travail manuel. Leur valeur a été évaluée en fonction de leur alignement avec les priorités ministérielles, d'un examen de la gouvernance, de leur mise en œuvre, des commentaires des utilisateurs, de la gestion des risques et des avantages opérationnels attendus.

Afin de préparer son personnel et son organisation à une adoption plus généralisée de l'IA, AMC a renforcé les fondements des bases de données d'entreprise, de gestion de l'information, de technologies, de sécurité et de main-d'œuvre, indispensables pour déployer efficacement l'IA à grande échelle. Le Ministère a mis en place des environnements infonuagiques sécurisés et évolutifs pour les charges de travail liées à l'IA et a examiné comment l'IA pourrait soutenir son projet de modernisation de la gestion de l'information, Sphere, en améliorant la collaboration sécurisée, l'acquisition de connaissances et les méthodes de travail numériques. Il a également poursuivi ses travaux sur la gouvernance des données, notamment l'élaboration d'un projet de directive sur les données et d'un guide d'accompagnement rédigé en langage clair, d'un projet de directive sur le partage des données, de modèles normalisés de partage des données, ainsi que d'un registre des ententes de partage de données et d'information. AMC a publié sa Directive sur l'utilisation de l'intelligence artificielle au sein d'AMC et sa Politique sur l'utilisation responsable de l'IA au sein d'AMC, ce qui établit un cadre officiel pour une adoption de l'IA encadrée et axée sur la valeur. Le Ministère a également favorisé la sensibilisation des employés et la gestion du changement grâce aux Causeries sur l'IA, à la passerelle de l'IA, au réseau de championnes et champions de l'IA et à des activités d'apprentissage de type marathon de programmation. Ensemble, ces efforts ont contribué à mettre en place les conditions nécessaires en matière de gouvernance, de données, de sécurité, de gestion de l'information et de main-d'œuvre pour déployer efficacement l'IA à l'échelle du Ministère.

Marchés attribués à des entreprises autochtones

Chaque exercice, les ministères du gouvernement du Canada doivent attribuer au moins 5 % de la valeur totale des marchés à des entreprises autochtones.

Comme le montre le tableau 23, AMC a attribué 4,25 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones pour l'exercice.

Tableau 23 : Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones

Indicateur de rendement lié à l'attribution de marchés	Résultats 2025-2026
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones (A)	14 596 936,85 $
Valeur totale des marchés attribués à des entreprises autochtones et non autochtones (B)	659 488 422,82 $
Valeur des exceptions approuvées par l'administration générale (C)	315 670 587,63 $
Pourcentage de marchés attribués à des entreprises autochtones [A ÷ (B – C) × 100]	4,25 %

Remarques

Aux fins de la cible minimale de 5 %, Services aux Autochtones Canada définit les « entreprises autochtones » comme suit :

- une entreprise dont le propriétaire-exploitant est un Aîné ou une Aînée, un conseil de bande ou un conseil tribal;
- une entreprise inscrite au Répertoire des entreprises autochtones du gouvernement du Canada;
- une entreprise inscrite sur une liste d'entreprises bénéficiaires d'un traité moderne.

Le terme « marché » désigne un accord contraignant portant sur l'acquisition d'un bien, d'un service ou d'une construction, à l'exclusion des baux immobiliers. Il comprend les avenants aux marchés et les marchés conclus au moyen de cartes d'achat d'une valeur supérieure à 10 000,00 $.

Dans son plan ministériel 2026-2027, AMC prévoyait que, d'ici la fin de l'exercice 2025-2026, il aurait attribué 5 % de la valeur totale de ses marchés à des entreprises autochtones. Bien que la valeur des contrats attribués à des entreprises détenues et dirigées par des Autochtones est passée de 14,4 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2024-2025 à 14,6 millions de dollars au cours de l'exercice financier 2025-2026, le taux d'approvisionnement auprès des Autochtones a reculé, passant de 5,06 % à 4,25 %. Ce résultat était inférieur à la cible de 5 % fixé par le gouvernement du Canada pour l'exercice financier 2025-2026. Cela s'explique principalement par le fait que la valeur de l'approvisionnement admissible sur le marché intérieur a augmenté à un rythme nettement plus rapide, sous l'effet notamment d'une forte hausse des dépenses consacrées aux services d'architecture, ce qui a considérablement élargi la base nationale d'approvisionnement admissible d'AMC. En outre, plusieurs catégories de dépenses importantes qui figuraient parmi les principaux postes de dépenses du Ministère en 2025-2026 ont affiché une participation autochtone limitée, voire nulle.

Afin de souligner l'importance de réserver une part de l'approvisionnement aux entreprises autochtones, AMC a élaboré une fiche d'information sur les aspects liés aux Autochtones dans le cadre de l'approvisionnement. Cette fiche d'information visait à aider les clients et les agents d'approvisionnement à promouvoir la réserve réservée aux Autochtones et à l'appliquer efficacement dans le cadre du processus d'approvisionnement. L'importance d'atteindre, voire de dépasser, la cible de 5 % de la valeur totale des contrats attribués par le Ministère à des entreprises autochtones a également été communiquée et mise en avant par le biais de messages internes au sein du Ministère.

Les gestionnaires de centres de fonds ont été invités à envisager d'accorder 5 % de leur budget d'approvisionnement fiscal à l'approvisionnement auprès d'entreprises autochtones et d'acheter toutes les fournitures de bureau auprès d'une offre permanente d'une entreprise autochtone. Les propriétaires d'entreprises et les chargés de projet ont été invités à collaborer avec les responsables de l'approvisionnement afin de réserver volontairement certaines exigences relatives aux biens et services à la concurrence des entreprises autochtones, dans le cadre de la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, et à recenser les capacités de ces entreprises à l'aide du Répertoire des entreprises autochtones.

AMC continuera de collaborer avec les responsables des achats et les propriétaires d'entreprises afin de cerner de nouvelles occasions d'approvisionnement auprès des Autochtones, dans le but d'atteindre, voire de dépasser, la cible de 5 % fixé par le gouvernement du Canada pour le prochain exercice financier.

Dépenses et ressources humaines

Dans la présente section

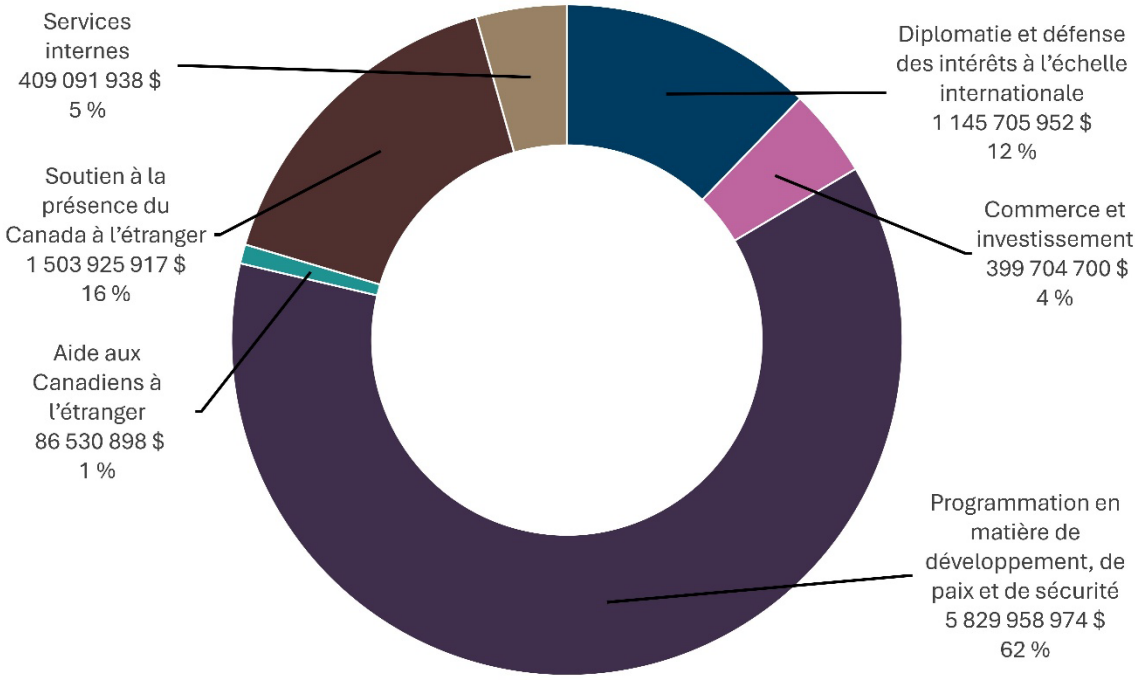
- Dépenses
- Financement
- Faits saillants des états financiers
- Ressources humaines

Dépenses

Cette section présente un aperçu des dépenses réelles et prévues du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Le figure 1 montre les dépenses engagées par le ministère en 2025-2026 pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Figure 1 : Dépenses réelles par responsabilité essentielle en 2025-2026



Version textuelle de la figure 1

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses réelles pour 2025-2026	Pourcentage
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	1 145 705 952 $	12 %
Commerce et investissement	399 704 700 $	4 %
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	5 829 958 974 $	62 %
Aide aux Canadiens à l'étranger	86 530 898 $	1 %
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 503 925 917 $	16 %
Total partiel	**8 965 826 441 $**	**95 %**
Services internes	409 091 938 $	5 %
Total	**9 374 918 379 $**	**100 %**

Analyse des dépenses réelles par responsabilité essentielle

En 2025-2026, AMC a dépensé un total de 9,37 milliards de dollars, dont la majeure partie a été consacrée à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration des perspectives pour les populations du monde entier, au soulagement des souffrances liées aux crises humanitaires et à la promotion de la paix et de la sécurité, et a ainsi contribué à la réalisation des Objectifs de développement durable. Des ressources financières supplémentaires importantes ont été affectées à la gestion et à la mise à disposition des ressources, des infrastructures et des services nécessaires à la présence du Canada à l'étranger, notamment dans les ambassades, les hauts-commissariats et les consulats.

Sommaire du rendement budgétaire

Le tableau 24 montre l'argent qu'AMC a dépensé au cours des trois derniers exercices pour s'acquitter de ses responsabilités essentielles et assurer la prestation de ses services internes.

Tableau 24 : Dépenses réelles de trois exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Budget principal des dépenses 2025-2026	Autorisations totales pouvant être utilisées pour 2025-2026	Dépenses réelles de trois exercices (autorisations utilisées)
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	1 167 720 957	1 295 171 661	• 2023-24 : 1 006 668 770 • 2024-25 : 1 076 218 617 • 2025-26 : 1 145 705 952
Commerce et investissement	375 424 770	429 014 192	• 2023-24 : 380 255 841 • 2024-25 : 377 020 446 • 2025-26 : 399 704 700
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	4 979 923 384	6 040 600 651	• 2023-24 : 5 368 772 391 • 2024-25 : 5 765 194 457 • 2025-26 : 5 829 958 974
Aide aux Canadiens à l'étranger	91 259 259	110 118 917	• 2023-24 : 85 977 299 • 2024-25 : 115 256 540 • 2025-26 : 86 530 898
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	1 401 936 266	1 569 083 469	• 2023-24 : 1 229 035 508 • 2024-25 : 1 327 570 601 • 2025-26 : 1 503 925 917
Total partiel	**8 016 264 636**	**9 443 988 890**	• **2023-24 : 8 070 709 809** • **2024-25 : 8 661 260 661** • **2025-26 : 8 965 826 441**
Services internes	420 825 439	476 945 619	• 2023-24 : 387 369 490 • 2024-25 : 382 830 082 • 2025-26 : 409 091 938
Total	**8 437 090 075**	**9 920 934 509**	• **2023-24 : 8 458 079 299** • **2024-25 : 9 044 090 743** • **2025-26 : 9 374 918 379**

Analyse des dépenses des trois derniers exercices

De 2023-2024 à 2025-2026, les dépenses d'AMC ont augmenté de 916,8 millions de dollars (11 %).

Cette augmentation tient compte de la mise en œuvre de l'engagement du Canada en matière de financement international de la lutte contre les changements climatiques pour la période de 2021 à 2026, qui vise à aider les pays en développement à parvenir à une croissance économique plus propre, à opérer une transition vers des systèmes agricoles et alimentaires plus durables et à bâtir des économies résilientes face aux changements climatiques qui protègent la nature.

Cette augmentation comprend également des fonds supplémentaires destinés à l'aide humanitaire internationale, qui ont permis au Canada de répondre aux besoins humanitaires croissants en fournissant une aide d'urgence en argent ou en denrées alimentaires, des soins de santé (y compris des services de santé sexuelle et reproductive), des services de protection pour les personnes exposées à la violence fondée sur le genre, ainsi que l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène.

L'onglet Finances de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC fournit davantage de renseignements financiers sur les exercices précédents.

Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

Le tableau 25 présente les dépenses prévues d'AMC au cours des trois prochains exercices relativement à ses responsabilités essentielles et à ses services internes. Le Cadre ministériel des résultats d'AMC a été révisé en 2026-2027, notamment par le passage de cinq responsabilités essentielles à deux responsabilités essentielles, comme l'illustrent les tableaux 25 et 30.

Tableau 25 : Dépenses prévues au cours des trois prochains exercices pour les responsabilités essentielles et les services internes (en dollars)

Responsabilités essentielles et services internes	Dépenses prévues 2026-2027	Dépenses prévues 2027-2028	Dépenses prévues 2028-2029
Promouvoir les intérêts du Canada et relever les défis mondiaux	5 278 584 983	5 120 931 169	4 868 466 221
Aider les Canadiens à l'étranger et soutenir la présence du Canada à l'étranger	1 527 952 573	1 437 681 711	1 316 828 889
Total partiel	**6 806 537 556**	**6 558 612 880**	**6 185 295 110**
Services internes	417 583 266	404 014 335	370 005 105
Total	**7 224 120 822**	**6 962 627 215**	**6 555 300 215**

Analyse des dépenses prévues au cours des trois prochains exercices

De 2026-2027 à 2028-2029, les dépenses prévues par AMC devraient diminuer de 669 millions de dollars (-9 %). Cette baisse est principalement attribuable à la réduction des fonds découlant de l'examen exhaustif des dépenses, notamment aux compressions touchant l'initiative relative au devoir de diligence visant à protéger le personnel des missions canadiennes à l'étranger grâce à des améliorations des infrastructures, à une meilleure préparation des missions et à un renforcement de la sécurité de l'information. Cette baisse reflète également une diminution des réinvestissements provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers.

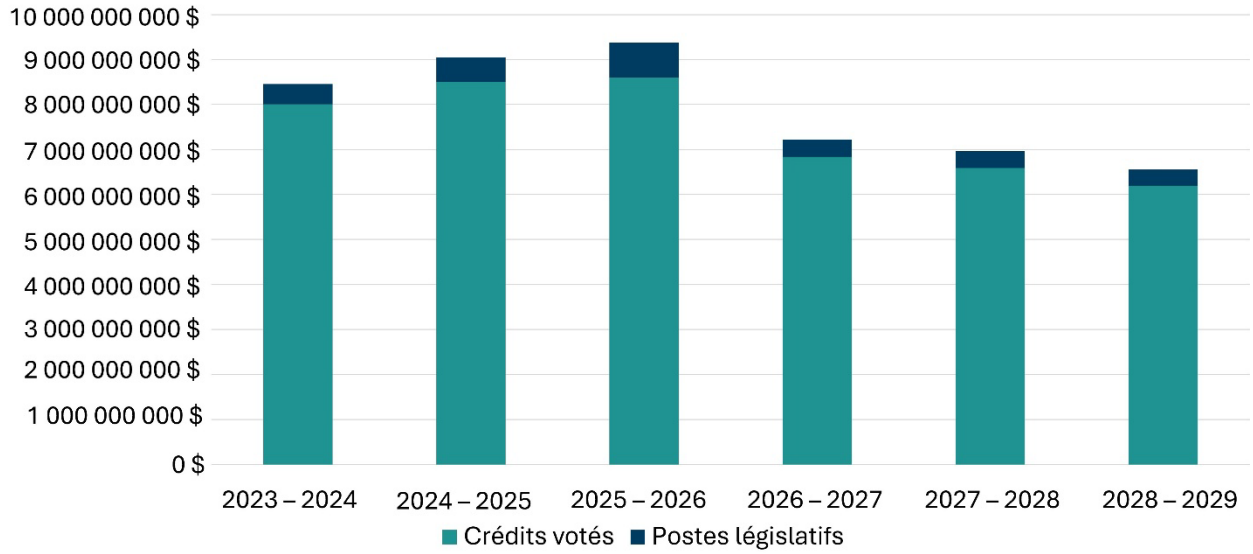
L'onglet Finances de l'infographie d'AMC dans l'InfoBase du GC fournit davantage de renseignements financiers sur les exercices précédents.

Financement

Cette section présente un aperçu du financement voté et législatif du ministère par rapport à ses responsabilités essentielles et à ses services internes.

Le graphique 1 résume le financement approuvé, voté et législatif, du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Graphique 1 : Financement approuvé (législatif et voté) pour une période de six exercices



Version textuelle du graphique 1

Exercice	Postes législatifs	Crédits votés	Total
2023-2024	452 472 431 $	8 005 606 868 $	8 458 079 299 $
2024-2025	536 576 435 $	8 507 514 308 $	9 044 090 743 $
2025-2026	779 014 974 $	8 595 903 405 $	9 374 918 379 $
2026-2027	389 538 945 $	6 834 581 877 $	7 224 120 822 $
2027-2028	373 519 058 $	6 589 108 57 $	6 962 627 215 $
2028-2029	359 17 432 $	6 195 982 783 $	6 555 300 215 $

Analyse du financement législatif et voté pour une période de six exercices

Le graphique ci-dessus illustre l'évolution des dépenses du Ministère de 2023-2024 à 2028-2029, ventilées en deux catégories : les dépenses votées, qui sont approuvées par le Parlement pour soutenir la mise en œuvre des programmes et le fonctionnement du Ministère; et les dépenses législatives, qui sont autorisées par la loi.

L'augmentation des dépenses réelles de 916,8 millions de dollars entre 2023-2024 et 2025-2026 est présentée dans le tableau 24 ci-dessus.

Les dépenses prévues d'AMC devraient diminuer de 2,8 milliards de dollars entre les dépenses réelles de 2025-2026 et les dépenses prévues pour 2028-2029. Les prévisions de dépenses pour les exercices 2026-2027, 2027-2028 et 2028-2029 reposent sur le Plan ministériel de 2026-2027.

Cette diminution de 2,8 milliards de dollars tient compte de l'abandon progressif ou des réductions prévues des autorisations budgétaires afférentes aux initiatives suivantes entre 2025-2026 et 2028-2029 :

- la fin du financement de certaines initiatives, telles que l'engagement du Canada en matière de financement international de la lutte contre les changements climatiques; d'autres priorités en matière d'aide humanitaire internationale (supplément temporaire); la présidence du Canada au Sommet du G7 de 2025; la gestion du dossier entre le Canada et les États-Unis sur le bois d'œuvre résineux; et la participation du Canada à l'Exposition universelle de 2025, à Osaka, au Japon;
- les réductions découlant du budget de 2025, dans le cadre de l'examen exhaustif des dépenses, et du budget de 2023, dans le cadre du recentrage des dépenses publiques;
- une réduction des dépenses consacrées à certaines initiatives, notamment le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix et la mise en œuvre de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.

Ces baisses sont partiellement compensées par une hausse des dépenses dans les domaines suivants :

- le réaménagement de la chancellerie de l'ambassade au Mexique.

Bien que les crédits n'aient pas été approuvés au moment de la rédaction du présent rapport et ne figurent donc pas dans les prévisions de dépenses pour les exercices 2026-2027 à 2028-2029, il convient de noter que le gouvernement a annoncé la Stratégie de diversification commerciale dans le budget 2025, des mesures supplémentaires pour soutenir le secteur forestier dans le cadre de la Mise à jour économique du printemps de 2026, ainsi que le renouvellement de l' engagement en matière de financement climatique international.

Consultez les Comptes publics du Canada pour en savoir plus sur les dépenses votées et législatives d'AMC.

Faits saillants des états financiers

Cette section présente les états financiers (non audités) d'AMC pour l'exercice terminé le 31 mars 2026.

Le tableau 26 résume les charges et les revenus pour 2025-2026 qui affectent le coût de fonctionnement avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 26 : État condensé des résultats (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels 2025-2026	Résultats prévus 2025-2026	Différence (résultats réels moins résultats prévus)
Total des charges	8 024 492 000	8 189 146 000	(164 654 000)
Total des revenus	71 144 000	74 077 000	(2 933 000)
Coût de fonctionnement net avant le financement public et les transferts	7 953 348 000	8 115 069 000	(161 721 000)

Analyse des charges et des revenus pour 2025-2026

Les renseignements sur les résultats prévus pour 2025-2026 proviennent de l'état des résultats prospectif et des notes de 2025-2026 d'AMC. Le total des charges et des produits du Ministère s'est révélé inférieur aux résultats prévus, ce qui s'explique par les écarts entre les estimations et les hypothèses utilisées pour l'établissement du compte de résultat prévisionnel et les résultats réels.

Le tableau 27 résume les charges et les revenus réels et montre le coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.

Tableau 27 : État condensé des résultats (non audité) pour 2024-2025 et 2025-2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Résultats réels 2025-2026	Résultats réels 2024-2025	Différence (2025-2026 moins 2024-2025)
Total des charges	8 024 492 000	8 095 821 000	(71 329 000)
Total des revenus	71 144 000	67 755 000	3 389 000
Coût de fonctionnement net avant le financement public et les transferts	7 953 348 000	8 028 066 000	(74 718 000)

Analyse des différences de charges et de revenus entre 2024-2025 et 2025-2026

Les dépenses totales d'AMC ont diminué de 71 millions de dollars, soit 1 %, par rapport à l'année précédente. Parmi les principaux facteurs expliquant cet écart, on peut citer :

- une baisse de 116 millions de dollars des subventions provenant du financement de l'aide internationale au développement pour le financement de programmes multilatéraux;
- une diminution de 15 millions de dollars des subventions provenant du financement du programme d'aide au développement international pour la Programmation des partenariats avec les Canadiens;
- une hausse de 106 millions de dollars des salaires et des avantages sociaux, attribuable aux augmentations salariales annuelles régulières et aux changements dans les échelons de rémunération des employés canadiens ainsi qu'aux augmentations salariales annuelles

régulières des membres du personnel embauchés sur place, qui sont influencées par l'évolution de l'inflation et des taux de change;
- une augmentation restante de 46 millions de dollars est due à un amalgame d'éléments de moindre valeur.

Les revenus totaux d'AMC ont augmenté de 3 millions de dollars, soit 5 %, par rapport à l'année précédente, ce qui s'explique par une combinaison d'éléments de moindre valeur.

Le tableau 28 fournit un résumé des montants que le ministère doit ou doit dépenser (passif) et de ses ressources disponibles (actif), ce qui aide à déterminer la capacité du ministère à mettre en œuvre des programmes et des services.

Tableau 28 : État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2026 (en dollars)

Renseignements financiers	Exercice en cours (2025-2026)	Exercice précédent (2024-2025)	Différence (2025-2026 moins 2024-2025)
Total des passifs nets	1 321 940 000	909 557 000	412 383 000
Total des actifs financiers nets	947 175 000	678 100 000	269 075 000
Dette nette du ministère	374 765 000	231 457 000	143 308 000
Total des actifs non financiers	2 326 664 000	2 052 517 000	274 147 000
Situation financière nette du ministère	1 951 899 000	1 821 060 000	130 839 000

Analyse du passif et de l'actif du ministère depuis le dernier exercice

AMC a vu son passif net total augmenter de 412 millions de dollars, soit 45 %, par rapport à l'exercice précédent. Parmi les éléments contribuant à cet écart, on peut citer :
- une augmentation de 277 millions de dollars des dettes envers des tiers, attribuable à la signature d'ententes de paiements de transfert vers la fin de l'exercice;
- une augmentation de 125 millions de dollars des passifs provisionnés, qui s'explique principalement par un nouveau dossier de 150 millions de dollars, déterminé à la fin de l'exercice, pour lequel une issue défavorable est probable;
- une augmentation restante de 10 millions de dollars est due à un amalgame d'éléments de moindre valeur.

Le total des actifs financiers nets d'AMC a augmenté de 269 millions de dollars, soit 40 %, par rapport à l'exercice précédent. Les principaux objectifs comprennent notamment les suivants :
- une augmentation de 308 millions de dollars du montant à recevoir du Trésor, reflétant principalement une hausse des comptes créditeurs externes;
- une diminution de 39 millions de dollars des débiteurs et avances, principalement attribuable à la baisse des avances versées aux missions à l'étranger et des fonds en transit;

Le total des actifs non financiers d'AMC a augmenté de 274 millions de dollars, soit 13 %, par rapport à l'exercice précédent. Parmi les éléments contribuant à cet écart, on peut citer :

- des acquisitions totalisant 321 millions de dollars, les hausses les plus importantes étant les suivantes :
    - le projet de rénovation de l'édifice Lester B. Pearson (28 millions de dollars);
    - le projet de rénovation de la chancellerie du Haut-commissariat au Sri Lanka (21 millions de dollars);
    - des subventions et contributions au développement de logiciels de transformation (19 millions de dollars);
    - le projet de rénovation de la chancellerie de l'ambassade en Australie (17 millions de dollars);
    - le projet de rénovation de la chancellerie de l'ambassade aux Philippines (9 millions de dollars);
    - le projet de rénovation de la chancellerie de l'ambassade en Haïti (6 millions de dollars);
    - l'achèvement des travaux d'aménagement dans les locaux de la chancellerie de l'ambassade au Liban (9 millions de dollars);
- une charge d'amortissement de 45 millions de dollars;
- une baisse de 2 millions de dollars attribuable aux aliénations et aux radiations survenues au cours de l'exercice.

Ressources humaines

Cette section présente un aperçu des ressources humaines réelles et prévues du ministère pour la période de 2023-2024 à 2028-2029.

Le tableau 29 présente un résumé des ressources humaines, en équivalents temps plein, qui sont associées aux responsabilités essentielles et aux services internes d'AMC pour les trois exercices précédents.

Tableau 29 : Ressources humaines réelles pour les responsabilités essentielles et les services internes au cours des trois exercices précédents

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels en 2023-2024	Équivalents temps plein réels en 2024-2025	Équivalents temps plein réels en 2025-2026
Diplomatie et défense des intérêts à l'échelle internationale	2 465	2 616	2 769
Commerce et investissement	2 149	2 127	2 066
Programmation en matière de développement, de paix et de sécurité	1 243	1 192	1 155
Aide aux Canadiens à l'étranger	547	587	557
Soutien à la présence du Canada à l'étranger	4 771	4 681	4 800
Total partiel	**11 175**	**11 203**	**11 347**

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein réels en 2023-2024	Équivalents temps plein réels en 2024-2025	Équivalents temps plein réels en 2025-2026
Services internes	1 974	1 982	1 975
Total	**13 149**	**13 185**	**13 322**

Analyse des ressources humaines des trois derniers exercices

De 2023-2024 à 2025-2026, le nombre d'ETP d'AMC a augmenté de 173 (1,3 %) afin de soutenir le mandat et les priorités du Ministère.

L'augmentation du nombre d'ETP entre 2023-2024 (13 149 ETP) et 2025-2026 (13 322 ETP) reflète les besoins en personnel liés aux initiatives nouvelles et existantes, partiellement compensés par des réductions liées à des initiatives dont l'envergure a diminué ou qui sont sur le point d'être abandonnées.

L'augmentation du nombre d'ETP est principalement attribuable à des initiatives qui :

- font progresser les priorités du Canada en matière de politique étrangère, notamment la présidence canadienne du Sommet du G7 de 2025 et la mise en œuvre de la stratégie indo-pacifique du Canada;
- renforcent les capacités diplomatiques et consulaires;
- appuient la mise en œuvre de la politique étrangère du Canada dans l'Arctique;
- protègent les prochaines élections fédérales au Canada;
- améliorent l'efficacité opérationnelle des Ministères, notamment les activités d'AMC et l'initiative de transformation des subventions et des contributions

Le tableau 30 présente les équivalents temps plein prévus pour les responsabilités essentielles et les services internes d'AMC au cours des trois prochains exercices. Les ressources humaines pour l'exercice en cours sont prévues en fonction des données de l'exercice à ce jour.

Tableau 30 : Sommaire de la planification des ressources humaines pour les responsabilités essentielles et les services internes pour les trois prochains exercices

Responsabilités essentielles et services internes	Équivalents temps plein prévus en 2026-2027	Équivalents temps plein prévus en 2027-2028	Équivalents temps plein prévus en 2028-2029
Promouvoir les intérêts du Canada et relever les défis mondiaux	5 702	5 517	5 394
Aider les Canadiens à l'étranger et soutenir la présence du Canada à l'étranger	4 928	4 745	4 509
Total partiel	**10 630**	**10 262**	**9 903**
Services internes	2 017	1 937	1 857
Total	**12 647**	**12 199**	**11 760**

Analyse des ressources humaines pour les trois prochains exercices

De 2026-2027 à 2028-2029, on prévoit que les ETP d'AMC diminueront de 887 ETP (7 %). Cette baisse est principalement attribuable à la réduction du financement découlant des mesures prévues dans le budget de 2025 dans le cadre de l'examen complet des dépenses, ainsi qu'à l'expiration des fonds destinés à soutenir la réaffectation interne des ressources pour l'Initiative de transformation des subventions et des contributions, la Stratégie d'exportation de la Défense et les opérations de maintien de la paix et les activités de consolidation de la paix des Nations Unies.

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires ci-dessous sont accessibles sur le site Web d'AMC :

- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert
- Analyse comparative entre les sexes plus
- Initiatives horizontales
- Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au système fiscal pour atteindre des objectifs de politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'imposition, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque exercice des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le Rapport sur les dépenses fiscales fédérales. Ce rapport fournit aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, dont des descriptions, des objectifs, des données historiques et des renvois aux programmes de dépenses fédérales connexes ainsi qu'aux évaluations et aux résultats de l'analyse comparative entre les sexes plus liés aux dépenses fiscales.

Renseignements ministériels

Profil du ministère

Ministres de tutelle : L'honorable Anita Anand, Ministre des Affaires étrangères; L'honorable Maninder Sidhu, Ministre du Commerce international; L'honorable Dominic LeBlanc, Président du Conseil privé du Roi pour le Canada et ministre responsable du Commerce Canada–États-Unis, des Affaires intergouvernementales, du Commerce intérieur et de l'Unité de l'économie Canadienne; L'honorable Randeep Sarai, Secrétaire d'État (Développement international)

Administrateurs généraux/administratrices générales: Arun Thangaraj, Sous-ministre des Affaires étrangères; Glenn Purves, Sous-ministre du Commerce international; Cindy Termorshuizen, Sous-ministre du Développement international.

Portefeuille ministériel : AMC. Les entités fédérales suivantes fonctionnent de manière indépendante et rendent compte au Parlement par l'intermédiaire des ministres des Affaires mondiales du Canada : la Corporation commerciale canadienne, Exportation et développement Canada, le Centre de recherches pour le développement international et Investir au Canada.

Instrument(s) habilitant(s) : Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, L.C. 2013, ch. 33, art. 174

Année de constitution ou de création : 1909

Coordonnées du ministère

Adresse postale : Affaires mondiales Canada
125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Canada

Numéro de téléphone : 1-800-267-8376 (sans frais au Canada);
613-944-4000 (dans la région de la capitale nationale et à l'extérieur du Canada)

Téléimprimeur (ATS) : Si vous avez une déficience auditive, ou si vous avez un trouble de la parole et que vous utilisez un téléphone à texte, vous pouvez accéder au service TTY de 9 h à 17 h, heure de l'Est, en composant le 613-944-9136 (au Canada seulement).

Télécopieur : 613-996-9709

Adresse courriel : enqserv@international.gc.ca

Site(s) Web : http://www.international.gc.ca/

Définitions

analyse comparative entre les sexes plus (ACS Plus) (gender-based analysis plus [GBA Plus])

Outil analytique qui aide à comprendre les répercussions des politiques, des programmes et des initiatives sur différentes personnes. Le fait d'appliquer l'ACS Plus aux politiques, aux programmes et à d'autres initiatives permet de déterminer les différents besoins des personnes touchées, les façons de faire preuve de davantage d'inclusion et d'adaptation ainsi que les méthodes permettant de cerner et de réduire tout obstacle à l'accès ou au bénéfice de l'initiative. L'ACS Plus va au-delà des différences biologiques (sexe) et socioculturelles (genre) pour tenir compte d'autres facteurs, comme l'âge, le handicap, l'éducation, l'ethnicité, le statut économique, la géographie (y compris la ruralité), la langue, la race, la religion et l'orientation sexuelle.

cadre ministériel des résultats (departmental results framework)

Cadre qui établit un lien entre les responsabilités essentielles, les résultats ministériels et les indicateurs de résultat ministériel d'un ministère.

cible (target)

Objectif quantitatif ou qualitatif et mesurable qu'un ministère, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des ministères ou à des particuliers; et paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, d'investissements et d'avances qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants présentés dans le Budget principal des dépenses. Les ministères sont responsables de déterminer les dépenses prévues et doivent être en mesure de justifier les données financières présentées dans leur plan ministériel et rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le crédit énonce également les conditions régissant les dépenses.

entreprise autochtone (Indigenous business)

Les exigences relatives à la vérification des entreprises autochtones aux fins du rapport sur les résultats ministériels sont présentées sur le site Web de Services aux Autochtones Canada (Cible minimale obligatoire de 5 % d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones).

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Mesure utilisée pour représenter une année-personne dans un budget ministériel. Le calcul d'un équivalent temps plein correspond au nombre d'heures de travail d'un employé ou d'une employée divisé par le nombre d'heures d'une semaine de travail à temps plein d'un employeur. Par exemple, une personne qui travaille 20 heures pendant une semaine de travail normale de 40 heures représente un équivalent temps plein de 0,5.

indicateur de rendement (performance indicator)

Mesure qualitative ou quantitative pour évaluer les progrès réalisés en vue d'atteindre un résultat au niveau d'un ministère ou d'un programme, ou les extrants ou résultats attendus d'un programme, d'une politique ou d'une initiative.

indicateur de résultat ministériel (departmental result indicator)

Mesure quantitative ou qualitative pour évaluer les progrès réalisés par rapport à un résultat ministériel.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Programme, projet ou autre initiative amenant deux ministères fédéraux ou plus à recevoir du financement pour travailler en collaboration à un résultat commun habituellement lié à une priorité gouvernementale et que les ministres y participant conviennent de désigner horizontal. Des exigences particulières en matière de rapports doivent être respectées, notamment l'exigence selon laquelle le ministère responsable doit rendre compte des dépenses et des résultats communs.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment un ministère entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

plan ministériel (Departmental Plan)

Exposé des activités prévues et du rendement attendu d'un ministère qui reçoit des crédits parlementaires au cours d'une période de trois exercices. Les plans ministériels sont habituellement présentés au Parlement au printemps.

priorité ministérielle (departmental priority)

Activité, plan ou projet sur lequel un ministère met l'accent et dont il rendra compte au cours d'une période de planification particulière. Il s'agit de ce qui importe le plus ou ce qui doit être réalisé en premier en vue d'atteindre les résultats ministériels attendus.

priorités gouvernementales (government priorities)

Aux fins du rapport sur les résultats ministériels 2025-2026, les priorités du gouvernement sont les thèmes généraux qui définissent le programme du gouvernement comme il a été annoncé dans le discours du Trône de 2025.

programme (program)

Services et activités, pris séparément ou en groupe, ou une combinaison des deux, qui sont gérés ensemble au sein d'un ministère et qui portent sur un ensemble déterminé d'extrants, de résultats ou de niveaux de service.

rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport qui présente les réalisations d'un ministère par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (performance)

Utilisation qu'un ministère a faite de ses ressources en vue d'obtenir ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que le ministère souhaitait obtenir, et mesure dans laquelle les leçons retenues ont été dégagées.

répertoire des programmes (program inventory)

Compilation de l'ensemble des programmes du ministère et des ressources qui contribuent à l'exercice des responsabilités essentielles du ministère et à l'atteinte de ses résultats.

responsabilité essentielle (core responsibility)

Fonction ou rôle permanent exercé par un ministère. Les résultats ministériels énumérés pour une responsabilité essentielle correspondent aux résultats que le ministère cherche à obtenir ou sur lesquels il souhaite exercer une influence.

résultat (result)

Un résultat ou un extrant lié aux activités d'un ministère ou liées à une politique, un programme ou une initiative.

résultat ministériel (departmental result)

Résultat général lié aux responsabilités essentielles d'un ministère.